

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
JUILLET 2020
N°199
TOME IV

Direction du Secrétariat Général
Service Assemblées et
Vie des Institutions

SOMMAIRE
RAA JUILLET 2020

Conseils des 15 et 31 juillet 2020

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 1/4

15 juillet 2020

2

31 juillet 2020

3

33

PARTIE 2 : DECISIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 2/4,

1-1

Tome 3/4

2-1

Tome 4/4

3-1

PARTIE 3 : ARRETES

(Février à juillet 2020)

Tome 4/4

- ***Réglementaires :***

3-450

- ***Individuels :***

3-451

3-568

PARTIE 2 - DECISIONS

prises par le Président depuis la publication de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des Collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid19 – Article1

SOMMAIRE

MD2020-401	Décision modificative relative à la notion de co-traitance pour le marché n° M9A3940DE "action de formation, de coaching et d'animation pour la rencontre entreprises innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque"	13
MD2020-402	Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville de Montpellier, au titre de l'année 2020	17
MD2020-403	Décision relative à l'avenant N°1 au marché subséquent M9D0095AT relatif aux travaux de requalification de diverses rues sur la commune de Restinclières - Autorisation de signature	25
MD2020-404	Décision relative à un marché de réalisation, fabrication et pose d'une signalétique associée l'opération de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini	27
MD2020-405	Décision relative au marché n° M0D0032MG " Achat de masques"	30
MD2020-406	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AL 237 et 239, 1746 Route de Mende à Montpellier	32
MD2020-407	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AY n°262 et AY n°264 - 1371, route de Mende à Montpellier	35
MD2020-408	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°225 Avenue Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier	38
MD2020-410	Décision relative à une convention de cofinancement de l'étude Schéma directeur du MIN - Actualisation- Autorisation de signature	41
MD2020-411	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n° M8D5159VD de "Travaux de réhabilitation des points propreté de Montpellier "Hôpitaux-Facultés", Montpellier "Près d'Arènes", Beaulieu et Saint Brès - lot n° 03B : terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des points propreté de Beaulieu et Saint-Brès"	43
MD2020-412	Décision relative à la cession pour réforme d'un tracteur agricole vétuste de marque Renault immatriculé 2336-YV-34 équipé d'une épareuse vétuste de marque Rousseau n° série T45ABK14E207 - Hôtel des ventes de Montpellier	46
MD2020-413	Décision d'ester en justice "Requête n°2001320-4 - Syndicat les Collines d'Estanove"	48
MD2020-414	Décision relative une convention d'occupation du domaine public autorisant la réalisation d'un réseau de distribution d'eau tempéré dans le quartier "Eurêka Extension" entre Montpellier Méditerranée Métropole et Energies du Sud	50

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-415	Décision relative au marché n°M8D5159VD de la réhabilitation des Points Propreté "Hôpitaux Faculté" et de "Près d'Arènes de la commune de Montpellier " et des points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n° 4 : équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations) - Avenant n°2	52
MD2020-416	Décision relative au dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour l'acquisition foncière de la parcelle n°BE 19 à Fabrègues, dans le cadre de la démarche de protection des captages du Flès	55
MD2020-417	Décision relative à l'accord-cadre n°2942 T 19 - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Marché subséquent n°1 - Lots 01, 03 et 06 - Aire de Pérols - Avenant n°1 - Autorisation de signature	57
MD2020-420	Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 4116DC16 "Prestations d'équipement matériel des collections du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole"	60
MD2020-421	Construction de 304 logements à Castries, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	63
MD2020-422	Décision relative au marché n°M9C0048EP de travaux de démolition de l'ancienne Maison Pour Tous François de Malherbe Cité Gély à Montpellier - Attribution du marché	66
MD2020-423	Décision relative à un avenant n°1 de prolongation du marché 4159MG16 ' Prestations de manutentions de déménagement et de garde meubles pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ' - Autorisation de signature	68
MD2020-425	Décision relative au marché n°5153DE18 pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	71
MD2020-426	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat pour l'année 2020 - Autorisation de signature	74
MD2020-427	Décision relative à la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Edenrose ', 1071 rue de la Marqueroise à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	76
MD2020-428	Décision relative à la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' La Canopée ', 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	79
MD2020-429	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Villa des Grèzes ', 256 rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	82
MD2020-430	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé CZ-758-SH - Hôtel des Ventes de Montpellier	85

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-431	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA01761 CAA - Madeleine PICOU"	87
MD2020-432	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3877GD15 de "Prestations de service pour la gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n° 1 : Centre"	89
MD2020-433	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Peugeot modèle Partner immatriculé CZ-835-SH - Hôtel des Ventes de Montpellier	92
MD2020-434	Décision relative à l'adoption d'un codicille au règlement intérieur du FSL en période de crise sociale et sanitaire	94
MD2020-435	Décision relative à la résiliation du bail commercial avec la Société SCHNEIDER ELECTRIC - Ensemble immobilier industriel - Parcelles CA 13 et 15 - Zone d'activités des Quatre Chemins - Commune de Fabrègues	96
MD2020-436	Décision relative à la conclusion d'un bail de location tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole et les sociétés CellMark France et Urgence Solaire - Local Lot 5 situé 391 rue de la Font Froide à Montpellier	99
MD2020-437	Décision relative au marché 3877GD15 de "Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n° 2 : Est" - Avenant n°1	102
MD2020-438	Décision relative au marché n°3877GD15 de "gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n° 3" : Ouest - Avenant n°1	105
MD2020-439	Décision relative au marché n° M9D0128DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020 - Attribution	108
MD2020-441	Décision relative à l'acquisition des parcelles AV n°12, 13 et 16 - Commune de Cournonsec	110
MD2020-443	Décision modificative relative au marché n°M9B0138EP de Fauchage des dépendances routières	112
MD2020-444	Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020	114
MD2020-445	Décision relative à l'engagement de conserver à l'aire d'accueil des gens du voyage de Castries la même affectation pendant une durée minimale de cinq ans	124
MD2020-446	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEREEMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	126
MD2020-447	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BIMER SERVICES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	128
MD2020-448	Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°1 de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour l'emballage, transport aller et retour des œuvres appartenant au musée Fabre	130
MD2020-449	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public - Impasse de la Cave Coopérative - Commune de Castries	133

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-450	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 163 rue Donnat Commune de Saint Jean de Védas	135
MD2020-451	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°264 - 2123 Route de Mende à Montpellier	137
MD2020-452	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public, à titre payant, concernant l'usage de créneaux piscines	140
MD2020-453	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°M8D5159VD de "Réhabilitation des Points Propreté "Hôpitaux-Facultés" et "Près d'Arènes" sur la commune de Montpellier et des Points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n° 06A	143
MD2020-454	Décision d'ester en justice "Syndicat des copropriétaires DORAMAR - Tribunal Judiciaire de Montpellier"	146
MD2020-455	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise d'environ 35 m², à extraire de la parcelle cadastrée - AC 18 constitutive du chemin des Baumes Commune de Montferrier-sur-Lez	148
MD2020-456	Décision relative à des conventions d'occupation du domaine public à titre gratuit par des associations et clubs sportifs pour l'usage des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	150
MD2020-457	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°M8D5159VD de "Travaux de réhabilitation des Points Propreté de Montpellier "Hôpitaux-Facultés", Montpellier "Près d'Arènes", Beaulieu et Saint-Brès - lot n°06B : Clôtures, portails des points propreté Beaulieu et Saint-Brès"	152
MD2020-458	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société REGENLIFE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	155
MD2020-459	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BI 509 auprès de l'ASL "Les Balcons de Pignan" rue du Four de la Caux Commune de Pignan	157
MD2020-461	Décision relative au marché n°8.487 portant sur les travaux préparatoires d'équipements dans le cadre de la 5ème ligne de Tramway - Autorisation de signature	159
MD2020-462	Décision modificative relative à la construction de 25 logements sociaux - Résidence ' Ambroise Croizat ', ZAC Rive gauche, lot 12 à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Délibération n°M2020-43 du 31 janvier 2020 - Autorisation de signature	161
MD2020-463	Décision relative au marché n° M9B0153DS - Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	163
MD2020-464	Décision relative à une garantie d'emprunt à la SA3M - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Route de la Mer - Autorisation de Signature	165
MD2020-465	Décision d'ester en justice "Requête n°2002119-1 TA - SAS LOTI DU SUD"	168

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-466	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BE n°19 sise commune de Fabrègues - Protection de la ressource en eau - Captage du Flès	170
MD2020-467	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société FONTALVIE - Immeuble - Parcelles SK 316 et 318 - 132 boulevard Pénélope - Commune de Montpellier	172
MD2020-468	Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2020	175
MD2020-469	Décision d'ester en justice "Assignation tribunal judiciaire de Montpellier - ANDRIEU Monique"	177
MD2020-470	Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020	179
MD2020-471	Décision relative au marché MOB0046DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Philippe-Jacques VAN BRÉE, L'Hommage à Raphaël, vers 1825	184
MD2020-472	Décision relative au marché n°5084AT18 - Travaux d'aménagement de l'espace public Prado-Concorde - Lot 2 : réseaux secs - Commune de Castelnau-le-Lez - Avenant n°2 - Autorisation de signature	186
MD2020-474	Décision relative à l'attribution de subventions exceptionnelles en faveur du soutien aux entreprises de moins de 3 ans dans cadre de la crise de l'épidémie de covid-19	188
MD2020-475	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert ROBERT du musée Fabre au CICRP en vue de leur étude et de leurs restaurations	191
MD2020-476	Décision relative à l'attribution de subventions à diverses associations - Exercice 2020 - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	193
MD2020-477	Décision relative au marché MOC0021DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une oeuvre de Michel Parmentier, Sans Titre, 8 novembre 1967	196
MD2020-478	Décision d'ester en justice "Requête n°2002152-1 TA - Société Multi Trans Route"	199
MD2020-479	Décision relative à l'Occupation temporaire du Palais des sports René-Bougnol - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saison sportive 2020-2021 - Autorisation de signature	201
MD2020-481	Décision relative au renouvellement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Énergie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) au titre de l'année 2020	204
MD2020-482	Décision relative au renouvellement de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR) au titre de l'année 2020	206
MD2020-484	Décision relative à l'avenant n°7 intégrant un prix nouveau au marché n°4849AT17 " Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales" Lot n°1 DTAMEH co-utilisé par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	208

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-485	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M8B0015EA - Diagnostic territorial des pratiques et dynamiques agricoles de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) de la source du Lez	210
MD2020-486	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 5139AT18 - Travaux de dissimulation des réseaux basse tension et éclairage public sur l'avenue de Courmonterral à Fabrègues - Autorisation de signature	212
MD2020-487	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC)	214
MD2020-488	Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances à destination des entreprises occupantes des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation	216
MD2020-489	Décision relative à l'agrément de candidature de l'AERS dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier	220
MD2020-491	Décision relative à la signature d'un avenant n° 5 à la convention de mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	222
MD2020-493	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et convention de faire les travaux pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AT 56 et AT 58 - 2 place Eugène Bataillon à Montpellier - Université de Montpellier	225
MD2020-494	Décision relative à l'avenant n°3 prorogeant l'occupation de locaux par la société WYSILAB au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega - Autorisation de signature	228
MD2020-496	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 251 rue Mendès France - Commune de Fabrègues	230
MD2020-497	Décision relative à la cession pour réforme d'une remorque vétuste de marque CBS immatriculée EF-058-YP - Hôtel des Ventes de Montpellier	232
MD2020-498	Décision relative à une convention de partenariat avec l'EPCC Mo.Co. et l'artiste Gaëlle Choïsne pour la réalisation de l'exposition "Défixion" au musée Henri Prades	234
MD2020-499	Décision relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 79 logements situés dans diverses communes de la Métropole	237
MD2020-500	Décision relative à l'autorisation de travaux et la prise à bail précaire sur les lots 504 et 505, au sein de la copropriété La RADIEUSE, pour la réalisation de la ligne 5 de tramway Montpellier Méditerranée Métropole	239
MD2020-503	Décision relative à l'indemnisation des auteurs et intervenants programmés dans le cadre de la manifestation Comédie du Livre 2020	242
MD2020-505	Réaménagement de prêts ' allongement de la dette ' - Renouvellement des garanties d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Autorisation de signature	244

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-506	Décision d'ester en justice "Société SOCRI GESTION - Conseil d'Etat"	247
MD2020-507	Décision relative à un marché n° M9D0132EA - Extension du réseau d'eaux usées secteur complexe sportif - Chemin du Pradas pour la desserte du lotissement Georges BIZET - Commune de Baillargues	249
MD2020-508	Décision relative à la signature d'un bail rural à caractère environnemental entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société coopérative Terracoopa, domaine de la Condamine à Montpellier	251
MD2020-509	Décision relative à l'exercice du Droit de Préemption Urbain - Commune de Lattes - Parc d'Activités des Commandeurs - 1 Rue Louis Lumière - propriété SCI TELECOM - parcelle CH112 - lots de copropriété n°1,3,4,5,6,7	254
MD2020-510	Réaménagement de prêts - Résidences sociales étudiantes Savary II, Pous de la Sers et Occitanie à Montpellier - Renouvellement de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Office Public de l'Habitat ACM HABITAT - Autorisation de signature	257
MD2020-513	Décision relative au marché n°M9D5222DC - Prestations d'intervention de restauration et de conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier - Attribution	260
MD2020-516	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Avenue de Montpellier ' avec les constructeurs Tristan Carrara et Patrice Souvignet sur la Commune de Pérols	264
MD2020-517	Décision relative au marché n°M9C0036VD de "Maintenance et entretien en ferronnerie des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole" - Attribution	266
MD2020-518	Décision relative à la réforme et cession d'un petit train routier vétuste composé de deux locomotives de marque Dotto Prat immatriculées BX-581-ZM et CV-593-NG et de trois wagons de marque Dotto Prat immatriculés BX-616-ZM, BX-595-ZM et BX-562-ZM	268
MD2020-519	Décision relative au marché n°M9C0030RI d'acquisition de capteurs de places de stationnement	270
MD2020-520	Décision modificative relative à l'acquisition des parcelles AI 302 et AI 303 en nature de voiries - Chemin du Nouau - Commune de Prades-le-Lez	272
MD2020-522	Décision relative à l'attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020 - Épidémie de covid-19	274
MD2020-523	Décision relative au marché n°M0B0034RI - Structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers - Attribution	278
MD2020-524	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AY 82 - Lieudit La Vene - Commune de Cournonsec	280
MD2020-525	Décision visant à modifier la décision n°M2017-1024 relative à l'attribution du marché n°4939DC17 d'acquisitions de cd et dvd pour le réseau des médiathèques	282
MD2020-526	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux de construction d'un collecteur pluvial sur le site du CHU à Montpellier	284

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-527	Décision relative à une convention de cofinancement d'étude couplée du plan climat air énergie territorial et du schéma directeur des énergies entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des dépôts et consignations	287
MD2020-528	Construction de 93 logements locatifs sociaux à Baillargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Conventions - Autorisation de signature	290
MD2020-529	Décision relative à la construction de 32 logements, route de Saint Vincent à Prades-le-Lez - Attribution de subventions à la SA d'HLM 3F Occitanie - Conventions - Autorisation de signature	292
MD2020-530	Clôture du mandat d'étude POPAC Mosson	294
MD2020-531	Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' L'Edda ' - Allée des Frères Grimm à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	296
MD2020-532	Construction de 27 logements sociaux - Résidence ' Fac Story ', rue de la Piscine à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	299
MD2020-533	Construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Liberté ' - Rue de la Cité Verdier à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	302
MD2020-534	Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Silk ' - Avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	305
MD2020-536	Décision relative à la construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Calligraphie ' - 54 avenue Georges Clemenceau à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	308
MD2020-537	Décision relative à un avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre pour l'opération de réhabilitation du pavillon ouest et de traitement des façades de l'Agora, Cité internationale de la danse	311
MD2020-538	Décision d'ester en justice "Requête n°2001230-4 TA - Alain CLAMOUSE"	313
MD2020-539	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) au titre de l'année 2020	315
MD2020-541	Décision relative à l'élargissement du périmètre et à la modification du programme d'équipements publics du Projet Urbain Partenarial (PUP) ' Route Impériale ' ainsi qu'à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la société ' GGL Groupe ' sur la Commune de Baillargues	317
MD2020-543	Décision relative au marché n°4233EA16 - Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	320
MD2020-544	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 2 366 m² située impasse des Mourons - ZAC Cambacérès - Commune de Montpellier	322

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-545	Décision relative à un avenant n°5 - Marché n°4025MG16 "Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	324
MD2020-546	Décision relative aux marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini - Phases 2 à 4 (mandat SA3M) - Attribution du lot 7 - Tribune - Fauteuils	327
MD2020-548	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALPHAOMEGAGREEN dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire à Montpellier	330
MD2020-552	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion TGI - Gens du voyage - Avenue des bigos à Vendargues"	332
MD2020-555	Décision modificative relative à la construction de 165 logements sociaux d'insertion- Résidence sociale ' La Croix Verte ', 590 rue de la Croix Verte à Montpellier - Abrogation de la délibération n°M2019-120 - Garantie d'emprunts à la SA d'Economie Mixte ADOMA- Convention - Autorisation de signature	334
MD2020-557	Epidémie de covid-19 - Prolongation du dispositif d'aide au paiement du loyer sur le mois de mai 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier	337
MD2020-558	Décision relative au marché subséquent n°M0B0040DC - Lot n°3 à l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC) pour le transport des œuvres de l'exposition "L'impressionnisme et le Canada - Nouveaux horizons" au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	340
MD2020-559	Décision modificative relative au marché 4463EA16 "Assistance foncière en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et d'assainissement" sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	342
MD2020-562	Décision relative à l'agrément de candidature de la société CREATIVE MONSTERS dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire à Montpellier	344
MD2020-563	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire des parcelles cadastrées MW n°248 et 227, NP n°48, 174 et 176, sises commune de Montpellier - Travaux de protection du site du CHU contre les inondations du ruisseau Font d'Aurelle	346
MD2020-564	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GOOGLE FRANCE dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	349
MD2020-565	Décision relative à l'attribution de subvention à l'Université de Montpellier dans le cadre de la programmation 2015-2020 du CPER, pour la rénovation du bâtiment historique de la Faculté de Médecine	351
MD2020-567	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du poste de refoulement de l'ancienne station d'épuration de la commune de Cournonsec dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole	354
MD2020-568	Décision relative à la gratuité de l'abonnement à distance au réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Tarification provisoire du 25 mars au 31 juillet 2020	356

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-569	Décision relative à la réouverture des piscines post-confinement lié à l'épidémie de covid-19 - Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Tarification provisoire à compter du 15 juin 2020	358
MD2020-572	Décision relative à l'exonération du droit de stationnement des taxis 2020 à hauteur de 3 trimestres	361
MD2020-574	Décision relative à l'avenant N°1 au marché 4705AT18 - Travaux de réaménagement de la rue Grand Champs à Grabels - Autorisation de signature	363
MD2020-575	Construction de 45 logements locatifs sociaux à Castries et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Conventions - Autorisation de signature	365
MD2020-576	Décision relative à la délégation de service pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement nouveau Saint Roch - Avenant n°2 - Autorisation de signature	367
MD2020-577	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	370
MD2020-578	Décision relative au dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès de la Région Occitanie pour l'opération de protection contre les inondations du CHU de Montpellier, dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité des territoires vis à vis des inondations	372
MD2020-579	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ELIUM TECH au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	374
MD2020-581	Décision relative à une convention pour la continuité scolaire et la réalisation d'activités sportives et culturelles sur le temps scolaire entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Direction Académique	376
MD2020-582	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété du parking Le Prévost de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole	378
MD2020-586	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public - Route de Montpellier - Commune de Vendargues	380
MD2020-587	Décision relative au marché MB0053DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de deux toiles de Vincent Bioulès, Méaulx et Stéphanie	382
MD2020-588	Décision relative à la cession d'une emprise de 53 m² à la commune de Castries - Impasse de la Cave Coopérative - Commune de Castries	384
MD2020-589	Réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Animations Été Montpellier 2020 - Tarification	386
MD2020-590	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public rue de la Barrière - Commune de Saint Geniès des Mourgues	388

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-591	Epidémie de covid-19 - Prolongation du dispositif d'aide au paiement du loyer sur le mois de juin 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation	390
MD2020-593	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association ADAGES dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels	393
MD2020-595	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OPPI dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	395
MD2020-597	Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent 5023A02 de travaux d'aménagement de l'avenue Cournonterral à Fabrègues - Autorisation de signature	397
MD2020-598	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PANVIR THERAPEUTICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	399
MD2020-599	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux et une extension de surface par la société TZIC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	401
MD2020-600	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Garantie d'emprunt Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M	403
MD2020-601	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Garantie d'emprunt Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M	406
MD2020-602	Décision relative à un don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Sébastien Bourdon (Montpellier, 1616 - Paris, 1671), L'Extase de Marie Madeleine	409
MD2020-604	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise d'une œuvre d'Holger Drachmann (Copenhague, 1846 - Hornbaek, 1908), Vue de l'île de Maire, vers 1967.	411
MD2020-605	Décision relative à un marché n°M9D0124EA – Renouvellement du réseau d'eaux usées – Rue Coligny à Montpellier – Autorisation de signature	413
MD2020-606	Décision relative à un don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une huile sur toile de François-Jean Sablet, dit François Sablet (Morges, 1745 - Nantes, 1819), Paysage avec une fontaine sur la route de Genzano di Roma, 1804	415
MD2020-607	Décision relative à un don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), Le peintre René Andreau, 1895	417
MD2020-608	Décision relative à la donation de Madame Francine Arnal de deux œuvres D'André-Pierre Arnal, Pliage, 1972, 202,5 x 213,5 cm et Pliage, 1973, 210 x 217,5 cm	419
MD2020-609	Crise Sanitaire - Acquisition de masques grands publics - Distribution-Bilan	421

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-610	Décision relative à un don de Madame Francine Arnal d'une gouache sur papier d'Ernest MICHEL (Montpellier, 1833 - 1902), Le Chasseur Alpin	424
MD2020-612	Décision relative à l'exécution des services de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes - Autorisation de signature du bon de souscription	426
MD2020-613	Décision relative à un don de monsieur Marc Latham d'une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), Nature morte au plateau, 1900	428
MD2020-614	Décision relative à un don de monsieur Jacques Gairard d'une huile sur toile de Patrice Giorda, Le prisonnier, 1999	430
MD2020-615	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public (COT) non constitutive de droits réels - Parcelles NP n°160 et 271 à Montpellier	432
MD2020-616	Décision relative à un don de Dominique Guthertz d'une de ses oeuvres, Catherine et Bénédicte, 1995-1996, huile sur toile	434
MD2020-617	Décision relative à un don de Cécile Pradalié d'une huile sur toile de Philippe Pradalié (1938-2015), Autoportrait, 1990	436
MD2020-619	Décision relative au don de Monsieur Michel Descours, d'une œuvre de Claude-Marie Dubufe (Paris, 1790 - Celle-Saint-Cloud, 1864), Le Sommeil, 1831	438
MD2020-620	Décision relative au don de Monsieur Jérôme Montcouquiol de deux œuvres : Jules-Claude Ziegler (Langres, 1804 - Paris, 1856), le bon pasteur, 1839 et d'une toile d'un Anonyme français du début du XIXe siècle, Apollon tenant sa lyre	440
MD2020-621	Décision relative au don de Madame Lucie Scheler d'une œuvre de Michel Parmentier (Paris, 1938 - id, 2000), Peinture, 1964	442
MD2020-622	Décision relative au don de Monsieur Vincent Bioulès de quinze de ses œuvres	444
MD2020-623	Décision relative au don sous réserve d'usufruit de Monsieur Franck STEC d'une œuvre d'Auguste Elysée CHABAUD (Nîmes, 1882 - Graveson, 1955), Le Sénégalais, 1926-1928	446
MD2020-624	Décision relative au don de Madame Renée Ristori de trois oeuvres de François Ristori (Eu, 1936 - Paris, 2015)	448



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la notion
de co-traitance pour le marché n°
M9A3940DE "action de formation, de
coaching et d'animation pour la rencontre
entreprises innovantes et investisseurs
Montpellier Capital Risque"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de modifier la décision n°MD2020-254 afin de modifier la sous-traitance en co-traitance pour les lots n°1 – 2 – 4 ; cette décision concerne un programme de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés au Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole,

- que cette prestation est décomposée en 4 lots, chaque lot correspond à un module de formation et fait l'objet d'un marché à prix forfaitaire :

Lot 1 : coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs

Lot 2 : coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre

Lot 3 : coaching et formation à la prise de parole en public

Lot 4 : support à la préparation et à l'animation de rencontre entreprises/investisseurs : Montpellier Capital Risque

Lot 5 : diffusion de vidéo en direct en mode sécurisé et la mise à disposition en replay des présentations des entrepreneurs pour retransmission en confidentialité et sur code d'accès à la demande des investisseurs et après validation des équipes de la métropole.

Le lot n°5 n'ayant fait l'objet d'aucune offre a été déclaré infructueux ; il a été décidé de ne pas le relancer.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :
 - la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
 - la qualité de l'intervenant dédié à la mission, ses compétences, ses expériences professionnelles et la maîtrise de la problématique traitée de l'intervention auprès d'un public d'entrepreneurs (30%)
 - l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%) ;
- Le critère prix (40 % de la note) sera noté par application de la formule suivante :
$$\text{Note} = (\text{Pmd} / \text{Po}) \times 10$$

Pmd : Prix de l'offre la moins disante
Po : prix de l'offre examinée

- qu'après analyse, les entreprises suivantes présentent l'offre économiquement la plus avantageuse dans chaque lot :

- Lot n°1/ coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- Lot n°2/ coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- Lot n°3/ coaching et formation à la prise de parole en public : **Neoz Conseil**, dont le siège social est 19N, Quai Victor Augagneur - 69003 Lyon

- Lot n°4/ support à la préparation et à l'animation de rencontre entreprises/investisseurs Montpellier Capital Risque : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot

DECIDE

ARTICLE 1 : De modifier la décision n°MD2020-254 suite à modification de la sous-traitance en co-traitance pour les lots 1 – 2 – 4.

ARTICLE 2 : D'attribuer le marché relatif au programme de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés aux entreprises suivantes, pour un montant global de 43 500 € HT.

Lot n°1/ coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : dix-neuf mille neuf cent cinquante euros HT (19 950 € HT), soit vingt-trois mille neuf cent quarante euros TTC (23 940 € TTC)

La répartition entre le titulaire et le co-traitant est prévue comme suit :

- dix-neuf mille cinquante euros HT (19 050 € HT), soit vingt-deux mille huit cent soixante euros TTC (22 860 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot – à régler directement
- neuf cents euros HT (900€ HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement

Lot n°2/ coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : sept mille six cent cinquante euros HT (7 650 € HT), soit neuf mille cent quatre-vingt euros TTC (9 180 € TTC)

La répartition entre le titulaire et le co-traitant est prévue comme suit :

- neuf cents euros HT (900€ HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- six mille sept cent cinquante euros HT (6 750 € HT), soit huit mille cent euros TTC 8 100 € TTC pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement

Lot n°3/ coaching et formation à la prise de parole en public : **NEOZ Conseil**

Montant : huit mille deux cent cinquante euros HT (8 250 € HT), soit neuf mille neuf cents TTC (9 900 € TTC)

Lot n°4/ support à la préparation et à l'animation de la rencontre Montpellier Capital Risque : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : sept mille six cent cinquante euros HT (7 650 € HT), soit neuf mille cent quatre-vingt euros TTC (9 180 € TTC)

La répartition entre le titulaire et le co-traitant est prévue comme suit :

- neuf cents euros HT (900€ HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- six mille sept cent cinquante euros HT (6 750 € HT), soit huit mille cent euros TTC 8 100 € TTC pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement

Le marché prend effet à compter de la date de notification jusqu'en décembre 2020. Sa durée est de 12 mois maximum.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre, chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique de la Ville

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions dans le cadre de l'appel à
projets du contrat de ville de Montpellier,
au titre de l'année 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDERANT

- que conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019
- que ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives. Les fiches opérationnelles ont été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

- qu'un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2020, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Ses caractéristiques sont les suivantes :

Les actions s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées et ouvertes à l'appel à projets, et concernant les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité ;

Une prise en compte de l'égalité femmes/hommes sera favorisée, notamment en matière d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes), d'accès aux droits et à la lutte contre les violences faites aux femmes, d'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse.

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale

DECIDE

ARTICLE 1 : A l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, d'une analyse des 392 dossiers déposés par 176 associations au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien aux 102 projets suivants, pour un total de 349 200 € dont :

- 52 700 € pour l'axe culture,
- 189 000 € pour l'axe développement économique – emploi – insertion,
- 107 500 € pour les autres axes du contrat de ville.

ARTICLE 2 : De verser aux structures des subventions selon la répartition suivante :

Actions relatives au pilier Culture (Direction de la Culture)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Proposition financement 2020
Acord Prod	Festival Emergency	700 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	La grande Parade Métèque : projet culturel et citoyen	700 €
Allons'z'enfants - Cie Didier Théron (Association Allons'z'enfants)	ALLONS Z'ENFANTS	5 000 €
APAAAV (Association pour la Promotion de l'Architecture, des Arts Appliqués et Visuels - La Fenêtre)	Les Ateliers Ville	500 €
ATELLINE (L'Atelline - Lieu d'activation art et espace public)	Mosson, l'adolescence révélée	4 000 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque à Figuerolles	1 300 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque aux Hauts De Massane	4 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Parcours artistiques et culturels	2 000 €
Brand à part	Le Cinéma Pour Tous	2 000 €
Brand à part	Les Ateliers Cinéma	1 500 €
Brand à part	Tous Animés - Rétrospective Jean-François Laguionie	500 €
CARTHAGE	Atelier-Musique	500 €
CCI-MSF (Centre Culturel International Musique Sans Frontières)	Médiation sociale, éducation, pédagogie, insertion	4 500 €
CEMEA Occitanie (Centres d'Entraînement Aux Méthodes d'Education Actives)	Parcours d'appropriation Festival Du Bruit Dans l'Arène	700 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accompagnement à la culture	1 200 €
Cie INTERMEZZO	La parole aux enfants du Petit Bard	700 €
Cie INTERMEZZO	Les jeunes du Petit Bard en scène	700 €
CSS 34 (Culture et Sport Solidaires 34)	Lutte contre l'exclusion par la pratique artistique	1 500 €
ESSOR (Savoirs et partage)	Les Arts au Petit Bard : ateliers et événements	1 500 €

i.PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu artistique et culturel	2 000 €
Mot'Son	Créative Mot'son	2 000 €
PULX	District Danse	2 500 €
Radio Clapas (association Montpellier Contacts)	Mots croisés 2020	1 000 €
SPF 34 (Secours Populaire Français)	Les chemins de la culture et lutte contre l'exclusion	2 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Actions culturelles en QPV	2 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Parcours d'éducation artistique en QPV	1 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Pass Vista	1 000 €
TVD (Association ThéâViDa)	Voyage vers la citoyenneté	2 000 €
Uni'Sons	Atelier Hip-Hop	2 200 €
Uni'Sons	Renc'Art	1 500 €
Total Direction de la Culture <i>Chapitre 933</i>		52 700 €

Actions relatives au pilier Développement Economique Emploi et Insertion (Direction du Développement Economique, de l'Emploi et de l'insertion)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Proposition financement 2020
ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	Le Microcrédit Adie au cœur des quartiers prioritaires	9 500 €
Airdie	Soutien aux entrepreneurs des QPV Montpellier	7 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance socio-économique	3 000 €
ALIFE CONSEIL	Achats Quartiers	7 000 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	EXPERIENCE SOUHAITEE	6 000 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	Femmes Vip Vers L'Insertion Professionnelle	4 500 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	LA FIBRE SOLIDAIRE	2 000 €
AXENTS (Le tremplin des entrepreneurs)	Animation globale	7 000 €

AXENTS (Le tremplin des entrepreneurs)	Animation Numérique de l'Entreprise	1 500 €
AXENTS (Le tremplin des entrepreneurs)	Le Printemps de la Création d'Entreprise	4 000 €
AXENTS (Le tremplin des entrepreneurs)	Le Service d'Aide à la Gestion d'Entreprise	1 500 €
AXENTS (Le tremplin des entrepreneurs)	Mosson Créatives	1 500 €
BGE (BGE Sud-Ouest - Antenne de Montpellier)	Cités Lab	12 000 €
Cap au Large	Découverte de la navigation et des métiers de la mer	1 000 €
Centre APAJ (Centre d' Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	WEBACTIONS	3 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Femme Egalité Emploi	7 000 €
CMA 34 (Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault)	Parcours de formation multi-acteurs	15 000 €
CONTEXT'ART	Couveuse d'entreprises culturelles et créatives Mosson	5 000 €
CORALINE	C'fait pour vous "Diversifiezvostalents.com"	10 000 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Passerelles vers l'emploi (ex. Ival .com)	3 000 €
Gammes	Appui administratif au réseau Rapsol3M	3 500 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	ASL mots d'emploi	3 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Métiers à créer	4 500 €
INFORIM Léo Lagrange (Institut de formation et d'insertion méditerranée Léo Lagrange)	Le club	5 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	10 000 €
KALISI	L'emploi pour toutes et tous	2 000 €
MLJ3M (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	COMMISSIONS INSERTION ET ACCOMPAGNEMENT	20 000 €
Octopus Expression	Chantiers D'Expression	3 000 €

Passerelles Insertion	LABOMAKER - Osez le Numérique	4 000 €
PSL34 (Profession sport et loisirs 34)	Quart'Asso Montpellier 2019	1 000 €
Résurgences 34	SAS DIAGNOSTIC PROJET	2 000 €
Solidarité DOM TOM (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Bien manger, c'est mieux vivre	1 000 €
Solidarité DOM TOM (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Tri-Atelier	1 000 €
Table de Cana (Association Nationale La Table de Cana)	Des Etoiles et Des Femmes	10 000 €
Uni'Sons	Coulisses Solidaires	5 000 €
Via Voltaire	Interface	3 500 €
Total Direction du Développement Économique, de l'Emploi et de l'Insertion <i>Chapitre 936</i>		189 000 €

Actions relatives aux autres axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Proposition financement 2020
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Centre Sportif 14-17 ans	2 000 €
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Stages Sportifs Dimanche 9-17 ans	2 000 €
AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)	Volontaire en résidence - Ambassadeur Du Livre	6 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance socio-économique	7 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des Actions Éducatives	1 500 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Aux Sciences Citoyennes – Montpellier 2020	2 000 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Engage-toi ! Médiation Numérique	2 000 €
ARDI (Association Renaissance Développement et Insertion)	Accompagnement socio-éducatif	3 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Apprentissage du français	4 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Education - Parentalité	4 000 €
CBLR - Compagnons Bâtisseurs L.R (Association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon)	Atelier de quartier de Montpellier (ARA Locataire)	5 000 €

CBLR - Compagnons Bâtisseurs L.R (Association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon)	Espace Ressources Habitat de la Mosson	2 500 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	MEDINUM	1 000 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	WEBACTIONS	1 000 €
Cité Citoyenne	Tremplin Vers Un Stage Réussi	1 000 €
Clos de la Fontaine	Apprendre et Comprendre le Numérique	1 500 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Ateliers Sociolinguistiques Adultes	5 000 €
ESPOIR 34 (Education Scolarité Potentialité Objectif Insertion Réussite 34)	Coéducation réussite scolarité	13 000 €
Gammes	Ateliers Linguistiques	3 000 €
GSC (Générationnaires solidaires et citoyennes)	Accueil jeunes Oxford 11-17 ans	1 000 €
GSC (générationnaires solidaires et citoyennes)	Objectif Stage Réussi	1 000 €
HE ! (Association Habiter Enfin !)	Accompagnement au Logement	1 000 €
IVLR (Institut de Victimologie Languedoc Roussillon)	Accompagnements psychologiques psycho trauma	4 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	5 000 €
MPBA (Montpellier Petit-Bard Athlétique)	Insertion par le sport, course petit bard/pergola	1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Cheminer au Féminin à la Mosson	2 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Décoll'âge	3 500 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Kawa rencontre police population à la Mosson	2 000 €
Passe Muraille	Jardins Partagés au Cœur de Vert Bois	2 000 €
RAIPONCE	Raiponce	1 000 €
Rebonds	Essai au féminin	1 500 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Accueil Jeunes Mosson	5 500 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Intermédiation Services Civiques	5 000 €

UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Sport Citoyen 12/17 Ans	1 500 €
Uni'Sons	L'art est public	4 000 €
Total Service Politique de la ville <i>Chapitre 935</i>		107 500 €

ARTICLE 3 : De dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 933 (Culture), 935 (Politique de la ville) et 936 (Développement économique) - nature comptable 65748 du budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 4 : De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



04 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N°1 au
marché subséquent M9D0095AT relatif
aux travaux de requalification de diverses
rues sur la Commune de Restinclières -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté de délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la Voirie et Espace public ;
- Vu la décision n° MD2019-872 attribuant le marché subséquent n°M9D0095AT (Lot 3 « 3M Est – Pôle Cadoule et Bérange et pôle Vallée du Lez » de l'accord-cadre) relatif aux travaux de requalification de diverses rues à Restinclières au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sis

à Lézignan-la-Cèbe (34120) pour un montant estimatif de 392 766,30 € HT répartis comme suit : 178 763,00 € HT pour la tranche ferme, 54 458 € HT pour la tranche optionnelle 1, 47 287,30 € HT pour la tranche optionnelle 2, 58 928,50 € HT pour la tranche optionnelle 3 et 53 329,50 € HT pour la tranche optionnelle 4. Les délais d'exécution sont de 13 semaines pour la Tranche ferme, 7 semaines pour la tranche optionnelle 1, 7 semaines pour la tranche optionnelle 2, 9 semaines pour la tranche optionnelle 3, 8 semaines pour la tranche optionnelle 4. Ces délais comprennent 3 semaines de période de préparation pour chacune des tranches.

CONSIDERANT :

- Que des modifications et des aléas sont survenus en cours d'exécution des tranches affermies (tranche ferme et tranche optionnelle 1) ;
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 11,22 % soit un montant de 26 171,20 € HT, portant le nouveau montant de la tranche ferme du marché à 204 934,20 € HT et le montant de la tranche optionnelle 1 à 54 458,00 € HT. Le délai d'exécution reste inchangé.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° M9D0095AT relatif aux travaux de requalification de diverses rues sur la Commune de Restinclières avec le groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sis à Lézignan la Cèbe (34120), d'une plus-value de 11,22 % soit un montant de 26 171,20 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : **16 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de
réalisation, fabrication et pose d'une
signalétique associée à l'opération de
travaux d'aménagement de la médiathèque
centrale Émile Zola pour l'intégration de
l'offre de la médiathèque Federico Fellini**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II;
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 juillet 2017, transmise en préfecture le 31 juillet 2017 et notifiée le 17 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que les travaux de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini nécessitent la fabrication, la réalisation et la pose d'une nouvelle signalétique intérieure et la dépose d'une partie de l'ancienne signalétique de la médiathèque centrale Emile Zola, située à Montpellier, en parallèle aux travaux de restructuration ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec possibilité de négociation, pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - 2- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40 %
- qu'après analyse des offres des candidats, l'entreprise SOLUTION EXPOSITION, 113 rue Georges Onslow, ZA Garosud, CS 68114, 34075 Montpellier Cedex 3 présente l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de réalisation, fabrication et pose d'une nouvelle signalétique associée aux travaux d'aménagement de la médiathèque Centrale Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini à la société SOLUTION EXPOSITION, 113 rue Georges Onslow, ZA Garosud, CS 68114, 34075 Montpellier Cedex 3, pour un montant forfaitaire de 52 289 € HT. Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée globale de 12 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

08 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FENX



Publiée le : **09 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M0D0032MG " Achat de masques"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDERANT**
 - la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population,
 - les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole,
 - la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur,

- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – constituent un événement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables,
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de passer un marché en application de l'article R. 2122-1 du code de la commande publique : « *marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées* ». (.....) *Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence* » portant sur l'acquisition de 250 000 masques tels que décrits ci-dessus,
- que ce marché est conclu pour une durée prenant fin à la livraison totale des masques,
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
 - . Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 60%
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise **PM GROUP SAS**, sise 20 rue de la Loge – 34000 MONTPELLIER est une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0032MG « Achat de masques » à l'entreprise **PM GROUP SAS**. Il s'agit d'un marché au prix forfaitaire de 625 000 € HT (livraison offerte).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **27 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **27 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AL 237 et 239, 1746 Route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023,

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « 1746, Route de Mende » à Montpellier constitué d'une emprise de terrain de 65 m² en nature de voirie détachée d'un plus grand corps est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Cette parcelle est nouvellement cadastrée section AL n° 238 et appartient au Syndicat dénommé « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DES JARDINS D'EUROPA »,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise de 65 m², ainsi que la prise de possession anticipée et d'autoriser la réalisation des travaux de reconstitution sur les parcelles AL 237 et 239 conservées par la copropriété.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « 1746, Route de Mende » à Montpellier constitué d'une parcelle cadastrée AL 238 de 65 m² en nature de voirie appartenant au Syndicat dénommé « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DES JARDINS D'EUROPA ».

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 1560 € (MILLE CINQ CENT SOIXANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE « LES JARDINS D'EUROPA » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 1746, Route de Mende, représenté par Mr Sarda directeur associé du syndic de copropriété EUROPA IMMOBILIER, demeurant 412, avenue du Père Soulas – 34000 MONTPELLIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE « LES JARDINS D'EUROPA » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 1746, Route de Mende, représenté par Mr SARDA directeur associé du syndic de copropriété EUROPA IMMOBILIER, demeurant 412, avenue du Père Soulas – 34000 MONTPELLIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AL 237 et 239 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

. 02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAGREL



02 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AY n°262 et AY n°264 - 1371,
route de Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023,

CONSIDERANT :

- que 107 m² et 23 m² du bien immobilier situé au 1371, route de Mende à Montpellier, cadastré section respectivement AY n° 262 et AY 264, appartenant à l'indivision DE GRULLY, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway.
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AY n° 262 et AY 264.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 107 m² et 23 m² du bien immobilier situé au 1371, route de Mende à Montpellier, cadastré section respectivement AY n° 262 et AY n° 264, appartenant à l'indivision DE GRULLY.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 80 300 € (QUATRE VINGT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.
-

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision DE GRULLY et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision DE GRULLY.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle AS n°225 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°225 Avenue Professeur
Emile Jeanbrau à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 118 m² du bien immobilier situé Avenue Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier, cadastré section AS n° 225, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le ROSSINI, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway.
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°225,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 118 m² du bien immobilier (terrain en nature sol) situé au Avenue Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le ROSSINI.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 9 749 € (NEUF MILLE SEPT CENT QUARANTE NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.
-

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le ROSSINI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le ROSSINI.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle AS n°225 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Tourisme Commerce et Artisanat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
cofinancement de l'étude Schéma directeur
du MIN - Actualisation- Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, et notamment celles de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et d'autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agro-naturel,

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations ont signé un protocole de partenariat 2016-2018 le 25 novembre 2016 qui a identifié les projets de la Métropole sur lesquels les parties s'engagent à coopérer notamment l'accompagnement au développement de la filière agroalimentaire, des services à l'agriculture et des pratiques agro-écologiques,

- que dans ce cadre, la volonté de la Métropole est d'accompagner le renforcement du MIN et d'engager son évolution vers la création d'un Pôle « Alimentation Méditerranéenne durable ». Pour répondre à ces objectifs, la Métropole a lancé une étude de définition d'un schéma stratégique du MIN de Montpellier que la CDC a souhaité cofinancer,

- que le coût total de réalisation de l'Etude menée par le Bénéficiaire s'élève à 104 901,60 € TTC. Un financement de l'Etat au titre du FNADT a été accordé pour cette étude. Aussi les parties se sont rapprochées pour actualiser le plan de financement de l'étude et son calendrier de réalisation. Au titre de la présente convention, la CDC versera une subvention d'un montant total maximum de 22 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention de cofinancement avec la Caisse des Dépôts et Consignation relative à l'étude Schéma directeur du MIN de Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n° M8D5159VD de "Travaux de
réhabilitation des points propreté de
Montpellier "Hôpitaux-Facultés",
Montpellier "Près d'Arènes", Beaulieu et
Saint Brès - lot n° 03B : terrassements,
voirie, réseaux humides, génie civil et
gabions des points propreté de Beaulieu et
Saint-Brès"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision n° 2019 – 760 attribuant le marché n° M8D5159VD de « Réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes » - lot n° 03B : terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des points propreté de Beaulieu (34160) et Saint-Brès (34760) » à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à

Baillargues cedex, pour un montant estimatif de 579 120,30 euros HT et pour une durée de 5 mois, hors période de préparation de 1 mois,

- Vu l'ordonnance n°2020 – 319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

- Vu la décision n°2020 - 092 autorisant la signature de l'avenant n° 1,

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 2 au marché n° M8D5159VD pour prolonger la durée du marché afin de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, sans incidence financière,

Le délai d'exécution des travaux, porté à 6 mois par précédent avenant n°1, est prolongé de **3 mois complémentaires**. Le délai d'exécution global est ainsi porté à 9 mois par le présent avenant n°2 et comprend notamment le délai d'exécution alloué aux travaux d'espaces verts qui sont programmés à l'automne 2020.

La fin prévisionnelle des travaux, hors espaces verts, est arrêtée en conséquence au 02 juillet 2020.

Un OS d'arrêt et reprise sera notifié au titulaire ultérieurement pour permettre l'exécution des travaux d'espaces verts à l'automne 2020.

La durée du marché est prolongée en conséquence afin de prendre en compte la prolongation du délai d'exécution des travaux, et les délais de gestion technique et administrative de clôture du marché (établissement du décompte final, levée des réserves). **La fin contractuelle du marché est arrêtée au 04 décembre 2020 (tableau ci-dessous) :**

Modifications contractuelles	Délai d'exécution des travaux			Durée du marché	
	Prolongation de délai	Délai global	Fin prévisionnelle	Prolongation de la durée	Date de fin contractuelle du marché
Marché initial	-	5 mois	02/03/2020	-	-
Avenant n°1	1 mois	6 mois	02/04/2020	1 mois	04/07/2020
Avenant n°2	3 mois	9 mois	02/07/2020 (hors espace vert)	6 mois	04/12/2020

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n° M8D5159VD de « Réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes » - lot n° 03B : terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des points propreté de Beaulieu (34160) et Saint-Brès (34760) » avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON,

Cet avenant n° 2 est sans incidence financière mais prolonge la durée du marché, afin de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 (détail ci-dessus).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **04 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un tracteur agricole vétuste de marque
Renault immatriculé 2336-YV-34 équipé
d'une épareuse vétuste de marque
Rousseau n° série T45ABK14E207 - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur agricole vétuste de marque Renault, immatriculé 2336-YV-34, équipé d'une épareuse vétuste de marque Rousseau n° de série T45ABK14E207,

- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ces matériels du fait de leur vétusté et qu'il convient de les réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un tracteur agricole de marque Renault immatriculé 2336-YV-34 équipé d'une épaveuse vétuste de marque Rousseau n° de série T45ABK14E207 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : **02 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2001320-4 - Syndicat les Collines
d'Estanove"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

CONSIDÉRANT

- La requête n°2001320-4 déposée le 16 mars 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par le Syndicat Les Collines d'Estanove tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement aux désordres dus aux eaux de pluie en provenance de la chaussée affectant les parcelles appartenant aux époux Mazerolles, la copropriété les Collines d'Estanove, la propriété du syndicat secondaire les Collines d'Estanove et le bâtiment de la poste, propriété de la société BRIDAMIA ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001320-4 le 16 mars 2020 par le Syndicat Les Collines d'Estanove.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative une convention
d'occupation du domaine public autorisant
la réalisation d'un réseau de distribution
d'eau tempéré dans le quartier "Eurêka
Extension" entre Montpellier
Méditerranée Métropole et Energies du
Sud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, et de prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme,
- Vu la délibération n°15117 du Conseil du 20 décembre 2017 a fixé les taux de redevances d'occupation du domaine public de la Métropole par les ouvrages de distribution d'eau tempérée,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du développement des énergies renouvelables sur le territoire métropolitain, il y a lieu de favoriser la réalisation de réseau de chaleur et de froid bas carbone,
- que la Société Énergies du Sud met en œuvre un réseau d'eau tempérée pour les besoins thermiques du quartier Eurêka extension, situé sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez. Ce dispositif pourra s'étendre aux quartiers limitrophes sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-lez,
- que le réseau sera constitué d'une boucle d'eau tempérée à laquelle seront raccordées des pompes à chaleur à haute performance qui produiront de la chaleur et du froid pour les besoins thermiques des différents immeubles constituant l'îlot. L'équilibrage de la boucle d'eau tempérée sera réalisé par l'intermédiaire d'une centrale de production localisée à Montpellier,
- qu'il s'agit d'un dispositif énergétique privé, non inclus dans le programme des équipements publics de la ZAC,
- que la construction et l'exploitation de la boucle d'eau tempérée implique ainsi le passage de canalisations enterrées sous la voirie publique, domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que la présente convention précise les conditions techniques et financières pour le passage des canalisations souterraines sous le domaine public et leur entretien.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention avec Energies du Sud. La Convention est consentie moyennant le versement d'une redevance forfaitaire fixée annuellement à la somme de quatre euros hors taxes par mètre linéaire de tranchée, elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2046 et prendra effet à compter de sa signature. Elle expirera de plein droit à l'arrivée du terme, sans qu'il soit besoin d'un préavis.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cet affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUBEL



04 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

04 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D5159VD de la réhabilitation des
Points Propreté "Hôpitaux Faculté" et de
"Près d'Arènes de la commune de
Montpellier " et des points Propreté des
communes de Beaulieu et de Saint-Brès -
lot n° 4 : équipement de mise en sécurité
des quais (ensemble des installations) -
Avenant n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu la décision n°MD2019-760 attribuant le marché n°M8D5159VD relatif à la réhabilitation des Points Propreté « Hôpitaux Facultés », et « Près d'Arènes » de la commune de Montpellier, et des Points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n°4 : équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations), à l'entreprise MP INDUSTRIES SAS, sise 128 chemin de Roman, 13 120 GARDANNE, pour un montant forfaitaire de 225 749,80 € HT soit 270 899,76 € TTC et un délai d'exécution des travaux, pour le lot n°4 de 4 mois hors période de préparation qui est de 1 mois ;

- Vu la décision n°MD2020-092 du 21 février 2020, autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°M8D5159VD - Lot n°4 : équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations), afin de prendre en compte la modification de certaines prestations, des montants de travaux et la prolongation des délais d'exécution,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°2 au marché n°M8D5159VD pour la réhabilitation des Points Propreté « Hôpitaux Facultés », et « Près d'Arènes » de la commune de Montpellier, et des Points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n°4 : équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations).

- que l'avenant 2 au marché n°M8D5159VD - lot n°4 a pour objet de prolonger le délai d'exécution des travaux et la durée de marché, afin de prendre en compte les conséquences de l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19.

- que le délai d'exécution des travaux, porté à 6 mois par précédent avenant n°1, est prolongé de 3 mois complémentaires. Le délai d'exécution global est ainsi porté à 9 mois par le présent avenant n°2, la fin prévisionnelle des travaux étant arrêtée au 07/07/2020.

- que la durée du marché doit être prolongée en conséquence afin de prendre en compte outre la prolongation du délai d'exécution des travaux, les délais de gestion technique et administrative de clôture du marché (établissement du décompte final, levée des réserves), la fin contractuelle du marché étant arrêtée au 04/10/2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n° M8D5159VD pour la réhabilitation des Points Propreté « Hôpitaux Facultés », et « Près d'Arènes » de la commune de Montpellier, et des Points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n°4 : équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations) avec l'entreprise MP INDUSTRIES SAS, sise 128 chemin de Roman, 13120 GARDANNE, avenant sans incidence financière.

Il prolonge le délai d'exécution des travaux et la durée du marché, afin de prendre en compte les conséquences de l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Gestion Intégrée de l'Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'un dossier de
demande de subvention auprès de l'Agence
de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour
l'acquisition foncière de la parcelle n°BE
19 à Fabrègues, dans le cadre de la
démarche de protection des captages du
Flès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n° 14740 du 28 juin 2017 relative à la validation du programme d'actions applicable sur l'aire d'alimentation des captages du Flès,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,

CONSIDERANT :

- la nécessité de pérenniser une occupation du sol et des pratiques agricoles compatibles avec la préservation de la ressource en eau souterraine dans la zone la plus vulnérable aux transferts de polluants, et ce en lien avec une stratégie foncière,
- l'opportunité d'acquérir la parcelle BE 19 située sur la commune de Fabrègues, dans la Zone de Sauvegarde Exploitée des captages du Flès, également définie comme la Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation de Captage, pour un montant prévisionnel de 15 540 € HT,

- les enjeux de biodiversité forts et la fonction épuratrice du sol de la parcelle de type « Mosaïque de Pelouse » et l'enjeu de la maintenir en état aux vues des menaces de dépôts sauvages dont elle pourrait faire l'objet,
- que pour sa gestion, il apparait nécessaire de réfléchir à des mesures de sécurisation d'accès et d'une possibilité de mise en pâturage équin en partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc Roussillon,
- que la présente décision est nécessaire au dossier de demande de subventions auprès de l'agence de l'eau pour solliciter des aides à hauteur de 70% maximum.

DECIDE

ARTICLE 1: De solliciter les subventions les plus larges auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse pour l'acquisition de la parcelle BE19 à Fabrègues d'un montant prévisionnel de 15 540 € HT.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole mettra en œuvre les mesures de gestion permettant d'assurer la conservation du bon état écologique du terrain et la protection des eaux souterraines.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole préservera la vocation agro-naturelle de la parcelle dans le futur PLU intercommunal, par un classement en zone naturelle et forestière incluse en réservoir vert.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la demande de subvention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre n°2942 T
19 - Réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Marché subséquent n°1 - Lots
01, 03 et 06 - Aire de Pérols - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au code de la Commande Publique ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n°MD2018-1087 du 3 décembre 2018, relative à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n°MD2019-411 du 19 avril 2019, relative à l'attribution et à la signature du marché subséquent n°1 de travaux pour la réalisation d'une aire de grand passage sur la commune de Pérols pour le lot 01 « Terrassement, voirie, pluvial, clôture » à l'entreprise JOULIE TP pour un montant de 1 275 704,50 euros HT et pour une durée de 5 mois, ainsi que pour le lot 03 « Réseaux secs » à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour un montant de 385 512,19 euros HT et pour une durée de 5 mois,
- Vu la décision n°MD2019-919 du 16 octobre 2019, relative à l'attribution et à la signature du marché subséquent n°1 du marché de travaux pour la réalisation d'une aire de grand passage sur la commune de Pérols pour le lot 06 « Plâtrerie, peinture, serrurerie » à l'entreprise VIP PLUS pour un montant de 104 347 euros HT et pour une durée de 3 mois.

CONSIDERANT :

- que des dégradations importantes ont été commises avant la réception et la mise en service de l'aire de Grand Passage de Pérols ;
- qu'il y a lieu de réaliser des travaux de réfection et de remise en état afin de procéder à la réception des travaux et à la mise en service effective de cette aire dans les meilleurs délais ;
- que ces dégradations qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir rendent donc nécessaire la modification des lots n°1, 3 et 6, au regard de l'article 139 alinéa 3 du décret 2016-360.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°1 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur l'Aire de Pérols » :

- à l'entreprise JOULIE TP sise 34660Cournonsec, pour le lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » d'un montant de 38 000 euros HT portant le nouveau montant du marché à 1 313 704,50 euros HT,
- à l'entreprise REEL MEDITERRANEE sise 34660Cournonsec, pour le lot 3 « Réseaux secs » d'un montant de 122 796,69 euros HT portant le nouveau montant du marché à 508 308,88 euros HT,
- à l'entreprise VIP sise 34178 Castelnau-le-Lez, pour le lot 6 « Plâtrerie, peinture, serrurerie » d'un montant de 40 700 euros HT portant le nouveau montant du marché à 145 047 euros HT.

Les délais du marché initial sont prolongés, pour chaque lot, d'un mois, ce qui portent ceux-ci à :

- 6 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service pour les lots n°1 et 3
- 4 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service pour le lot n°6.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 JUIN 2020

**Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA**



Publiée le : - 2 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 2 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n° 4116DC16 "Prestations
d'équipement matériel des collections du
réseau des médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole de Montpellier, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la délibération n° 13399 en date du 12 novembre 2015 attribuant l'accord-cadre n°4116DC16 « Prestations d'équipement matériel des collections du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole » aux sociétés suivantes :

- Lot 1 : Equipement des imprimés et multimédias : montant minimum annuel de 90 000 € H.T., montant maximum annuel de 130 000 € H.T attribué à la société RENOV LIVRES basée à LUDRES ;
- Lot 2 : Reliure des imprimés : montant minimum annuel de 10 000 € H.T., montant maximum annuel de 20 000 € H.T attribué à la société RENOV LIVRES basée à LUDRES ;
- Lot 3 : Resurfaçage des CD, DVD et Blue-ray : montant minimum annuel de 1 500 € H.T., montant maximum annuel de 4 500 € H.T attribué à la société CLINIC DISC basée à GUERET
- Lot 4 clausé : Equipement des imprimés et multimédias : montant minimum annuel de 5 000 € H.T., montant maximum annuel de 15 000 € H.T attribué à l'association Convergence 34 basée à MONTPELLIER ;

Ce marché a été conclu pour une durée initiale d'un an et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter du 9 juin 2016 ;

CONSIDERANT :

- que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, et le confinement qui en découle, impactent tant les procédures de passation que l'exécution des contrats tant du côté de la personne publique que des opérateurs économiques : effectifs disponibles considérablement réduits et présence physique impossible lorsque requise (visites de locaux, chantiers de travaux publics, prestation de formation, livraisons de fourniture, remise d'échantillons etc...).
- que pour couvrir les besoins en attendant la passation d'un nouveau marché en cours de procédure, il convient de prolonger le marché pour une durée de 4 mois, soit jusqu'au 8 octobre 2020, pour les lots 1 à 4,
- qu'il y a lieu d'augmenter le montant maximum de la dernière période de 33,33 % pour le lot 1 soit un montant en augmentation de 43 333 € HT. Ce qui porte le nouveau montant annuel maximum à 173 333 € HT. Le montant minimum reste identique,
- qu'il y a lieu d'augmenter le montant maximum de la dernière période de 33,33 % pour le lot 3 soit un montant en augmentation de 1 500 € HT. Ce qui porte le nouveau montant annuel maximum à 6 000 € HT. Le montant minimum reste identique.
- qu'il y a lieu d'augmenter le montant maximum de la dernière période de 33,33 % pour le lot 4 (clausé) soit un montant en augmentation de 5 000 € HT. Ce qui porte le nouveau montant annuel maximum à 20 000 € HT. Le montant minimum reste identique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché « PRESTATIONS D'EQUIPEMENT MATÉRIEL DES COLLECTIONS DU RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE » ayant comme titulaire les sociétés :

- RENOV LIVRES pour les lots 1 et 2,
- CLINIC DISC pour le lot 3.
- CONVERGENCE 34 pour le lot 4 (clausé).

Cet avenant porte la fin du marché au 8 octobre 2020 et l'augmentation du montant maximum annuel de 33,33 % pour les lots 1, 3 et 4.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Construction de 304 logements à Castries,
Fabrègues, Lattes, Montpellier,
Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry,
Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone -
Attribution de subventions à la SA d'HLM
FDI Habitat - Conventions - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- **CONSIDERANT :**
 - la compétence en matière de politique locale de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de laquelle elle mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs ;
 - la sollicitation de la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour qu'elle apporte son concours à la construction de 304 logements sociaux correspondant à dix opérations dont les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel sont détaillés dans le tableau joint en annexe ;

- le concours de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations, proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social ;
- le droit à réservation ouvert par la subvention accordée, portant sur 5 % à 10 % des logements des opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, formalisé par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM FDI Habitat :

- 195 000 € pour la réalisation de 39 logements sociaux, opération « Les Lavandières » à Castries ;
- 450 000 € pour la réalisation de 90 logements sociaux, opération « La Fabrique » à Fabrègues ;
- 60 000 € pour la réalisation de 12 logements sociaux, opération « Le Grand Jardin » à Lattes ;
- 20 000 € pour la réalisation de 10 logements sociaux, opération « Karma » à Montpellier ;
- 120 000 € pour la réalisation de 24 logements sociaux, opération « Domaine de Restinclià » à Restinclières ;
- 105 000 € pour la réalisation de 21 logements sociaux, opération « Le Tori » à Saint-Brès ;
- 85 000 € pour la réalisation de 17 logements sociaux, opération « Les Olivines » à Saint-Drézéry ;
- 94 000 € pour la réalisation de 47 logements sociaux, opération « Soléa » à Vendargues ;
- 35 000 € pour la réalisation de 7 logements sociaux, opération « Villa Laurent » à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- 185 000 € pour la réalisation de 37 logements sociaux, opération « Le Marysol » à Villeneuve-lès-Maguelone ;

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9C0048EP
de travaux de démolition de l'ancienne
Maison Pour Tous François de Malherbe
Cité Gély à Montpellier - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de procéder à la démolition et au désamiantage de l'ancienne Maison pour Tous François Malherbe, l'ancienne bibliothèque, le bâtiment des Restos du cœur ainsi que l'ancien poste de transformation électrique, situés 2, rue François de Malherbe – Cité Gély à Montpellier;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois (période de préparation comprise);
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations – 40%
 - ° Valeur technique – 60%
- qu'après analyse, l'entreprise Avenir Déconstruction sise 4 Avenue Descartes, 33370 Artigues-Près-Bordeaux présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux de démolition de l'ancienne Maison pour tous François de Malherbe à Montpellier à l'entreprise Avenir Déconstruction, pour un montant forfaitaire de 199 800 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (période de préparation comprise).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **04 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 de
prolongation du marché 4159MG16 '
Prestations de manutentions de
déménagement et de garde meubles pour
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier ' - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'article 4 de l'ordonnance du n° 2030-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 qui autorise les acheteurs à prolonger par voie d'avenant, là aussi sans conditions de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire,

CONSIDERANT :

- que le marché à bons de commandes n° 4159MG16 « Prestations de manutentions, de déménagement et de garde meubles pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier », notifié le 12/07/2016 à la société TRANSMANUDEM, sise Route de Mauguio, 34 130 Lansargues, sans minimum et d'un montant maximum annuel de 200 000 € HT, ayant une durée de 12 mois reconductible 3 fois arrivera à terme le 11/07/2020,
- que dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus et le confinement qui en découle, les différentes mesures de protections sanitaires impactent les procédures de passation ainsi que l'exécution des contrats tant du côté de la personne publique que des opérateurs économiques en raison des effectifs considérablement réduits et des présence physiques impossibles quand elles sont requises (visites de locaux, chantiers de travaux publics, prestation de formation, livraisons de fourniture, remise d'échantillons etc...),
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont donc à prévoir dans le cadre de la finalisation et de la mise en ligne des dossiers de consultation pour la personne publique, des réponses aux marchés publics ou aux marchés subséquents pour les opérateurs économiques,
- que ces circonstances ou sujétions imprévues permettent, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, articles L2194-3° et R2194-5°, de modifier le marché dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait le prévoir,
- que pour couvrir les besoins en attendant la passation d'un nouveau marché, il convient de prolonger le marché pour une durée de 3 mois, soit jusqu'au 11 octobre 2020, et d'en augmenter le montant maximum de la dernière période en portant le seuil maximum HT à 250 000 €,

D E C I D E

ARTICLE 1 : de modifier l'article 2 « Prix » de l'Acte d'Engagement du marché n°4159MG16 « Prestations de manutentions, de déménagement et de garde meubles pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier » afin de lire « *seuil maximum HT 250 000 euros* ».

ARTICLE 2 : de modifier l'article 1.3 « Durée du marché du CCAP » comme suit : « *Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour les deux premières reconductions et de 1 an et 3 mois pour la dernière période d'exécution, soit jusqu'au 11 octobre 2020* ». Le reste des dispositions restent inchangées.

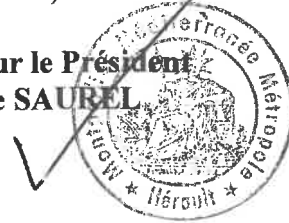
ARTICLE 3 : de dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal, budgets Annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 qui apporte les modifications visées à l'article 1 et article 2 de la présente décision au marché 4159MG16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **23 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5153DE18
pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC
CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision N°D2018-1127 attribuant le marché n°5153DE18 pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (CAP OMEGA-CAP ALPHA-MIBI) et l'espace métropole de l'aéroport de Montpellier, à l'entreprise KAROLA SERVICES, pour un montant total

annuel de 84 786,49 euros HT pour la partie forfaitaire de nettoyage (DPGF) et pour un montant ne dépassant pas un seuil maximum annuel de 10 000 € pour les prestations ponctuelles (DQE) et pour une durée de 24 mois,

CONSIDERANT :

- que suite à un besoin supplémentaire de nettoyage consécutif à la crise sanitaire liée au COVID-19, un nettoyage renforcé préconisé par le service hygiène et santé de la Métropole, est demandé au titulaire du marché. Cette demande fait référence à l'article 139.3° précisant que "*Lorsque, sous réserve de la limite fixée au I de l'article 140*, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir* »,

- que pour permettre ce passage supplémentaire non prévu et indispensable il est nécessaire d'augmenter le montant total annuel du marché en cours afin d'assurer la sécurité sanitaire du personnel de la Métropole et des entreprises privées travaillant sur les 3 sites et ce jusqu'à nouvel ordre voire jusqu'à la fin du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1: D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5153DE18 pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise KAROLA SERVICES.

ARTICLE 2: D'autoriser une augmentation de 11,58% sur le montant total annuel du marché. Cette augmentation permettra de prendre en charge ce passage supplémentaire afin d'assurer la sécurité sanitaire du personnel de la Métropole et des entreprises privées travaillant sur les 3 sites et ce jusqu'à nouvel ordre voire jusqu'à la fin du marché.

ARTICLE 3: De dire que le présent avenant s'élève à la somme de 10 976,27 euros HT.

ARTICLE 4: De dire que le nouveau montant du marché y compris avec l'avenant s'élève à la somme initiale de 95 762,77 euros HT pour la part forfaitaire (DPGF) et à la somme de 10 000 euros HT pour les prestations ponctuelles (DQE) soit un nouveau montant total du marché de 105 762,77 euros HT.

ARTICLE 5: De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président

Philippe SAUREN



Publiée le : 10 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de compétence d'attribution des
aides à la pierre - Avenants aux
conventions signées avec l'État et l'Agence
Nationale de l'Habitat pour l'année 2020 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la convention de délégation de compétences des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État, en application de l'article L 5217-2II du Code général des collectivités territoriales le 30 mai 2016, et ses avenants ;
- Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016, et ses avenants ;

CONSIDÉRANT :

- le recensement réalisé auprès des bailleurs sociaux et des promoteurs des opérations susceptibles de bénéficier des aides déléguées de l'État, ainsi que l'objectif fixé en conséquence de 2 276 logements locatifs sociaux à financer en 2020 ;

- le montant de 7 475 400 € de droits à engagement mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'Etat pour atteindre ces objectifs, dont 1 069 000 € de « bonus » destinés à la production de logements sociaux dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU et de logements d'insertion en structures collectives pour des personnes défavorisées ;
- que, les enveloppes d'aide de l'Etat ont été établies sur la base d'un taux de 35% de logements financés en PLAI familiaux par opération (parmi les PLUS/PLAI), conformément aux orientations du plan « Logement d'abord » de la Métropole et qu'en conséquence, le montant du forfait de base pour le PLAI familial est fixé à 8 000 € sur toutes les communes de la Métropole et celui du PLUS à 0 € ;
- l'objectif de 359 logements à réhabiliter en 2020 dans le parc de logements privés, dont 22 locatifs à loyer maîtrisé, 139 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et une copropriété dégradée à rénover représentant 195 lots d'habitation, et par ailleurs, l'objectif de 25 logements à loyer maîtrisé, loués dans le cadre du dispositif d'intermédiation locative, avec ou sans la réalisation de travaux ;
- le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'Agence nationale de l'habitat, pour la rénovation de l'habitat privé, à hauteur de 3 155 707 € ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver le projet d'avenant n°8 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, ainsi que le projet d'avenant n°6 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence nationale de l'habitat ;

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la construction de 8
logements sociaux - Résidence ' Edenrose ',
1071 rue de la Marqueroze à Montpellier -
Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia
- Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013,
- Vu le contrat de prêt n°106705 en annexe signé entre la SA d'HLM ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Edenrose », 1071 rue de la Marqueroise à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur COGEDIM comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d’architecture EXO 7 à Montpellier ;
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d’un montant total de 961 999 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°106705 joint en annexe ;
- que la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l’action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d’accorder la garantie d’emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d’un montant total de 961 999 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°106705, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s’engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la construction de 6
logements sociaux - Résidence ' La
Canopée ', 2530 boulevard Paul Valéry à
Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA
d'HLM Erilia - Convention - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, et notamment celle de
- procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des Page 3 sur 6 Délibération n°M2019-552 investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative

exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,

- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par Délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,

- Vu le contrat de prêt n°101962 en annexe signé entre la SA d'HLM ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « La Canopée », 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier (34070). Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les Nouveaux Constructeurs comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Samantha Dugay à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 826 415 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°101962 joint en annexe ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 826 415 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°101962, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 5 logements sociaux -
Résidence ' Villa des Grèzes ', 256 rue des
Grèzes à Montpellier - Garantie
d'emprunts à la SA d'HLM Erilia -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013,
- Vu le contrat de prêt n°106700 en annexe signé entre la SA d'HLM ERILIA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM ERILIA, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Villa des Grèzes », 256 rue des Grèzes à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur « Les Nouveaux Constructeurs » comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Imagine Architecture à Montpellier,
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 458 746 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°106700 joint en annexe,
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l’action publique locale,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 458 746 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°106700, constitué de 4 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
modèle Berlingo immatriculé CZ-758-SH -
Hôtel des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo, immatriculé CZ-758-SH,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé CZ-758-SH et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREE



Publiée le : **02 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA01761 CAA - Madeleine PICOU"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°20MA01761 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 mai 2020 par Madame Madeleine PICOU contre l'ordonnance du Tribunal administratif de Montpellier n°2000855 du 20 mars 2020 rejetant sa demande tendant à la prescription d'une expertise consécutivement à l'accident dont elle a été victime sur la voirie à Cournonterral ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA01761 le 6 mai 2020 par Madame PICOU Madeleine.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats AUDOUIN.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°3877GD15 de "Prestations de service
pour la gestion des déchèteries de
Montpellier Méditerranée Métropole - lot
n° 1 : Centre"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°13024 adoptée en Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 mai 2015, attribuant le marché n°3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 1 : Centre » à l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyement

SAS, 351 rue de la Castelle, BP 25133, 34073 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant estimatif de 11 267 616 euros HT, conclu pour une durée de 5 ans (60 mois) ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 1 : Centre »,
- que le marché n°3877 lot n°1 notifié le 3 juillet 2015 pour une durée de 5 ans à l'issue de la période de préparation arrive à échéance le 3 août 2020,
- qu'une nouvelle procédure de mise en concurrence a été lancée selon la procédure d'Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique en vue de la conclusion de marchés rémunérés par des prix unitaires sous le n°M9D0105VD – lot n°1,
- que la date de limite des offres a été fixée au 05 mars 2020,
- que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, et le confinement qui en a découlé, ont impacté les procédures de passation du nouveau contrat.
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont apparues dans le cadre de la procédure d'analyse des offres et d'attribution du marché,
- que ces circonstances imprévues permettent, conformément aux dispositions du code de la commande publique, articles L2194-3° et R2194-5 de modifier le marché n°3877 en cours dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait les prévoir,
- qu'il convient donc de prolonger la durée du marché n°3877 lot n°1 pour une période de 2 mois dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché n° M9D0105VD – lot n°1 soit jusqu'au 3 octobre 2020,
- que toutes les autres clauses du marché n°3877 restent inchangées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 1 : Centre » avec l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyement, avenant n° 1 d'un montant de 375 587,20 euros HT soit 413 145,92 euros TTC, portant le nouveau montant du marché à 11 643 203,20 euros HT (augmentation de 3, 33 %).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Peugeot
modèle Partner immatriculé CZ-835-SH -
Hôtel des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Peugeot modèle Partner, immatriculé CZ-835-SH,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Peugeot modèle Partner immatriculé CZ-835-SH et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SARRIEL



Publiée le : **02 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Gestion Sociale du Logement

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adoption d'un codicille
au règlement intérieur du FSL en période
de crise sociale et sanitaire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu l'article 90 de la Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ayant rendu effectif le transfert de compétences des départements vers les métropoles,
- Vu la convention de transfert de compétence Fonds de Solidarité pour le Logement/Aide aux jeunes en difficulté/Culture en date du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole
- Vu le Règlement Intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en vigueur adopté en février 2015 par le Département de l'Hérault,

- que de nombreuses personnes, travailleurs indépendants, salariés confrontés au chômage partiel ou au licenciement, commerçants notamment, rencontrent des difficultés nouvelles pour payer leurs loyers depuis le début de la crise sanitaire du COVID 19 ;
- qu'elles ne peuvent en l'état prétendre aux aides FSL tel qu'il fonctionne, dans la mesure notamment où elles disposent encore de ressources régulières et supérieures au barème de ressources fixées ;
- qu'il y a lieu de prévenir le début d'endettement tant des locataires que de leur propriétaire modeste ayant des échéances de prêts à honorer ;
- que l'impact budgétaire de l'assouplissement temporaire des règles d'intervention du FSL proposé peut être évalué à 200 000 € pour 200 familles supplémentaires aidées sur 4 mois, justifiant un abondement complémentaire du Fonds de la même somme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le codicille au règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole visant à déroger en période de pandémie aux règles ordinaires d'attribution des aides en faveur des ménages en impayé de loyer en difficulté de maintien dans leur logement, annexé à la présente décision, est approuvé.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Fonds de Solidarité pour le Logement géré par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, abondé par le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la résiliation du bail
commercial avec la Société SCHNEIDER
ELECTRIC - Ensemble immobilier
industriel - Parcelles CA 13 et 15 - Zone
d'activités des Quatre Chemins -
Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020 portant délégation de signature de Monsieur Christian FINA Directeur général des services,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la décision de préemption n°MD2019-1230 du 10 décembre 2019 relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société ARMAND F21 - Ensemble immobilier industriel - Parcelles CA 13 et 15 – Zone d'activités des Quatre Chemins sur la commune de Fabrègues ;

CONSIDERANT :

- que par décision du 10 décembre 2019 MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE a exercé son droit de préemption sur la vente, par la société ARMAN F21, d'un ensemble immobilier à usage industriel occupé, situé dans la zone d'activités des Quatre Chemins RN 113 les 4 Chemins à FABREGUES, cadastré section CA 13 et 15 ;
- que par acte du 10 mars 2020, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE est devenu propriétaire de ce bien ;
- que cette propriété est occupé par la société SCHNEIDER ELECTRIC au titre d'un renouvellement de bail du 6 novembre 2015 signé avec l'ancien propriétaire ;
- que la société SCHNEIDER ELECTRIC, qui a cessé son activité sur le site, souhaite quitter au plus vite les lieux, afin d'être libérée de ses engagements contractuels au titre du bail commercial tout en bénéficiant d'une dispense de remise en état du site ;
- que la réalisation du projet de réaménagement du site qui a motivé son acquisition, vise à répondre d'une part, à l'installation d'un centre technique métropolitain qui permettra le regroupement des équipes techniques pour le secteur de la Plaine ouest de la Métropole et d'autre part, à la demande forte d'implantation d'entreprises du secteur secondaire sur le territoire. La mise en œuvre du projet sera facilitée par la résiliation anticipée de ce bail, étant précisé que SCHNEIDER ELECTRIC n'exerce plus son activité sur site ;
- que la résiliation du bail nécessite la signature d'un protocole d'accord au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, entre la société SCHNEIDER ELECTRIC, preneur et la Métropole, bailleur, définissant les engagements réciproques des parties afin de permettre la résiliation anticipée du bail commercial par voie conventionnelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Que le contrat de bail liant MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et la société SCHNEIDER ELECTRIC, à la suite de l'acquisition du bien, sera résilié à la date de la signature du protocole d'accord.

ARTICLE 2 : Que ledit protocole d'accord prévoyant les modalités de la résiliation est annexé ci-après.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un bail
de location tripartite entre Montpellier
Méditerranée Métropole et les sociétés
CellMark France et Urgence Solaire -
Local Lot 5 situé 391 rue de la Font Froide
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

-CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, est propriétaires de locaux « les ateliers Eco-artisans » situés au 391 rue de Font froide à Montpellier, disponibles à la location pour des entreprises artisanales ou toutes autres entreprises spécialisées dans l'écoconstruction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables ;

- CONSIDERANT que la SAS Cellmark France et la société Urgence Solaire recherchent un local et qu'en raison de leurs activités respectives qui correspondent aux activités cibles pour le site des ateliers Eco-Artisans, il leur a été proposé de prendre à bail en partage un local identifié lot 5 sur le site ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à conclure un contrat de location tripartite avec la SAS Cellmark France dont le siège social est situé 182 Avenue Charles de Gaulle 92 200 Neuilly-sur-Seine et la société Urgence Solaire, sise 391 rue de Font Froide 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La location concerne un local dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface d'environ 95 m², identifiés Lot 5 et situés au 391 rue de Font Froide, 34 090 Montpellier. La société Cellmark prend à bail la partie du local d'une surface d'environ 67,56 m², la société Urgence Solaire prend à bail la partie du local d'une surface d'environ 22,14 m², le partage du local étant précisé sur le plan annexé au contrat.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée.

ARTICLE 4 : Les occupants sont déclarés solidaires du loyer à verser à la Métropole ainsi que de la quote-part de l'ensemble des charges communes non individualisables. Le présent contrat est consenti et accepté moyennant un loyer annuel révisable de 5 225 euros HT. avec une T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6270 euros hors charges.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **02 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 3877GD15 de
"Gestion des déchèteries de Montpellier
Méditerranée Métropole - lot n° 2 : Est" -
Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la délibération n°13024 en date du 05 juin 2015, attribuant le marché n° 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n°2 : Est » à l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyage SAS, 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 03, pour un montant estimatif de 5 506 581.60 euros HT et une durée de 5 ans (60 mois).

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 2 : Est »,
- que le marché n°3877 lot n°2 notifié le 3 juillet 2015 pour une durée de 5 ans (60 mois) à l'issue de la période de préparation arrive à échéance le 3 août 2020,
- qu'une nouvelle procédure de mise en concurrence a été lancée selon la procédure d'Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique en vue de la conclusion de marchés rémunérés par des prix unitaires sous le n° M9D0105VD – lot n°2,
- que la date de limite des offres a été fixée au 05 mars 2020,
- que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, et le confinement qui en a découlé, ont impacté les procédures de passation du nouveau contrat.
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont apparues dans le cadre de la procédure d'analyse des offres et d'attribution du marché,
- que ces circonstances imprévues permettent, conformément aux dispositions du code de la commande publique, articles L2194-3° et R2194-5 de modifier le marché n°3877 en cours dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait les prévoir,
- qu'il convient donc de prolonger la durée du marché n°3877 lot n°2 pour une période de 2 mois dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché n° M9D0105VD – lot n°2 soit jusqu'au 3 octobre 2020,
- que toutes les autres clauses du marché n° 3877 restent inchangées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 2 : Est », avenant n°1 d'un montant de 183 552,72 euros HT soit 201 907, 99 euros TTC, portant le nouveau montant du marché à 5 690 134,32 euros HT (augmentation de 3,33 %).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président

Philippe SAUREM



Publiée le : 10 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3877GD15
de "gestion des déchèteries de Montpellier
Méditerranée Métropole - lot n° 3" : Ouest
- Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 en date du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ; ;
- Vu la délibération n°13024 du 05 juin 2015, attribuant le marché n°3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 3 : Ouest » à l'entreprise Société Méditerranéenne de Nettoyement SAS, 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34073 Montpellier cedex 03, pour un montant estimatif de 5 393 795.50 euros HT et une durée de 5 ans (60 mois).

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 3 : Ouest »,
- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 3 : Ouest »,
- que le marché n°3877 lot n°1 notifié le 3 juillet 2015 pour une durée de 5 ans (60 mois) à l'issue de la période de préparation arrive à échéance le 3 août 2020,
- qu'une nouvelle procédure de mise en concurrence a été lancée selon la procédure d'Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique en vue de la conclusion de marchés rémunérés par des prix unitaires sous le n° M9D0105VD – lot n°3,
- que la date de limite des offres a été fixée au 05 mars 2020,
- que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, et le confinement qui en a découlé, ont impacté les procédures de passation du nouveau contrat,
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont apparues dans le cadre de la procédure d'analyse des offres et d'attribution du marché,
- que ces circonstances imprévues permettent, conformément aux dispositions du code de la commande publique, articles L2194-3° et R2194-5 de modifier le marché n°3877 en cours dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait les prévoir,
- qu'il convient donc de prolonger la durée du marché n°3877 lot n°3 pour une période de 2 mois dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché n° M9D0105VD – lot n°3 soit jusqu'au 3 octobre 2020,
- que toutes les autres clauses du marché n° 3877 restent inchangées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 3877GD15 de « Gestion des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole – lot n° 3 : Ouest » avenant n°1 d'un montant de 179 793,18 euros HT soit 197 772,50 euros TTC, portant le nouveau montant du marché à 5 573 588,68 euros HT (augmentation de 3,33 %).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D0128DS - Achat d'espaces
publicitaires et d'actions de
communication pour le développement des
sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020
- Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le code de la commande publique,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à la 24^e édition du festival international des sports extrêmes de Montpellier (FISE World Montpellier),
- qu'une procédure passée sans publicité ni mise en concurrence a été lancée le 27 mai 2020, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, marché à prix global et

forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 20 septembre 2020, date de fin de la manifestation,

- que la société Hurricane Action Sports, sise 3, rue Christian André-Benoit, à Baillargues (34670), est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine des sports extrêmes qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes à Montpellier,

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – É-FISE Montpellier 2020 » à la société Hurricane Action Sports, pour un montant forfaitaire de 120 000,00 euros H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 20 septembre 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AV n°12, 13 et 16 - Commune de
Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'avis favorable donné par le comité technique de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Occitanie en date du 30/11/2019 pour l'attribution à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec, d'une superficie cadastrale totale de 37 569 m², acquises par voie de préemption les 17 et 18 octobre 2019,
- VU le projet de promesse d'achat pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SAFER Occitanie, des parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec, d'une surface cadastrale respective de 13 027 m², 3 183 m² et 21 359 m², moyennant le prix total de 83 880 € TTC,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole, afin de constituer des réserves foncières contribuant à la revalorisation agricole de la plaine ouest en lien avec la desserte en eau brute de ce territoire à travers le projet Aquadomitia et la création du réseau BRL financés par de lourds investissements publics,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec, d'une superficie cadastrale totale de 37 569 m² auprès de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Occitanie.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 69 000 € hors taxes majoré de 13 980 € de taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, ou toute personne ayant reçu délégation, est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

26 JUIN 2020

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



26 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M9B0138EP de Fauchage des
dépendances routières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°MD2020-335 du 6 mai 2020, attribuant le marché n°M9B0138EP de fauchage des dépendances routières à l'entreprise ID VERDE sise à Gigean ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de corriger une erreur matérielle dans la décision précitée ;
- que le montant inscrit dans la décision d'attribution correspondait au montant estimatif de l'offre et non au montant du marché ;

- que cette erreur matérielle est due à l'utilisation d'une version erronée du rapport d'analyse des offres, confusion résultant des conditions de télétravail et de communication subis en cette période de crise sanitaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision 2020-335 précitée qui comportait une erreur matérielle dans le libellé du montant du marché.

ARTICLE 2 : Le marché n°M9B0138EP de fauchage des dépendances routières a été attribué à l'entreprise ID VERDE pour un montant maximum de 89 900 € HT.

Les autres conditions du marché demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **04 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **04 JUIN 2020**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides
aux acteurs économiques pour le paiement
des loyers du mois d'avril 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;
- que par décision n°MD2020-337, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire ;

- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous :

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000557	Madame	ANNABELLE	ANJOLRAS	500 €
ALE2020-000558	Monsieur	DANIEL	PORCHEDDA	414 €
ALE2020-000563	Madame	GENEVIEVE	AUDIBERT	229 €
ALE2020-000565	Madame	VERONIQUE	GARGUILO	500 €
ALE2020-000566	Madame	AMANDINE	BONNET	380 €
ALE2020-000568	Monsieur	JAMAL	OUADGHIRI	350 €
ALE2020-000584	Monsieur	PASCAL PATRICK NICOLAS	LATIL	375 €
ALE2020-000585	Monsieur	MOHAMED	AGGAR	491 €
ALE2020-000594	Madame	JULIETTE JEANNE BRIGITTE	NIEL	500 €
ALE2020-000597	Madame	ALEXANDRA	THEO	200 €
ALE2020-000598	Madame	MERCEDES	DUBOIS	500 €
ALE2020-000600	Monsieur	BENOIT	LLOZE	167 €
ALE2020-000605	Monsieur	ANTOINE	MELLINAS	500 €
ALE2020-000607	Madame	ABDELILAH	BOULMANE	500 €
ALE2020-000608	Madame	ESTELLE	MAURICE	470 €
ALE2020-000611	Monsieur	PIERRE	MENOU	500 €
ALE2020-000615	Madame	ANGELINE	CLERMONT	420 €
ALE2020-000620	Madame	CORALIE	BASTOS	500 €
ALE2020-000621	Madame	NADIA	ANASSE	500 €
ALE2020-000629	Madame	ASTOU	TRAORE	500 €
ALE2020-000635	Madame	CELINE NADINE MARIE JOSE	SAHY	500 €
ALE2020-000641	Monsieur	IOANNIS	STAMELOS	200 €
ALE2020-000652	Madame	CHRISTELLE	COUDERT	225 €
ALE2020-000654	Madame	MARIE-PIERRE	BRUNA	500 €
ALE2020-000656	Madame	ELENA	VIONNET- FUASSET	490 €
ALE2020-000661	Monsieur	LOUIS	DUHIL DE BENAZE	500 €
ALE2020-000670	Monsieur	BRIGITTE	LAGARDE	400 €
ALE2020-000676	Madame	LUCIE YOULI	WEISS	230 €

		MICHELLE		
ALE2020-000681	Monsieur	JEAN JACQUES	LEGELEUX	500 €
ALE2020-000686	Madame	ANNE STEPHANIE LUCE JEANNE	TRABUCHET	500 €
ALE2020-000688	Madame	YVETTE MARIE-ROSE MARIE-JEANNE	FABRE	433 €
ALE2020-000689	Monsieur	GREGORY XAVIER	FORSTNER	500 €
ALE2020-000707	Madame	KARINE BRIGITTE	PUECH	500 €
ALE2020-000710	Madame	MARINA	BRAMONT	500 €
ALE2020-000711	Monsieur	LAURENT	BERNA	500 €
ALE2020-000712	Monsieur	GREGORY	HERBIN	500 €
ALE2020-000713	Madame	EVE	GARNIER	500 €
ALE2020-000733	Monsieur	JEROME CHARLES RENE	MARRE	500 €
ALE2020-000735	Madame	AUDREY	DELAHAYE	423 €
ALE2020-000739	Monsieur	YANN	LAFFORGUE	409 €
ALE2020-000740	Monsieur	THIERRY	HADJADJ	500 €
ALE2020-000741	Madame	CELINE	CAUVI	375 €
ALE2020-000743	Monsieur	NICOLAS	MARTIN	500 €
ALE2020-000746	Monsieur	HAGOP	KOJAYAN	500 €
ALE2020-000748	Monsieur	GREGORY	BAPTISTA	500 €
ALE2020-000752	Monsieur	GILBERT	TORTORICI	500 €
ALE2020-000755	Monsieur	PIERRE	TRIGANO	488 €
ALE2020-000756	Monsieur	YVES	KOUAHOU	375 €
ALE2020-000757	Monsieur	ERIC	HONNET	500 €
ALE2020-000766	Madame	AUDREY	MARELLI	420 €
ALE2020-000771	Madame	LAETITIA	BAGHDADI	500 €
ALE2020-000774	Monsieur	YVES ALAIN	DOUMAYROU	500 €
ALE2020-000778	Monsieur	FABIEN JACQUES RAYMOND	GRILLON	490 €
ALE2020-000782	Monsieur	ANTOINE JEREMY	LEGENT	500 €
ALE2020-000788	Madame	VANESSA CHARLENE LAURE	LESCHIERA	500 €
ALE2020-000790	Madame	PAOLA ANDREA	TOBON MORENO	500 €
ALE2020-000792	Monsieur	KHAI	VANG	450 €
ALE2020-000794	Madame	AUDREY	SEBBAH	325 €
ALE2020-000797	Madame	MARIE	BONNEIL	500 €
ALE2020-000801	Monsieur	CEDRIC	HAMER	500 €
ALE2020-000802	Monsieur	LAURENT	EPAILLY	500 €
ALE2020-000804	Madame	VALERIE	BOSSIS	500 €
ALE2020-000808	Madame	HELENE	AUSSEL	319 €
ALE2020-000830	Madame	VALERIE	DUPUY	366 €
ALE2020-000839	Madame	GÉRALDINE	CRISTINA	500 €
ALE2020-000842	Monsieur	FRANK	DESEUSTE	383 €
ALE2020-000851	Madame	LAURE	BOISSEZON	500 €

ALE2020-000853	Monsieur	JEAN LUC	FABRER	500 €
ALE2020-000854	Madame	CLARISSE	PERILLIER	500 €
ALE2020-000858	Madame	MYRIAM	VEYRENC	500 €
ALE2020-000866	Monsieur	FRANCK	MIQUARD	425 €
ALE2020-000871	Monsieur	TRISTAN	HOSOTTE	500 €
ALE2020-000872	Monsieur	ISABELLE	DUBLOC	484 €
ALE2020-000885	Madame	ELIZABETE	RIBEIRO	500 €
ALE2020-000886	Madame	AUDREY	ARMOOGUM	500 €
ALE2020-000887	Madame	FLORENCE	PALENCIA	500 €
ALE2020-000888	Monsieur	STEPHANE	DEVAUX	500 €
ALE2020-000889	Madame	AUDREY	SEBBAH	175 €
TOTAL				34 881 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000555	FRIS'STYLE	500 €
ALE2020-000556	BAMBA	500 €
ALE2020-000559	LA PIE STORE	500 €
ALE2020-000560	K19	500 €
ALE2020-000561	A.B.G.	500 €
ALE2020-000562	A2H	500 €
ALE2020-000564	DINNER	500 €
ALE2020-000567	LE FUMOIR OCCITAN	500 €
ALE2020-000569	ABB FRANCE	500 €
ALE2020-000570	SHARQI FOOD	500 €
ALE2020-000572	EURL JM COIFFURE	500 €
ALE2020-000573	SARL EVOLUTION	500 €
ALE2020-000574	L'INSTANT C	500 €
ALE2020-000575	DE LA LUCE	500 €
ALE2020-000576	ANSE	500 €
ALE2020-000577	SARL DUSFOUR AND CO	500 €
ALE2020-000578	HM DISTRIBUTION	500 €
ALE2020-000579	ATELIER 16	500 €
ALE2020-000580	JAYPAT	500 €
ALE2020-000581	TOUTOU'MUCH	424 €
ALE2020-000582	LBGDT	500 €
ALE2020-000583	SARL BAN THAI	500 €
ALE2020-000586	UNE HISTOIRE DE LUNETTES	500 €
ALE2020-000587	TANDEM	500 €
ALE2020-000588	BAILLAND FLEURS	500 €
ALE2020-000589	MG EVENT	500 €
ALE2020-000590	FULL TACOS	500 €
ALE2020-000591	LE CONCEPT	400 €
ALE2020-000592	SARL SAD	500 €

ALE2020-000593	RVIDEO	500 €
ALE2020-000595	BA LA CHUOI	500 €
ALE2020-000596	LE GRAND CEPE	500 €
ALE2020-000599	DEL SOGNO	500 €
ALE2020-000602	RESTAURANT CHEZ MARY	500 €
ALE2020-000603	LES SECRETS D AMBRE	500 €
ALE2020-000604	GUILLAY	500 €
ALE2020-000606	ETHAN	500 €
ALE2020-000609	LA MAISON DES CHATS	500 €
ALE2020-000610	A 7 INSTITUT	500 €
ALE2020-000612	PIXAFAB	207 €
ALE2020-000613	BIMBA	500 €
ALE2020-000614	ESPOIR	500 €
ALE2020-000616	BISTRO D OC	500 €
ALE2020-000617	NOON RESTAURANT	500 €
ALE2020-000618	LE KAWA	500 €
ALE2020-000619	PASSION ET COMMUNICATION	500 €
ALE2020-000622	BLV	500 €
ALE2020-000623	ITSI-BAN MONTPELLIER	500 €
ALE2020-000624	K.A.V	500 €
ALE2020-000625	MASCULIN FEMININ SARL	500 €
ALE2020-000626	BAIKA SARL	433 €
ALE2020-000627	JUMA	500 €
ALE2020-000628	F.M.T	500 €
ALE2020-000630	TASTY'S	500 €
ALE2020-000631	SUNSHINE	500 €
ALE2020-000632	ANTOINETTE ET FREDDY	500 €
ALE2020-000633	EMY	500 €
ALE2020-000634	DIMO CARRELAGE	500 €
ALE2020-000636	LA MUSE THEATRE	500 €
ALE2020-000637	LE RELAIS DE FABREGUES	500 €
ALE2020-000638	DYMACA	500 €
ALE2020-000639	PALM CLUB	500 €
ALE2020-000640	VAGINAY	500 €
ALE2020-000642	PHILIPPO	500 €
ALE2020-000643	IBIZCUS	500 €
ALE2020-000644	ON THE BREAK	500 €
ALE2020-000645	SALLE D'O	500 €
ALE2020-000646	CCT PEROLS	500 €
ALE2020-000647	SAB & FRERES	500 €
ALE2020-000649	EMPOUS	500 €
ALE2020-000650	ML TAPAS	500 €
ALE2020-000651	BRIQUET SARL	500 €
ALE2020-000653	NOS P'TITS SECRETS	500 €

ALE2020-000655	LAV LAV	500 €
ALE2020-000657	AUDREY GUIBERT IMMOBILIER	500 €
ALE2020-000658	BUBBLE WAFFLE	500 €
ALE2020-000659	KANEVA	500 €
ALE2020-000660	EXPRESS D'O	500 €
ALE2020-000662	VM LUDIQUE	500 €
ALE2020-000663	GONZALEZ UNIVERS	500 €
ALE2020-000664	CONFORT CONCEPT	500 €
ALE2020-000665	MAGO	500 €
ALE2020-000666	BRASIER GASPARD	500 €
ALE2020-000667	SARL STUDIO LAKANAL	500 €
ALE2020-000668	CECILE ET PAT	500 €
ALE2020-000669	EL PASO	500 €
ALE2020-000671	INSTITUT MOULIN	500 €
ALE2020-000672	BRASSERIE DE LA PLAINE	500 €
ALE2020-000673	PANERIA	500 €
ALE2020-000674	ELGA	500 €
ALE2020-000675	CYME	500 €
ALE2020-000677	JPMC	500 €
ALE2020-000678	DOUFU	500 €
ALE2020-000679	DAUGE SEVERINE	500 €
ALE2020-000680	BODYMTP	500 €
ALE2020-000683	SRS DIFFUSION	500 €
ALE2020-000684	CHACHA	500 €
ALE2020-000685	ANTEPRIMA ASSURANCES	500 €
ALE2020-000690	HORLOGERIE GENDRON	500 €
ALE2020-000691	MADEMOISELLE COIFFE	500 €
ALE2020-000692	BENOIT RESTAURATION	500 €
ALE2020-000693	DEVISE	500 €
ALE2020-000694	STREET ART GALLERY 34	500 €
ALE2020-000695	EUGENE ET MARIE	500 €
ALE2020-000696	LASK'ART	500 €
ALE2020-000697	L'ATELIER DU NUMERIQUE	500 €
ALE2020-000698	CHUMA	500 €
ALE2020-000699	WATTANA	500 €
ALE2020-000700	DJESS 7	500 €
ALE2020-000701	JBL PRESSING	500 €
ALE2020-000703	GENERATION ET PATRIMOINE	500 €
ALE2020-000704	ATELIER FER DESIGN	500 €
ALE2020-000705	EMGB	426 €
ALE2020-000706	MS 34	460 €
ALE2020-000708	MANOIR PRODUCTIONS	500 €
ALE2020-000709	LES POETES	500 €
ALE2020-000714	DEMANNEVILLE PLISSON	500 €

ALE2020-000715	ADDICTIVE FOOD AND CO	245 €
ALE2020-000717	MJF LISBOA	500 €
ALE2020-000718	BOULANGERIE ZERRAD	500 €
ALE2020-000719	PROVIDENCIA II	500 €
ALE2020-000720	SOX ET FOX	233 €
ALE2020-000721	PHALLA DE COIFFURE	500 €
ALE2020-000722	MANAUTO	500 €
ALE2020-000724	BUYBUY STORE	380 €
ALE2020-000725	EXPRESSION	500 €
ALE2020-000726	CONTACT INDUSTRIE	500 €
ALE2020-000727	CARPE GILO	500 €
ALE2020-000728	ISABELLE MARQUES	375 €
ALE2020-000729	SOCIETE MONTPELLIERAINE D'HABILLEMENT SOMOHA SARL	500 €
ALE2020-000730	ALLOTISS	500 €
ALE2020-000731	VISCONTE SARL	500 €
ALE2020-000732	EMMALICHOU	500 €
ALE2020-000734	LATTES SUSHI	500 €
ALE2020-000737	SAS SELLARS-HUGUES	500 €
ALE2020-000738	MY WRAPS MILLENAIRE	500 €
ALE2020-000742	LPB SARL	500 €
ALE2020-000744	EURL LA PLACE	500 €
ALE2020-000747	HANJE	500 €
ALE2020-000749	JUST PRINT	500 €
ALE2020-000751	LES ARTS	500 €
ALE2020-000753	ASMK	500 €
ALE2020-000754	BLISS PROJECT	500 €
ALE2020-000758	SH34	500 €
ALE2020-000759	SARL CROISSANT DE LUNE	500 €
ALE2020-000760	CAFE CINE	500 €
ALE2020-000761	CMC INSPIRATION	340 €
ALE2020-000762	DIET FORME	500 €
ALE2020-000763	SARL BURO CITY	500 €
ALE2020-000764	VIVA LA FIESTA	500 €
ALE2020-000765	INTEMPORELLE SARL	500 €
ALE2020-000767	DPCB	500 €
ALE2020-000768	SOCIETE D'INVESTISSEMENT IRLANDAIS EN LANGUEDOC	500 €
ALE2020-000769	EPIL'OVE	500 €
ALE2020-000770	L'ATELIER SO CHIC	500 €
ALE2020-000772	ILE DE BEAUTE MONTPELLIER	500 €
ALE2020-000773	FRED&O	500 €
ALE2020-000775	L ORIENTAL	500 €
ALE2020-000776	MCB FOOD	500 €
ALE2020-000777	BENHMIDA MACAUDIERE	500 €

ALE2020-000779	AUTHENTIK'BOIS	500 €
ALE2020-000780	SASU NANOU	500 €
ALE2020-000781	SOCIETE T.M.	500 €
ALE2020-000783	ELLOUISA	500 €
ALE2020-000784	NO MORE	500 €
ALE2020-000786	L'ORPHEON	500 €
ALE2020-000789	HOMSI	500 €
ALE2020-000791	ANDORICE	500 €
ALE2020-000793	HENG LAY	500 €
ALE2020-000795	LE PALET DES SAVEURS	500 €
ALE2020-000796	Z&M NVESTISSEMENT	500 €
ALE2020-000798	KOSMOPOLE	470 €
ALE2020-000800	I.D CADRE	500 €
ALE2020-000803	MAISON V.V.S	500 €
ALE2020-000805	AVENUE MONTAIGNE 34	500 €
ALE2020-000806	BELLAWAY 34	500 €
ALE2020-000807	LAURAE INSTITUT	500 €
ALE2020-000809	FIL MARINE	500 €
ALE2020-000810	ARTHELIS	500 €
ALE2020-000811	LE GRAM	500 €
ALE2020-000812	MEUBLES ABC CONCEPT	500 €
ALE2020-000813	RAPHAEL	500 €
ALE2020-000814	LPDA	500 €
ALE2020-000815	SOA DEVELOPPEMENT	351 €
ALE2020-000816	LOUISE	500 €
ALE2020-000817	OCKEFILMS	500 €
ALE2020-000818	KIFFE LA LIFE	500 €
ALE2020-000819	BFBH	500 €
ALE2020-000820	LA PAIMPOLAISE	500 €
ALE2020-000821	PIZZA BIANCA	450 €
ALE2020-000822	OVALE ET SENS	500 €
ALE2020-000823	SKATING PRO	500 €
ALE2020-000824	MICHON ROCO SARL	500 €
ALE2020-000825	ELLE... TOUT SIMPLEMENT	500 €
ALE2020-000826	SENEIS SARL	423 €
ALE2020-000827	BUBBLE WAFFLE FACTORY	500 €
ALE2020-000828	LUKMARGAUX	500 €
ALE2020-000829	LA GEOSPHERE	500 €
ALE2020-000831	MV BARBER	500 €
ALE2020-000832	MILESI COIFFURE	500 €
ALE2020-000833	SOCIETE D'ETANCHEITE HERAULTAISE	192 €
ALE2020-000834	LE DANALI	500 €
ALE2020-000836	RUAND	500 €
ALE2020-000837	SALAD'ELLE	500 €

ALE2020-000838	CHRIS & JANICK	500 €
ALE2020-000840	LES GARS DE LA MARINE	500 €
ALE2020-000841	SABRYNA H	500 €
ALE2020-000843	GYM'CO	500 €
ALE2020-000844	PIZZA KING	500 €
ALE2020-000845	CSLF	500 €
ALE2020-000846	DELI'S COFFEE	500 €
ALE2020-000847	MALBOSC PIZZA	500 €
ALE2020-000848	CHADO	500 €
ALE2020-000849	NG	500 €
ALE2020-000850	D.S.L.	500 €
ALE2020-000852	E.RESTO	500 €
ALE2020-000855	LE 22	500 €
ALE2020-000856	LES HERBES DE LAJOIE	500 €
ALE2020-000857	RAMARO	500 €
ALE2020-000859	STYLING'S SARL	500 €
ALE2020-000860	OFLOFT	500 €
ALE2020-000861	SASU MICHALET	500 €
ALE2020-000862	ATLANTIC 34	500 €
ALE2020-000863	MIDI FOOD	500 €
ALE2020-000864	SALM@PHONE	500 €
ALE2020-000865	J'AIME MA CREPE	500 €
ALE2020-000867	CLAIRE	500 €
ALE2020-000868	KORPORIS	500 €
ALE2020-000869	TRIBEN	500 €
ALE2020-000873	TABLE ET SANTE SARL	500 €
ALE2020-000874	WAKU WAKU	500 €
ALE2020-000875	BOURGET COIFFURE	500 €
ALE2020-000876	KOFFEE CHOC	500 €
ALE2020-000877	CONCEPT B	500 €
ALE2020-000878	SOON	500 €
ALE2020-000879	LN	500 €
ALE2020-000880	REST'AU SOLEIL	500 €
ALE2020-000881	FIERS DE LETTRES	500 €
ALE2020-000882	L'AIGUILLERIE	500 €
ALE2020-000883	EC MONTPELLIER	500 €
ALE2020-000884	MISTERNOURS	445 €
TOTAL		118 254 €

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Gens du Voyage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'engagement de
conserver à l'aire d'accueil des gens du
voyage de Castries la même affectation
pendant une durée minimale de cinq ans**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les délibérations n°M2018-435 du 20 septembre 2018 et M2018-756 du 21 décembre 2018 en matière de Patrimoine et domanialité,
- Vu la délibération n°M2018-468 du 20 septembre 2018 relative à l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de schéma départemental de l'accueil et l'habitat des Gens du voyage 2018-2024,
- Vu la décision n°MD2018-958 du 05 novembre 2018 relative au dépôt des autorisations d'urbanisme nécessaires à l'aménagement des aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de la Métropole,
- Vu le code de l'urbanisme dispose en son article R.331-4 1, ⁰

- Vu le schéma départemental de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage de l'Hérault 2018-2024 arrêté par le Préfet de l'Hérault et le Président du Conseil départemental de l'Hérault en date du 29 janvier 2019,

- CONSIDERANT que les bâtiments construits par une collectivité locale et exemptés de la taxe foncière sur les propriétés bâties en application du 1^o de l'article 1382 du Code général des impôts, peuvent être exonérés de la taxe d'aménagement, à condition que la collectivité s'engage à conserver à la construction la même affectation pendant une durée minimale de 5 ans à compter de l'achèvement de la construction,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à conserver à l'aire d'accueil des gens du voyage de Castries, parcelle cadastrée H n°249, la même affectation, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de l'achèvement de sa construction.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SEREEMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

-Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2015 passée entre la Métropole et la société SEREEMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 juin 2019,

-Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 21 mai 2020,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société SEREEMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEREEMA pour une période de six mois à compter du 1^{er} juin 2020 et jusqu'au 30 novembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SEREEMA pour la surface de 74,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 127,53 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019 - 777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BIMER SERVICES au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 23 mai 2017, passée entre la Métropole et la société BIMER SERVICES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 28 octobre 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 mai 2020,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société BIMER SERVICES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BIMER SERVICES pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juin 2020 et jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BIMER SERVICES pour la surface de 59,32 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 830,48 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°1
de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour
l'emballage, transport aller et retour des
œuvres appartenant au musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu l'article 4 de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation de procédure ou d'exécution des contrats soumis au Code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 qui autorise les acheteurs à prolonger par voie d'avenant, là aussi sans conditions de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération n°13388 du 12/11/2015 autorisant le lancement d'un appel d'offres en vue de la conclusion d'un accord-cadre comprenant 3 lots multi-attributaire (3 titulaires par lot) pour le transport d'œuvres pour le musée Fabre avec remise en concurrence permanente sur une période de quatre ans,

- Vu l'attribution du lot n°1 de l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC16) pour l'emballage, le transport aller et retour pour les œuvres appartenant au musée Fabre (donations, acquisitions, restaurations, échanges ...) aux entreprises LP ART, AXAL-ARTRANS et ANDRE CHENUE pour un montant maximum de 160 000 € HT sur une durée de 48 mois à compter de sa notification, soit le 12 juillet 2016.

Considérant :

- Que le lot n°1 arrive à échéance le 11 juillet 2020,
- Que les lots n°2 et n°3 arrivent à échéance le 18 octobre 2020,
- Qu'une nouvelle consultation doit être lancée pour l'ensemble des lots de l'accord-cadre,
- Que l'article 4 de l'Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, autorise, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre, les acheteurs à prolonger par voie avenant, sans condition de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la crise sanitaire (12 mars / 24 juillet 2020),
- Que la continuité des prestations de transport d'œuvres relatives au lot n°1 doit être assurée en attendant la passation d'un nouveau marché et afin que l'ensemble des lots arrive à échéance à la même date, il convient de prolonger le marché pour une durée de 3 mois et 7 jours et d'en augmenter le seuil maximum de la dernière période,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°1 de l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC16) pour le transport d'œuvres du musée Fabre de Montpellier dont les entreprises LP ART, AXAL-ARTRANS et ANDRE CHENUE sont titulaires. Cet avenant prolonge la durée du marché de 3 mois et 7 jours, son montant est de 25 000 € HT augmentant le seuil maximum à 185 000 € HT pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public - Impasse de la Cave
Coopérative - Commune de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant la demande de la commune de Castries qui souhaite acquérir une emprise d'une superficie de 53m² environ, située impasse de la Cave Coopérative, afin de permettre l'extension de l'école Marcel Pagnol,
- Considérant la nécessité de déclasser du domaine public cette emprise d'une superficie de 53 m² environ avant de pouvoir la céder,

- Considérant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 53 m² environ, à extraire du domaine public non cadastré, située sur la commune de Castries, impasse de la Cave Coopérative.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 53 m² environ, impasse de la Cave Coopérative sur la commune de Castries.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 16 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 163 rue Donnat Commune de
Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de la SCI CŒUR ST JEAN – Corim Promotion, pour céder la parcelle BM 163 d'une superficie de 164 m², située sur la commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI CŒUR ST JEAN – Corim Promotion, ou toute société se substituant, la parcelle BM 163 d'une superficie de 164 m²,

située sur la commune de Saint-Jean de Védas en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°264 - 2123 Route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 48 m² du bien immobilier situé 2 123 Route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°264, appartenant à l'indivision ABEZONA, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway.
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°264.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 48 m² du bien immobilier (terrain en nature d'espace vert et de voie d'accès) situé au 2 123 Route de Mende à Montpellier, appartenant à l'indivision ABEZONA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 19 032 € (DIX NEUF MILLE TRENTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision ABEZONA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision ABEZONA.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle AS n°264 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public, à titre payant, concernant l'usage
de créneaux piscines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019, fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-président ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;
- CONSIDERANT :
 - que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
 - qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2020-2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2020-2021, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021.

ARTICLE 4 : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

ARTICLE 5 : Monsieur, Jean-Luc MEISSONNIER le Vice-président délégué est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



26 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°M8D5159VD de "Réhabilitation des
Points Propreté "Hôpitaux-Facultés" et
"Près d'Arènes" sur la commune de
Montpellier et des Points Propreté des
communes de Beaulieu et de Saint-Brès -
lot n° 06A**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°MD2019-760 du 08/08/2019, attribuant le marché n°M8D5159VD de réhabilitation des points propreté "Hôpitaux-Facultés" et "Près d'Arènes" sur la commune de Montpellier et des Points Propreté des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n°06A : clôtures, portails à l'entreprise BRODU CLOTURES SAUSSINE, chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34130 Mauguio, pour un montant estimatif de 22 375 euros HT et pour une durée de 3 mois, hors période de préparation de 1 mois ;

- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu la décision n°MD2020-092 du 21/02/2020, autorisant la signature de l'avenant n° 1 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°2 au marché n°M8D5159VD afin de prolonger la durée du marché et de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19,

- que le délai d'exécution des travaux, porté à 4 mois par précédent avenant n°1, est prolongé de 3 mois complémentaires, le délai d'exécution global étant ainsi porté à 7 mois par le présent avenant n°2, et la fin prévisionnelle des travaux étant arrêtée au 02/07/2020.

- qu'il convient de prolonger en conséquence la durée du marché afin de prendre en compte la prolongation du délai d'exécution des travaux, et les délais de gestion technique et administrative de clôture du marché (établissement du décompte final, levée des réserves), la fin contractuelle du marché étant arrêtée au 04 octobre 2020 (tableau ci-dessous) :

Modifications contractuelles	Délai d'exécution des travaux			Durée du marché	
	Prolongation de délai	Délai global	Fin prévisionnelle	Prolongation de la durée	Date de fin contractuelle du marché
Marché initial	-	3 mois	02/03/2020	-	-
Avenant n°1	1 mois	4 mois	02/04/2020	1 mois	04/07/2020
Avenant n°2	3 mois	7 mois	02/07/2020	3 mois	04/10/2020

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M8D5159VD de réhabilitation des points propriété "Hôpitaux-Facultés" et "Près d'Arènes" sur la commune de Montpellier et des Points Propriété des communes de Beaulieu et de Saint-Brès - lot n°06A : Clôtures, portails » avec l'entreprise BRODU CLOTURES POUSSINE.
L'avenant est sans incidence financière, sur le montant initial du marché, le reste des conditions du marché demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Syndicat des
copropriétaires DORAMAR - Tribunal
Judiciaire de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- Vu l'assignation près le Tribunal judiciaire reçue le 7 mai 2020 à la demande du syndicat des copropriétaires DORAMAR tendant à déclarer commune à Montpellier Méditerranée Métropole l'expertise dirigée contre la SERM et ce, en raison de déversement d'eau de ruissellement de la voirie affectant les immeubles de la résidence sise 30 rue Ray Charles et 20 place Pablo Picasso,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue le 7 mai 2020 à la demande du syndicat des copropriétaires DORAMAR.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats « PHELIP ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **02 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise d'environ
35 m², à extraire de la parcelle cadastrée
AC 18 constitutive du chemin des Baumes
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant la nécessité de déclasser une emprise de 35 m² environ, à extraire de la parcelle cadastrée AC 18 constitutive du chemin des Baumes sur la commune de Montferrier-sur-Lez, avant de pouvoir la céder,
- Considérant que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une contenance de 35 m² environ, à extraire de la parcelle cadastrée AC 18 située chemin des Baumes sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 35 m² environ à extraire du chemin des Baumes sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la nouvelle numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **12 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à des conventions
d'occupation du domaine public à titre
gratuit par des associations et clubs
sportifs pour l'usage des piscines de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par délibération du Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

CONSIDERANT :

- que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités à finalité sociale et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit ;
- qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2020- 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2020-2021, jusqu'au 30 juin 2021.

ARTICLE 4 : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations,

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les conventions visées à l'article 1, ainsi que

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



04 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°M8D5159VD de "Travaux de
réhabilitation des Points Propreté de
Montpellier "Hôpitaux-Facultés",
Montpellier "Près d'Arènes", Beaulieu et
Saint-Brès - lot n°06B : Clôtures, portails
des points propreté Beaulieu et Saint-Brès"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°2019 – 760 attribuant le marché n°M8D5159VD de « Réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes », Beaulieu (34160) et

Saint-Brès (34760) - lot n° 06B : Clôtures, portails des points propreté de Beaulieu et Saint-Brès » à l'entreprise BRODU CLOTURES SAUSSINE, chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34130 Mauguio, pour un montant estimatif de 40 970 euros HT et pour une durée de 3 mois, hors période de préparation de 1 mois,

- Vu l'ordonnance n°2020 – 319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

- Vu la décision n°2020-092 autorisant la signature de l'avenant n°1,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 2 au marché n° M8D5159VD pour prolonger la durée du marché afin de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, sans incidence financière.

- que le délai d'exécution des travaux, porté à 4 mois par précédent avenant n°1, est prolongé de **4 mois complémentaires**, le délai d'exécution global étant ainsi alors porté à 8 mois par le présent avenant n°2 et la fin prévisionnelle des travaux étant arrêtée au 2 août 2020.

- que la durée du marché est prolongée en conséquence afin de prendre en compte la prolongation du délai d'exécution des travaux, et les délais de gestion technique et administrative de clôture du marché (établissement du décompte final, levée des réserves, la fin contractuelle du marché étant arrêtée au 4 octobre 2020 (tableau ci-dessous) :

Modifications contractuelles	Délai d'exécution des travaux			Durée du marché	
	Prolongation de délai	Délai global	Fin prévisionnelle	Prolongation de la durée	Date de fin contractuelle du marché
Marché initial	-	3 mois	02/03/2020	-	-
Avenant n°1	1 mois	4 mois	02/04/2020	1 mois	04/07/2020
Avenant n°2	4 mois	8 mois	02/07/2020	3 mois	04/10/2020

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°M8D5159VD de « Réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes », Beaulieu (34160) et Saint-Brès (34760) - lot n° 06B : Clôtures, portails des points propreté Beaulieu et Saint-Brès » avec l'entreprise BRODU CLOTURES POUSSINE.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
REGENLIFE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 19 juin 2017, passée entre la Métropole et la société REGENLIFE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 juin 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 mai 2020,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société REGENLIFE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société REGENLIFE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juin 2020 et jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société REGENLIFE pour la surface de 106,25 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 1 487,50 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BI 509 auprès de l'ASL
"Les Balcons de Pignan" rue du Four de la
Caux Commune de Pignan

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de l'Association Syndicale (ASL) Les Balcons de Pignan, représentée par Monsieur BEZOMBES, relative à l'intégration de la parcelle cadastrée BI 509 au domaine public métropolitain, en date du 17 octobre 2019,
- Vu l'avis favorable du Pôle Plaine Ouest en date du 9 mars 2020,
- Considérant qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée BI 509 à titre de régularisation foncière, car cette parcelle est déjà aménagée en voirie, située rue du Four de la Caux sur la commune de Pignan,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL "Les Balcons de Pignan", la parcelle cadastrée BI 509 d'une superficie de 637 m², située rue du Four de la Caux à Pignan, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16-JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°8.487
portant sur les travaux préparatoires
d'équipements dans le cadre de la 5^{ème}
ligne de Tramway - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux préparatoires Equipements n°8.487 dans le cadre de la 5ème ligne de Tramway,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'entreprise SPIE CityNetworks présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 mai 2020 a procédé à la sélection de l'offre du marché,

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché n°8.487 portant sur les travaux préparatoires d'équipements dans le cadre de la 5ème ligne de Tramway à l'entreprise SPIE CityNetworks ;

Article 2 : Ce marché est un accord-cadre à bons de commande, d'un montant minimum de 900 000 € HT et d'un montant maximum de 3 500 000 € HT, d'une durée de 5 ans à compter de sa notification.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

Article 5 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché qui est constitué de prix unitaires.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la
construction de 25 logements sociaux -
Résidence ' Ambroise Croizat ', ZAC Rive
gauche, lot 12 à Montpellier - Garantie
d'emprunts à ACM Habitat, Office public
de l'habitat de Montpellier Méditerranée
Métropole - Délibération n°M2020-43 du
31 janvier 2020 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020, relative aux délégations de signature accordées à Monsieur chritsian FINA en qualité de Directeur Général des Services,

CONSIDÉRANT :

- que par délibération M2020-43 du 31 janvier 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 410 000 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat auprès de la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels afin de financer la réalisation de 25 logements financés en Prêt Social de Location Accession (PSLA), résidence Ambroise Croizat , ZAC Rive gauche, lot 12 à Montpellier ;
- que la délibération n°M2020-43 du 31 janvier 2020 comporte une erreur dans la retranscription des conditions financières du prêt ;
- qu'il convient de tenir compte d'un « taux révisable Euribor (flooré à 0) + 0,80% » et non d'un « taux révisable Euribor (flooré à 0) + 80% » ;
- que le reste de la délibération demeure inchangé ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la modification de la délibération n°M2020-43 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et ACM Habitat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 25 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9B0153DS - Acquisition d'autolaveuses,
de monobrosses et maintenance du parc
actuel pour les bâtiments sportifs de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le Code de la commande publique,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de faire appel à une société spécialisée pour l'acquisition d'autolaveuses et de monobrosses ainsi que pour la maintenance du parc existant pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 28 000 € H.T., pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des éléments apportés dans le mémoire technique (60%),

- le prix des prestations, au regard des deux détails quantitatifs estimatifs (40%),
- qu'après analyse, la société Igual, sise 175, rue Gustave Courbet – ZAE du Larzat, à Villeneuve-lès-Maguelone (34750) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0153DS « Acquisition d'autolaveuses, de monobrosses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société Igual, pour un montant maximum annuel de 28 000,00 euros H.T.
Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUNIER



Publiée le : 11 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une garantie d'emprunt
à la SA3M - Communes de Lattes et de
Pérols - Concession d'aménagement Route
de la Mer - Autorisation de Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- Vu la délibération du Conseil n°10387 en date du 29 novembre 2011 ayant créée l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme,
- Vu la délibération n°10480 du 29 novembre 2011 ayant confié l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement. Le programme global prévisionnel des constructions comprend, sur un périmètre de 250 hectares, 900 000 m² de Surface de Plancher nouvelle, répartis comme suit :
 - 6 000 à 8 000 logements,
 - 75 000 m² de bureaux et activités,
 - 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
 - 45 000 m² d'équipements publics.
- Vu l'arrêté n° MAR2020-050 du 23 avril 2020 portant délégation de signature de Monsieur Christian FINA Directeur général des services,

- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDERANT :

- que pour réaliser la concession d'aménagement Ode à la Mer, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement,

- que, dans ce cadre, est sollicitée la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SA3M sur un emprunt d'un montant de 4 000 000 €, à contracter auprès de deux banques :

- Le crédit Agricole
- La banque Postale

- que les caractéristiques de l'emprunt à garantir auprès du Crédit Agricole sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €

- Durée : 7 ans dont 12 mois de différé d'amortissement
- Taux : 0.48 %
- Périodicité : trimestrielle
- Amortissement constant du capital
- Frais de dossier : 3 750 €
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole de 80 %

- que les caractéristiques de l'emprunt à garantir auprès de la banque Postale sont les suivantes :

- Montant : 1 000 000 €
- Durée : 7 ans dont 12 mois de différé d'amortissement
- Taux : 0.47 %
- Base de calcul : 30/360
- Versement des fonds : jusqu'au 14/08/2020
- Date de maturité : 15/08/2027
- Périodicité annuelle
- Amortissement linéaire
- Commission d'engagement : 0.05% soit 500 € ou 2 000 € (selon montant retenu)
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole de 80 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre des contrats de Prêts contractés par la SA3M auprès du Crédit Agricole et de la Banque Postale.

ARTICLE 2 : La garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

ARTICLE 3 : En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SA3M, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Crédit Agricole et la Banque Postale à Montpellier Méditerranée Métropole au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée. Montpellier Méditerranée Métropole devra alors

effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Crédit Agricole et la Banque Postale ne s'adresse au préalable à l'emprunteur défaillant.

ARTICLE 4 : Le garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de caution tel que décrit ci-dessus. Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 5 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

La garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois. La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA3M, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

ARTICLE 6 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2002119-1 TA - SAS LOTI DU SUD"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- Vu la requête n°2002119-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mai 2020 par la SAS LOTI SUD contre la délibération M2019-563 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 novembre 2019 portant approbation du PLU de la commune de FABREGUES ;

Considérant qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002119-1 le 20 mai 2020 par la SAS LOTI SUD.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à .la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BE n°19 sise commune
de Fabrègues - Protection de la ressource
en eau - Captage du Flès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du conseil de Métropole n° 14740 du 27 juin 2017, approuvant le programme d'actions de l'aire d'alimentation des captages du Flès, prévoyant notamment sur la Zone de Sauvegarde Exploitée, la mobilisation d'outils fonciers et la mise en place de productions en agriculture biologique ayant pour objectif l'arrêt total de l'usage des produits phytosanitaires de synthèse,
- Vu la promesse de vente en date des 18 et 19 avril 2020, consentie par les consorts d'Harcourt au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession de la parcelle cadastrée BE n°19, leur appartenant, sise commune de Fabrègues, d'une superficie cadastrale de 10 450 m², moyennant le prix de 12 540 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** que l'acquisition de cette parcelle incluse dans la Zone de Sauvegarde Exploitée des captages du Flès s'inscrit dans le programme d'actions pour la préservation de la ressource en eau des captages du Flès,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée BE n° 19, d'une superficie cadastrale de 10 450 m², sise commune de Fabrègues, auprès de Monsieur D'HARCOURT Charles, Madame D'HARCOURT Florence, épouse FLORENTIN, et Madame D'HARCOURT Laure, épouse KUSZYK, propriétaires en indivision.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 12 540 € (douze mille cinq cent quarante euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



26 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété société
FONTALVIE - Immeuble - Parcelles SK
316 et 318 - 132 boulevard Pénélope -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaine, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020 portant délégation de signature de Monsieur Christian FINA Directeur général des services,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 21 avril 2020, envoyée par Maître Isabelle PERREIN, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 28 avril 2020, concernant la vente par la société FONTALVIE d'un immeuble occupé de quatre niveaux à usage de bureaux, situé 132 boulevard Pénélope à Montpellier, cadastré section SK 316 et 318, au prix de 13 176 796,50 €,
- Vu l'avis de France Domaine du 2 juin 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce notamment de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économiques concernant la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire et les actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L4211-1, ainsi que le soutien et la participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire,
- que le territoire métropolitain doit faire face à une pénurie d'offre créant une forte tension sur le marché immobilier tertiaire,
- que face à ce constat, reconnu dans les observatoires privés comme publics de l'immobilier d'entreprises et repris dans le SCoT métropolitain récemment approuvé, la Métropole intervient pour pallier les carences du marché et favoriser le développement des filières économiques prioritaires. A ce titre, la Métropole héberge et accompagne les entreprises innovantes dans leur création (pépinières) puis dans leur développement (hôtel d'entreprises), qui affichent un taux d'occupation de 100% d'accueil notamment à l'Hôtel d'entreprises du Millénaire ou à l'Hôtel French Tech du centre-ville de Montpellier,
- que ce dernier immeuble accueillant les 17 entreprises start-up, employant à ce jour 160 salariés, sur 3150 m² de surface dans l'ancien Hôtel de Ville de la commune de Montpellier, est d'une part inadapté pour une occupation durable par ces entreprises et, d'autre part, a fait l'objet d'un diagnostic permettant de démontrer que cet immeuble présente des désordres qui nécessitent la réalisation de très importants travaux de réhabilitation de nature à remettre potentiellement en cause, d'un point de vue financier, sa conservation, en fonction des études complémentaires à conduire,
- que les entreprises en attente d'installation auprès de la Métropole au titre de sa compétence « Développement économique » sont demandeurs de locaux dans un « centre-ville périphérique » soit une périphérie disposant de tous les services et équipements de centre-ville mais accessibles et proches des équipements structurants,
- que l'immeuble propriété de la société FONTALVIE, immeuble récent, en bon état, d'une superficie utile de 3321 m², situé en zone d'activités économiques, proche des transports en commun, des axes routiers principaux, d'équipements structurants (aéroport et Gare sud de France) et en synergie avec la vocation des offres de développement économique proches développées par la Métropole, notamment de la zone d'aménagement concertée de Cambacères, est tout à fait approprié pour l'accueil de ces entreprises et permet une réponse adaptée et rapide en vue de leur

accueil,

- que l'acquisition de cet immeuble idéale dans le cadre du projet de relocalisation d'entreprises mené par la Métropole est conforme aux articles L210-1 et L300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,

- que le prix de vente affiché dans la déclaration d'intention d'aliéner est très excessif eu égard aux prix constatés sur le marché et à l'évaluation de France Domaine du 2 juin 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société FONTALVIE, composée d'un immeuble à usage de bureaux, situé sur la Commune de Montpellier, 132 boulevard Pénélope, cadastré section SK n°316 et 318.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 6 800 000 €, conformément à l'avis de France Domaine, les frais d'acquisition étant en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où la société propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire relèvent, au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, du chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : **16 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020, portant délégation de fonction à Monsieur Christian FINA ;

CONSIDERANT :

- que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils

sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux

- que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : Métropoles et Communautés urbaines, Communautés d'Agglomération, Villes, et Villes et Communautés d'Ile de France. Elle est administrée par un Conseil d'Administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;

- que pour l'année 2020 la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole: $0,13 \times 472\,573$ habitants (source www.banatic.interieur.gouv.fr) = 61 228,94 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2020, dont le montant de cotisation s'élève à 61 228,94 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 09 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice "Assignment
tribunal judiciaire de Montpellier -
ANDRIEU Monique"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu les désordres causés à la chaussée rue du Mistral à Lattes par les arbres situés sur la propriété de Madame Monique ANDRIEU,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal judiciaire de Montpellier à l'encontre de Madame Monique ANDRIEU.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet PARME.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **09 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;
- que par décision n°MD2020-337, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire ;

- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19 ;

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous :

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000896	Madame	LULICA	VASILE	500 €
ALE2020-000901	Madame	SANDRA	CICERO	500 €
ALE2020-000902	Madame	AUDREY	ROUVIERE	500 €
ALE2020-000904	Monsieur	ERIC	PONS	500 €
ALE2020-000906	Madame	CAROLINE	BOUQUET	405 €
ALE2020-000912	Monsieur	JEAN CHARLES	DORTINDEGUEY	400 €
ALE2020-000913	Madame	MYRIAM	ARRAS	407 €
ALE2020-000915	Madame	MAEVA	CABALLERO	494 €
ALE2020-000918	Madame	SABINE	DESCAVE	500 €
ALE2020-000921	Madame	GENEVIEVE	FRANSOLET	500 €
ALE2020-000924	Monsieur	ALEXANDRE	GOYET	500 €
ALE2020-000926	Monsieur	CHRISTOPHE	MARANT	500 €
ALE2020-000927	Madame	CECILE LAURE	CHEVRIER	350 €
ALE2020-000929	Madame	VIRGINIE	CHICHE	500 €
ALE2020-000930	Monsieur	FRANCOIS XAVIER	CRUZ	500 €
ALE2020-000934	Monsieur	GEORGES	PHILIBERT	500 €
ALE2020-000938	Madame	CAROLE	AKDOGAN	320 €
ALE2020-000939	Monsieur	ANTONI	AUVOLA	500 €
ALE2020-000944	Monsieur	LAURENT	GELLY	477 €
ALE2020-000946	Madame	GERALDINE	CAMPION	405 €
ALE2020-000950	Monsieur	EMMANUEL	GAUTIER	500 €
ALE2020-000956	Madame	MARION	MONNERY	500 €
ALE2020-000967	Monsieur	MARC	MENDIELA	500 €
ALE2020-000969	Madame	RKIA	AZZAZ	500 €
ALE2020-000971	Madame	CAROLINE	HAOUR	424 €
ALE2020-000979	Madame	VERONIQUE BRIGITTE	BASTIN	500 €
ALE2020-000980	Monsieur	ABDERRAZZAK	AMELLAS	445 €
ALE2020-000982	Madame	PASCALE	PELEGRI	363 €
ALE2020-000988	Monsieur	JEAN MARC	SEGHI	500 €
ALE2020-000989	Monsieur	SAMUEL ROGER	COHEN SALMON	290 €
ALE2020-000990	Madame	MARIE KIM VY	LE	500 €
ALE2020-000991	Madame	MARION HELENE MONIQUE	BARRE	500 €

TOTAL	14 780 €
--------------	-----------------

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000890	GC	500 €
ALE2020-000891	RMS	500 €
ALE2020-000892	CRYOMED	500 €
ALE2020-000893	JMG	500 €
ALE2020-000894	MIDNIGHT FOOD	500 €
ALE2020-000895	SARL ENIG	500 €
ALE2020-000897	SARL EOXIA	500 €
ALE2020-000898	COCOONING BEAUTE	500 €
ALE2020-000899	ERICSOFF	500 €
ALE2020-000900	MAISON DE COIFFURE 27	500 €
ALE2020-000903	100% PROD	500 €
ALE2020-000905	FANTOMAS SARL	500 €
ALE2020-000907	LES 2 POMMES	500 €
ALE2020-000908	FLEURS DE JADE	500 €
ALE2020-000909	AUX LILAS	500 €
ALE2020-000910	ITAL IMPORT SARL	500 €
ALE2020-000911	HELIODORE	500 €
ALE2020-000914	COUPES LANGUEDOC.COM	500 €
ALE2020-000916	S ET O LE STUDIO	500 €
ALE2020-000917	MAJORES	500 €
ALE2020-000919	JETKODIS	461 €
ALE2020-000920	CHATEAU DE LA MOGERE	400 €
ALE2020-000922	HEART DESIGN	500 €
ALE2020-000923	FONTIMP'S	500 €
ALE2020-000925	L'AURELIA	500 €
ALE2020-000928	CONSTANT PHOTOGRAPHIE	500 €
ALE2020-000931	SOCIETE GOLEO ET FILS	500 €
ALE2020-000932	SAKURA	500 €
ALE2020-000933	M MANAGEMENT	500 €
ALE2020-000935	TAMATA TATTOO	500 €
ALE2020-000936	SARL FANGUIN	500 €
ALE2020-000937	ANATOL CONSEIL	400 €
ALE2020-000940	LR POLE MEDIAS	500 €
ALE2020-000941	DUTHEL PATISSERIE	447 €
ALE2020-000942	LES ROMARINS	500 €
ALE2020-000943	CARTAPAPA	500 €
ALE2020-000947	ONYX	500 €
ALE2020-000948	LAURIUS	500 €
ALE2020-000949	SOLEIL ZEN 2	500 €
ALE2020-000951	STEPH ET SOPH	500 €
ALE2020-000952	AR ARNOLD ARCHITECTURE	272 €

ALE2020-000953	L'ALCO	500 €
ALE2020-000954	SARL CAFE LE COMMERCE	500 €
ALE2020-000955	JJ ONE	500 €
ALE2020-000957	CREP'PARTY	500 €
ALE2020-000958	SH EPICERIE	500 €
ALE2020-000959	LE COCON DES BEAUX ARTS	500 €
ALE2020-000960	L'ARTISTE	500 €
ALE2020-000961	NOGAOM	477 €
ALE2020-000962	MILANS	500 €
ALE2020-000963	VAL'S	500 €
ALE2020-000964	SARL VICEN'SO	500 €
ALE2020-000965	MARCO	500 €
ALE2020-000966	CARPE NOCTEM	500 €
ALE2020-000968	LE PALAIS D'ORIENT	500 €
ALE2020-000970	ATELIER PELUCHE	500 €
ALE2020-000972	BGM	500 €
ALE2020-000973	RI2M	500 €
ALE2020-000974	RISK PARTNERS	500 €
ALE2020-000975	SARL SENSATION	500 €
ALE2020-000976	CALIBRE 14	500 €
ALE2020-000977	SAS LOVIMARE	500 €
ALE2020-000978	LILAROSA	500 €
ALE2020-000981	VIA LUCA	500 €
ALE2020-000983	LECLERC & FAIVRE	400 €
ALE2020-000984	LE PETIT WOK	500 €
ALE2020-000985	CITRON	500 €
ALE2020-000986	MAGALOR	500 €
ALE2020-000987	FC2R	500 €
TOTAL		33 857 €

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché MOB0046DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole d'une œuvre de
Philippe-Jacques VAN BRÉE, *L'Hommage*
à Raphaël, vers 1825**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence,
- Vu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 24 avril 2020,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Philippe-Jacques VAN BRÉE (Anvers, 1786 – Bruxelles, 1871), *L'Hommage à Raphaël*, peinte vers 1825, en vente à la galerie DIDIER AARON & CIE, d'une valeur totale de 70 000 € (soixante dix mille euros). Ce tableau qui a reçu un avis favorable du grand département du Louvre viendrait

trouver naturellement sa place dans la salle du musée Fabre consacrée à Ingres et ses émules en Italie et où sont exposées des peintures du peintre de Montauban, mais également de Joseph Désiré Court, Edouard Bertin, Henri Lehmann, Paul Flandrin, Jean-Léon Gérôme, Alexandre Cabanel. L'acquisition de cette composition de Van Brée constituerait une illustration particulièrement forte du goût pour l'Italie et du voyage à Rome au XIXe siècle, thème que cherche à exemplifier cette salle du parcours. De plus, cette peinture exécutée par un artiste belge est l'occasion de renforcer le caractère international de la collection du musée.

DECIDE

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de l'œuvre de Philippe-Jacques VAN BRÉE (Anvers, 1786 – Bruxelles, 1871), *L'Hommage à Raphaël*, peinte vers 1825, d'une valeur totale de 70 000 € (soixante dix mille euros) TTC auprès de la galerie DIDIER AARON & CIE domiciliée 152 Boulevard Haussmann – 75008 Paris. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

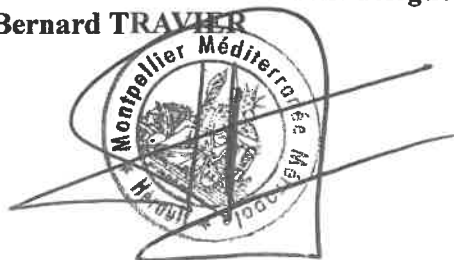
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 JUIN 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **12 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5084AT18 -
Travaux d'aménagement de l'espace public
Prado-Concorde - Lot 2 : réseaux secs -
Commune de Castelnau-le-Lez - Avenant
n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu le marché n°5084AT18 – LOT 2 - relatif aux travaux d'aménagement de l'espace public du PUP Prado-Concorde à Castelnau-le-Lez conclu avec la société CITEOS – SAS TRAVESSET sise 242 avenue du Progrès à Teyran (34820), pour un montant de 280 106 € HT.
- Vu l'avenant n°1 au marché n°5084AT18 – Lot 2 : réseaux secs - relatif aux travaux d'aménagement de l'espace public du PUP Prado-Concorde à Castelnau-le-Lez, conclu pour un montant de 33 627,50 € HT, portant le montant du marché à 313 733,50 € HT.

CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite de demandes de prestations supplémentaires émise par la maîtrise d'ouvrage, des prix nouveaux ont été nécessaires pour la bonne réalisation des travaux.
- que les prestations supplémentaires demandées à l'entreprise CITEOS sise à Teyran, en accord avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les services techniques de la Métropole sont les suivants : réalisation d'une tranchée rue du Prado pour la connexion de l'éclairage public. Tranchée initialement prévue avec les fourreaux Enedis,
- que le montant de l'avenant n°2 s'élève à 6 825 € HT (8 190 € TTC), soit une augmentation de 2,18 % du montant initial du marché, avenant n°1 compris,
- que le nouveau montant total du marché s'élève à 320 558,50 € HT soit 384 670,20 € TTC,
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des travaux complémentaires.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°5084AT18 – Lot 2 - relatif aux travaux d'aménagement de l'espace public PUP Prado-Concorde à Castelnau-le-Lez conclu avec la société CITEOS – SAS TRAVESSET sise 242 avenue du Progrès à Teyran (34820), pour un montant en plus-value de 6 825 € HT, soit une augmentation de 14,44 % du montant initial du marché, avenants n°1 et n°2 compris.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions exceptionnelles en faveur du
soutien aux entreprises de moins de 3 ans
dans cadre de la crise de l'épidémie de
covid-19**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,
- CONSIDERANT :
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole est habilitée, par l'article L. 1511-7 du CGCT, à apporter des subventions aux associations d'aide à la création d'entreprises,
 - Que la crise économique et sociale due au Covid-19 fragilise le tissu économique et la cohésion sociale du territoire, et touche plus particulièrement les créateurs dont la situation fragile est d'autant plus marquée qu'ils disposaient, avant la création de leur entreprise, de moyens financiers limités (notamment demandeurs d'emploi, personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la Ville, jeunes de moins de 26 ans),

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter un soutien complémentaire aux mesures en faveur du soutien aux entreprises en vigueur, en ciblant les créateurs les plus fragiles dans une logique d'insertion socio-professionnelle et de maintien d'activités locales,

- Que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

DECIDE

- **ARTICLE 1** : Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à 4 associations menant des actions d'accompagnement et/ou de financements spécifiques dans le cadre de la lutte contre les effets de la pandémie de covid-19. Le montant de ces subventions s'élève à 281 000 euros.

- **ARTICLE 2** : L'attribution des subvention se décompose comme suit :

Nom de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée
ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE (ADIE)	Offre de relance pour les entrepreneurs en activité (dotation fonds de prêts d'honneur)	65 000 €
FRANCE ACTIVE - AIRDIE Occitanie	Dotation fonds Prêts d'Honneur	100 000 €
INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP (IMPSL)	Relance ta boite (dotation fonds de prêts d'honneur)	100 000 €
BGE SUD OUEST	Objectif Relance	16 000 €

- **ARTICLE 3** : De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 936 - nature comptable 65748 du budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **ARTICLE 4** : De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacune des associations bénéficiaires.

- **ARTICLE 5** : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

- **ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 à la
convention de dépôt de quatre œuvres de
Hubert ROBERT du musée Fabre au
CICRP en vue de leur étude et de leurs
restaurations

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU la décision n°MD2019-482 du 13 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration valable du 30 mai 2019 au 30 août 2020,

CONSIDÉRANT :

- que les opérations d'étude et de restauration des quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre ne sont pas achevées dans les délais fixés à l'article 3 de la convention de dépôt au CICRP, soit au 30 mai 2020,
- qu'en conséquence ladite convention, arrivant à échéance le 30 août 2020, doit être prolongée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leur étude et de leur restauration afin d'étendre sa validité jusqu'au 31 mars 2022 et de prolonger la durée de l'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021. Le montant de l'avenant est de 1 284,28 € TTC, portant le nouveau montant des prestations à 18 654,76 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant n°1 relatif à la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions à diverses associations -
Exercice 2020 - Trophée Taurin de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- CONSIDERANT :
 - la mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole en 2015, en partenariat avec la Fédération française de la course camarguaise, du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole, afin que la course camarguaise demeure un sport attractif, spectaculaire et accessible,
 - qu'en 2020, il était proposé de renouveler la manifestation en organisant sept courses sur le territoire de notre Métropole (Castries, Baillargues, Pérols, Saint-Georges-d'Orques, Lattes, Saint-Geniès-des-Mourgues et Villeneuve-lès-Maguelone), et trois courses dans des communes limitrophes (Mauguio, Lansargues et Lunel),

- que le contexte sanitaire actuel ne permet pas le déroulement de l'édition 2020 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que pour ne pas pénaliser économiquement les clubs taurins et les manadiers de notre territoire, il convient d'attribuer d'une aide exceptionnelle aux clubs taurins de la Métropole qui devaient participer à l'édition 2020 du Trophée Taurin,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De verser aux structures des subventions selon la répartition suivante :

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
Club taurin « Le Trident » à Castries	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Le Sanglier » à Baillargues	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Association Pérolienne pour la Maintenance des Traditions » à Pérols	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Le Trident » à Saint-Georges-d'Orques	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Lou Tau » à Lattes	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Le Trident » à Saint-Geniès-des-Mourgues	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €
Club taurin « Section Taurine Paul Ricard » à Villeneuve-lès-Maguelone	Fonctionnement	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole	7000 €

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution, à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché MOC0021DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole d'une oeuvre de
Michel Parmentier, Sans Titre, 8 novembre
1967**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- Vu l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une oeuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence ;

- Vu l'avis favorable de la délégation permanente d'acquisition d'Occitanie du 11 octobre 2019,

- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Michel PARMENTIER (1938 – 2000), *Sans Titre, 8 novembre 1967*, auprès de la galerie Jean Fournier, d'une valeur totale de 140 000 € (cent quarante mille euros). Michel PARMENTIER est l'un des représentants majeurs de l'art contemporain français du fait de sa participation au groupe B.M.P.T., une des dernières avant-gardes picturales du XX^{ème} siècle . L'acquisition de *Sans titre, 8 novembre 1967*, œuvre rare et en parfait état de conservation, est une occasion exceptionnelle de compléter le fonds de peintures contemporaines du musée Fabre avec une œuvre témoignant de l'un des moments les plus radicaux de la peinture en France. Ce travail est à présent historique et figure dans les plus grandes collections modernes et contemporaines en France et à l'international (Museum of Modern art New York, Musée national d'art moderne – Centre Georges Pompidou, collection Pinault - Venise, Musée de Grenoble, Musée d'art de Nantes...).
Ce tableau a reçu l'avis favorable du Musée National d'Art Moderne.

DECIDE

ARTICLE 1: de procéder à l'acquisition de l'œuvre de Michel PARMENTIER (1938 – 2000), *Sans Titre, 8 novembre 1967*, auprès de la galerie Jean Fournier domiciliée 22, rue du Bac, 75007 Paris, d'une valeur totale de 140 000 € (cent quarante mille euros).
Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 JUIN 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVELIN



Publiée le : **12 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2002152-1 TA - Société Multi Trans
Route"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°2002152-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 mai 2020 par la Société Multi Trans Route tendant à l'annulation de la décision n° MD2019-1230 en date du 10 décembre 2019 par laquelle le président de Montpellier Méditerranée Métropole a préempté les parcelles cadastrées section CA n°13 et 15 sises sur la commune de Fabrègues,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002152-1 le 25 mai 2020 par la Société Multi Trans Route.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAKREL



Publiée le : **09 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'Occupation
temporaire du Palais des sports René-
Bournol - Convention de mise à disposition
au Montpellier Handball - Saison sportive
2020-2021 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu l'arrêté n°2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur général des services,

Considérant :

- que le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division depuis la saison sportive 1992-1993, dispute ses rencontres au Palais des sports René-Bournol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que la présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau national avec ses 41 titres (14 Championnats de France – 13 Coupes de France – 10 Coupes de la Ligue – 2 Trophées des Champions – 2 Ligue des Champions) répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international indéniable,

- dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier le Montpellier Handball des installations du Palais des sports René-Bougnol de Montpellier pour la saison sportive 2020-2021,
- que dans cette perspective, il convient d'établir avec le Montpellier Handball une convention qui prévoit la mise à disposition de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole à compter du 1^{er} juillet 2020,
- que les biens mis à disposition de manière non exclusive sont les suivants :
 - la salle omnisports et ses équipements ;
 - les parkings officiels situés au niveau P2 ;
 - les espaces réceptifs (hall d'accueil) ;
 - l'espace de réception comprenant une salle de réception de 735 m² permettant d'accueillir 800 personnes ;
 - un rangement de 22 m² attenant à la salle de réception ;
 - un espace traiteur de 50 m² ;
 - un bar vestiaire de 35 m² ;
 - deux sanitaires d'une surface totale de 54,5 m² ;
 - deux dégagements d'une surface totale de 117 m² ;
 - deux vestiaires avec douches et sanitaires ;
 - une salle contrôle anti-dopage ;
 - un espace de préparation physique de 250 m² et ses équipements, comprenant une zone cardiotraining de 140 m² et ses équipements, ainsi qu'une zone aqua-forme de 110 m² avec bain froid, sauna et hammam ;
 - des locaux annexes (hall d'accueil, locaux de rangement de 18 m², entrée des vestiaires des joueurs de 15 m²).
- que le club house « Jean-Paul Lacombe » est mis à la disposition du Montpellier Handball dans son intégralité et de manière exclusive, parking P3 et espaces verts attenant inclus,
- que Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations dans le Palais des Sports en dehors de la mise à disposition des installations au Montpellier Handball,
- qu'en contrepartie de l'occupation du Palais des sports René-Bougnol, le Montpellier Handball devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature qu'il en retire, arrêtée à 145 000 € H.T. pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (saison sportive 2020-2021). À cette redevance fixe s'ajoute une redevance variable établie en fin de saison sportive en fonction des recettes liées à l'exploitation des installations les jours de match,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du Palais des sports René-Bougnol au Montpellier Handball pour la saison sportive 2020-2021.

ARTICLE 2 : De dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
Montpellier Méditerranée Métropole à
l'association Énergie Citoyennes Locales et
Renouvelables (ECLR) au titre de l'année
2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu la délibération n°2019-128 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) à compter de l'année 2019,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la transition énergétique et écologique depuis de nombreuses années, en valorisant les ressources du territoire pour développer les énergies renouvelables dans un souci permanent de préservation de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles et avec la volonté du développement de filières économiques locales ;

- que dans la continuité de cet engagement, la démarche Montpellier Méditerranée Solaire a été lancée en mai 2018 et l'une de ses actions est le soutien aux projets citoyens de financement participatif d'installations photovoltaïques.
- que l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) devient alors un partenaire incontournable.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energie Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) dont le montant de la cotisation 2020 s'élève à 1 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
Montpellier Méditerranée Métropole à
l'Association des Communes Forestières de
l'Hérault (COFOR) au titre de l'année
2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu la délibération n°13664 du 26 février 2016 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association des communes forestières de l'Hérault (COFOR),

CONSIDERANT : que dès 2013, le Plan Climat de Montpellier Méditerranée Métropole identifie le recours à la biomasse sur son territoire comme un des enjeux de développement des énergies renouvelables (avec le solaire, photovoltaïque et thermique, ainsi que la géothermie et la récupération de chaleur) et l'usage du bois de construction. S'agissant de l'élaboration du PCAET, il s'agira de déterminer au mieux le potentiel de développement et la demande. L'association des Communes Forestières de l'Hérault devient alors un partenaire incontournable de cet accompagnement.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR) dont la cotisation pour 2020 basée sur la somme des cotisations des communes qui composent la Métropole (relativement au nombre d'habitants de chaque commune), diminuée de 15%, est fixée à 7 565 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°7 intégrant
un prix nouveau au marché n°4849AT17
" Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
sur routes départementales" Lot n°1
DTAMEH co-utilisé par le Département de
l'Hérault et Montpellier Méditerranée
Métropole"**
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics.
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°D2017-529 de co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu avec l'Entreprise Eurovia Méditerranée pour une durée d'un an reconductible trois fois.

CONSIDERANT :

- Que la création du prix PN 403.3.e est nécessaire dans le cadre de l'aménagement des abords du pont St Etienne d'Issensac, ouvrage classé aux monuments historiques. L'ajout de ce prix est justifié par la demande de la DRAC d'avoir un revêtement spécifique au droit du pont.
- Qu'il convient donc de modifier le bordereau des prix unitaires du marché 4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, pour y intégrer ce prix nouveau.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais avec l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, avenant n°7 sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
M8B0015EA - Diagnostic territorial des
pratiques et dynamiques agricoles de l'Aire
d'Alimentation du Captage (AAC) de la
source du Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2019-344 du 25 avril 2019 attribuant le marché M8B0015EA Diagnostic territorial des pratiques et dynamiques agricoles de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) de la source du Lez à l'entreprise ENVILYS sise 170 boulevard du Chapitre – 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, pour un montant de 57 762,50 euros HT pour la tranche ferme par application d'un prix global et forfaitaire, de 9 750 € maximum pour la tranche optionnelle par application des

prix du bordereau des prix unitaires dans la limite des quantités fixées au DQE et pour une durée de 12 mois.

CONSIDERANT :

- Qu'une erreur manifeste dans l'acte d'engagement/cahier des clauses particulières concernant l'affermissement de la tranche optionnelle doit être corrigée ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M8B0015EA Diagnostic territorial des pratiques et dynamiques agricoles de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) de la source du Lez à l'entreprise ENVILYS sise 170 boulevard du Chapitre – 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, avenant n°1 sans incidence financière autre que celle prévue à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
5139AT18 - Travaux de dissimulation des
réseaux basse tension et éclairage public
sur l'avenue de Cournonterral à Fabrègues
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu le marché n°5139AT18 relatif aux travaux de dissimulation des réseaux basse tension et éclairage public sur l'avenue de Cournonterral à Fabrègues conclu avec la société Serpollet sise Domaine de la Barthe à Cournonterral (34660), pour un montant de 325 489,89 € HT,

CONSIDERANT :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des prestations supplémentaires ont été nécessaires pour la bonne réalisation des travaux,
- que le montant de l'avenant s'élève à 17 462,54 € HT, soit une augmentation de 5,37 % du montant initial du marché,
- que le nouveau montant du marché est de 342 952,43 € HT,
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des travaux complémentaires.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5139AT18 relatif aux travaux de dissimulation des réseaux basse tension et éclairage public sur l'avenue de Cournonterral à Fabrègues conclu avec la société Serpollet sise Domaine de la Barthe à Cournonterral (34660), pour un montant en plus-value de 17 462,54 € HT, soit une augmentation de 5,37 % du montant initial du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Laboratoire des
Médiations en Art Contemporain (LMAC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu la délibération n°M2019-527 du 30 septembre 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC),

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion à l'association susmentionnée pour l'année 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC), pour un montant annuel de 100 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer le bulletin d'adhésion afférent, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le 10 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SALREIL



Publiée le : 10 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 10 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Dispositif d'aide au paiement des loyers et
redevances à destination des entreprises
occupantes des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole particulièrement
touchées par les conséquences
économiques, financières et sociales de la
propagation de l'épidémie de covid-19 et
des mesures prises pour limiter cette
propagation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu le Code du Sport, notamment ses articles R.122-1 et suivants relatifs aux sociétés sportives,
- Vu le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs entreprises en difficulté,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions

directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,

- Vu la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) [notifiée sous le numéro C (2003) 1422]
- Vu le Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique
- Vu l'Arrêté du 14 mars 2020, modifié portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;
- Vu l'Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020, relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19,
- Vu l'Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020, visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,
- Vu la Décision n° MD2020-337, du 29 avril 2020 relative au dispositif d'aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

CONSIDERANT

- Qu'en cette période de crise, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les PME,
- Qu'il est essentiel pour la Métropole d'accompagner les entreprises occupantes de ses bâtiments, dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives,
- Que la Métropole souhaite apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Les locataires des bâtiments métropolitains remplissant les conditions visées à l'article 3, bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant d'un trimestre du loyer et des charges dus pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération des loyers et charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues. Ne sont pas

considérées comme des charges au sens du présent article les consommations individuelles de fluides (gaz, électricité...) et de télécommunications.

ARTICLE 2 : Les occupants du domaine public métropolitain remplissant les conditions visées à l'article 3 bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise correspondant au montant d'un trimestre des redevances et des charges dues pour l'occupation des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la Métropole, les sociétés sportives au sens des articles R122-1 et suivants du Code du Sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la Métropole. Cette aide sera valorisée sous la forme d'une exonération des redevances et charges sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues. Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide. Ne sont pas considérées comme des charges au sens du présent article les consommations individuelles de fluides (gaz, électricité) et de télécommunications.

ARTICLE 3 : Peuvent bénéficier des aides prévues aux articles 1 et 2, les personnes physiques et morales de droit privé régulièrement autorisées par Montpellier Méditerranée Métropole à exercer une activité économique au sein de ses locaux et/ou sur la voirie métropolitaine et répondant aux conditions ci-après :

1° Ne pas avoir perçu l'aide au paiement du loyer mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole au terme de la décision n° MD2020-337 susvisée ou des décisions renouvelant ce dispositif le cas échéant. Si un dossier de demande d'aide au paiement du loyer du parc immobilier privé a été déposée, elle devra faire l'objet d'une renonciation expresse de la part de l'entreprise qui souhaite bénéficier de la présente aide.

2° Être à jour du paiement des titres de recettes émis avant le 1^{er} janvier 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente décision.

A la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire, être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté.

3° Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des P.M.E. au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354, susvisés. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

4° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

Ne sont pas concernées par ce dispositif d'aide les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

ARTICLE 4 : L'attribution des aides prévues aux articles 1 et 2 fera l'objet d'une convention entre chaque occupant et Montpellier Méditerranée Métropole, dont les modèles sont annexés à la présente décision. La signature de cette convention sera autorisée par décision. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

ARTICLE 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Ce dispositif pourra être reconduit en cas de besoin.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'AERS dans la ZAC Parc
2000 2ème extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des services ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier : l'AERS – Association d'Entraide et de Reclassement Social - représentée par Monsieur Gérard CHRISTOL, est candidate à l'acquisition du lot 11 de 1 537 m² pour la réalisation d'un bâtiment (bureaux, locaux médicaux et hébergement) de 1 870 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 900 m². L'utilisateur final sera l'AERS (accueil, entraide et reclassement social). La société projette un effectif de 41 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de AERS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n° 5 à la convention de
mutualisation du service Energie entre la
Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- Vu l'article 4 de l'ordonnance du n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 qui autorise les acheteurs à prolonger par voie d'avenant, là aussi sans conditions de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire ;
- Vu la délibération n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville et la Métropole ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux concernant des équipements de génie climatique, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°12533 du 1er octobre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

-Vu la délibération n°12997 du 28 mai 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016 ;

-Vu la délibération n°13847 du 26 mai 2016, un avenant n°3 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2018 ;

-Vu la délibération n° M2018-294 du 20 juin 2018, un avenant n°4 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2020 ;

- **CONSIDERANT :**

- que la convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux concernant des équipements de génie climatique arrivera à terme le 30 juin 2020 ;

- que pour couvrir les besoins en maintenance des installations de chauffage jusque à la fin de la saison de chauffe 2020-2021 en attendant la passation d'une nouvelle convention, il convient par un avenant n°5 de proroger la convention actuelle de 1 an jusqu'au 30 juin 2021, renouvelable une fois ;

-qu'il convient de mettre à jour la liste des bâtiments objet de la convention afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements, la liste étant annexée à l'avenant n°5 ;

-que l'actualisation apportée à l'inventaire des équipements de la liste des bâtiments ainsi que celle des indices, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement du service Energie de la ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant annuel est porté à 258 695,72 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°5 à la convention de de Mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin de prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2021, renouvelable 1 fois.

ARTICLE 2 : de mettre à jour la liste des bâtiments concernés par la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements, cette actualisation entraîne une variation du montant annuel de remboursement des frais de fonctionnement du service Energie de la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole à 258 695,72 euros.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°5 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **16 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage et
convention de faire les travaux pour la
réalisation de la ligne 5 de tramway -
Parcelles AT 56 et AT 58 - 2 place Eugène
Bataillon à Montpellier - Université de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- **CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire, dans le cadre de la reconstitution des fonctionnalités du site de l'université de Montpellier, de faire une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la TaM pour des travaux portant sur les parcelles sises commune de MONTPELLIER nouvellement cadastrées AT 56 et AT 58.

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles sises commune de MONTPELLIER cadastrées AT 56, AT 58, AT57 et AT 59,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société des « Transports de l'Agglomération de Montpellier » (T.A.M.) à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux de reconstitution des fonctionnalités du site de l'Université de Montpellier sur les parcelles sises commune de MONTPELLIER nouvellement cadastrées AT 56 et AT 58.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société des « Transports de l'Agglomération de Montpellier » (T.A.M.) à signer la convention d'autorisation de faire les travaux sur les parcelles sises commune de MONTPELLIER cadastrées AT 56, AT 58, AT57 et AT 59.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux sur les parcelles désignées à l'article 1, l'ensemble des frais sera entièrement supporté par la TaM dans le cadre de l'enveloppe financière de l'opération Ligne 5 à l'exception du déplacement du groupe électrogène supporté par l'Université. Elle prendra effet à compter de sa signature par l'UNIVERSITE DE MONTPELLIER.

ARTICLE 4 : La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 sera signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AT 56, AT 58, AT57 et AT 59 est consentie à titre gratuit, elle prendra effet à compter de sa signature par l'UNIVERSITE DE MONTPELLIER.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 2 ci-dessus sera signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3
prorogeant l'occupation de locaux par la
société WYSILAB au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 19 juin 2017, passée entre la Métropole et la société WYSILAB pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 janvier 2020,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 mai 2020,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial et stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société WYSILAB a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société WYSILAB pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juillet 2020 et jusqu'au 30 juin 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société WYSILAB pour la surface de 29,91 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 418,74 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AS 251 rue Mendès France -
Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de Monsieur MARTINEZ Michel, Monsieur MARTINEZ Laurent et Madame MARTINEZ Odile, par courrier en date du 28 mai 2020, pour céder la parcelle AS 251 d'une superficie de 40 m², située sur la commune de Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MARTINEZ Michel, Monsieur MARTINEZ Laurent et Madame MARTINEZ Odile la parcelle AS 251 d'une superficie de 40 m², située sur la commune de Fabrègues, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, les frais d'actes notariés étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une remorque vétuste de marque CBS
immatriculée EF-058-YP - Hôtel des Ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque vétuste de marque CBS immatriculée EF-058-YP ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver cette remorque du fait de sa vétusté et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté une remorque de marque CBS immatriculée EF-058-YP et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat avec l'EPCC Mo.Co. et
l'artiste Gaëlle Choïsne pour la réalisation
de l'exposition "Défixion" au musée Henri
Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de l'organisation, en collaboration avec l'EPCC Mo.Co., de l'exposition temporaire d'art contemporain de l'artiste Gaëlle Choïsne intitulée « Défixion » au musée H. Prades, il convient de définir les conditions administratives, financières et techniques de réalisation de cette exposition, de fixer les engagements de chacune des parties et de préciser les modalités d'accueil de l'artiste au sein de la résidence de création située dans l'enceinte de l'établissement ;
- qu'à cet effet, la conclusion d'une convention de partenariat avec l'EPCC Mo.Co. et l'artiste concernée s'avère nécessaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'EPCC Mo.Co. et l'artiste Gaëlle Choïsne pour la réalisation de l'exposition « Défixion », qui sera présentée du 10 octobre 2020 au 1^{er} mars 2021 au site archéologique Lattara - musée Henri Prades, et l'accueil en résidence de l'artiste du 1^{er} juillet 2020 au 10 octobre 2020 pour la préparation de cette exposition.

ARTICLE 2 : De dire que le site archéologique Lattara, musée H. Prades s'engage dans ce cadre à :

- accueillir l'artiste au sein de son espace de résidence de création pour la période susmentionnée, en vue de la préparation de l'exposition.
- assurer l'accompagnement artistique de l'artiste et le suivi de production en lien avec Mo.Co. pendant toute la durée de la résidence et de l'exposition.
- mettre à disposition son équipe scientifique pour l'accès de l'artiste aux collections et son équipe technique ainsi que le matériel technique nécessaire pour la résidence, le montage et démontage de l'exposition. Il s'engage également à mettre à disposition ses moyens de communication pour présenter la résidence et l'exposition aux publics.
- documenter l'exposition en réalisant à l'ouverture des photographies des œuvres installées et produites pour l'exposition au musée archéologique pour la presse, l'artiste et ses représentants, et son partenaire le MO.CO.
- prendre en charge le coût de l'exposition dans la limite d'une enveloppe budgétaire totale de 20 000 € TTC (vingt mille euros). Cette enveloppe versée à l'artiste couvre la période de résidence, la conception du projet, la réalisation de l'exposition incluant la production des œuvres, les transports allers et retours des pièces exposées, l'achat de petits matériels nécessaires au projet ainsi que les déplacements de l'artiste. La dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'opération "Rénover
pour un Habitat Durable et Solidaire"
2019-2024 - Attribution de subventions
pour la réhabilitation de 79 logements
situés dans diverses communes de la
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », Montpellier Méditerranée Métropole complète les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dont l'attribution lui est déléguée, par une aide complémentaire sur ses fonds propres à destination des propriétaires occupants modestes et très modestes, ainsi que des propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés,
- qu'elle est ainsi sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante-dix-neuf logements situés dans les communes de Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Courdonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont 71 sont occupés par leur propriétaire et 10 proposés à la location,

- que les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe,
- qu'en contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé, pendant une durée minimale de 9 ans,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 234 608 € telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Pincipales, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de
travaux et la prise à bail précaire sur les
lots 504 et 505, au sein de la copropriété La
RADIEUSE, pour la réalisation de la ligne
5 de tramway Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

- **CONSIDERANT :**

- que l'emprise de la 5ème ligne de tramway sur une partie de bâtiment de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastrée section AS n° 12, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Radieuse, impacte également les lots privatifs 504 et 505 appartenant à Monsieur et Madame KOPRIVICA, qui avaient été agrandis sur ces dites parties communes, qui sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.

- que cet impact sur ces lots privatifs induit la cessation d'activité commerciale exercée par leur locataire, SARL LE JOGGING (Restaurant le TRINQUE FOUGASSE).

- que Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention d'éviction commerciale avec la SARL LE JOGGING le 28 novembre 2018, prévoyant la libération des lieux le 30 avril 2020. Libération des lieux qui a été reportée au 30 juin 2020, en raison de la pandémie de COVID19.

- que Montpellier Méditerranée Métropole, via son mandataire TAM, doit occuper les lots privatifs 504 et 505 appartenant à Monsieur et Madame KOPRIVICA afin de pouvoir reconstituer, en recul, la façade du bâtiment de la copropriété LA RADIEUSE afin de la repositionner sur les limites d'origines.

- qu'il est nécessaire de procéder à un bail précaire, moyennant un loyer annuel hors taxes et hors charges identique au montant du loyer actuel versé par le preneur évincé la SARL LE JOGGING, soit la somme de 20.356,00 euros, afin de définir les modalités d'occupation des locaux par TaM, pour une période commençant à courir à compter de la libération des lieux par l'actuel locataire (SARL LE JOGGING), pour se terminer au jour de la réception des travaux de reconstitution desdits locaux commerciaux par les propriétaires.

- qu'il est nécessaire d'autoriser la prise à bail précaire des lots privatifs 504 et 505,

- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les lots privatifs 504 et 505.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prend à bail précaire, au sein de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier, cadastrée section AS n° 12, les lots privatifs 504 et 505, appartenant à Monsieur et Madame KOPRIVICA, moyennant un loyer annuel hors taxes et hors charges de 20 356,00 euros, et une entrée dans les lieux prévus au 1er juillet 2020.

ARTICLE 2 : Le bail précaire des biens immobilier désignés à l'article 1 ci-dessus, est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 3 : La convention d'autorisation de travaux sur les lots privatifs, désignés à l'article 1 ci-dessus, est consentie à titre gratuit, et prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame KOPRIVICA.

ARTICLE 4 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SALREJ



Publiée le : 11 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'indemnisation des
auteurs et intervenants programmés dans
le cadre de la manifestation Comédie du
Livre 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité de fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,
- **CONSIDERANT :**
 - Que l'épidémie de covid-19 a entraîné l'annulation de la manifestation littéraire Comédie du Livre, prévue du 15 au 17 mai 2020,
 - Que cette annulation a porté un préjudice financier aux auteurs programmés et aux intermittents du spectacle concernés dans la mise en œuvre de la manifestation,
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien aux acteurs culturels en indemnisant les auteurs et techniciens concernés,
 - Que le Centre National du Livre a, par convention en date du 6 mars 2020, octroyé une subvention de 38 006.64 € pour l'organisation de cette manifestation,

- Que cette attribution a été maintenue malgré l'annulation de la manifestation, avec le souhait que les auteurs et artistes ne soient pas pénalisés,
- Qu'il convient en conséquence d'indemniser lesdits préjudices sur la base de l'ordonnance n°2020-319 et des préconisations du Ministère de la Culture en matière de soutien au monde culturel,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'indemniser, à hauteur de la rémunération initialement prévue, les contrats de droit d'auteur et autres contrats artistiques annulés du fait de la crise sanitaire, ainsi que les rémunérations des intermittents du spectacle prévues à l'occasion de ces actions culturelles ; le détail de ces indemnisation est joint en annexe : le montant total des rémunérations des auteurs s'élève à 33 700.90 €, celle des intermittents à 3 648.00 €, la mise à disposition de l'exposition à 5 000 € ; les charges sociales correspondantes (AGESSA, URSSAF...) seront également payées aux différents organismes.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la collectivité, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Que Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Réaménagement de prêts ' allongement de
la dette ' - renouvellement des garanties
d'emprunts de Montpellier Méditerranée
Métropole à l'Office Public de l'Habitat
ACM Habitat - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par Délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,

- Vu l'avenant de réaménagement N°107034 en annexe, signé entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que par délibérations n°13747 du 14 avril 2016, n°14606 du 17 mai 2017 et n°M2018-21 du 25 janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée garante à 100% pour le remboursement de trois prêts d'un montant total de 22 797 673 € contractés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, dénommée « l'Emprunteur », en vue du financement des travaux de réhabilitation et d'amélioration de 259 résidences situées sur différentes communes de la Métropole ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir, dans les mêmes quotités qu'initialement soit de 100 %, le remboursement des trois lignes de prêt réaménagées d'un montant total de 13 676 083,15 €, pour financer ces opérations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans l'avenant de réaménagement n°107034 joint en annexe ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 13 676 083,15 €, souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'avenant de réaménagement n°107034, constitué de 3 lignes de prêt. Ledit avenant est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Société SOCRI GESTION - Conseil d'Etat"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête formée par la Société Socri Gestion contre l'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 novembre 2019 refusant d'annuler la promesse de vente conclue entre la société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier et la SCI IF Ecopole portant sur un terrain destiné à recevoir les bâtiments et ouvrages de la ZAC dite "Ode Acte I",
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat suite au dépôt de la requête par la Société Socri Gestion.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP Lyon-Caen Thiriez.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **09 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°
M9D0132EA - Extension du réseau d'eaux
usées secteur complexe sportif - Chemin du
Pradas pour la desserte du lotissement
Georges BIZET - Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU la décision n°MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n°4938EA17 – « Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole »,

Considérant :

- que des travaux sont nécessaires pour assurer la desserte en eaux du futur lotissement Georges Bizet sur la commune de Baillargues ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 12 semaines d'exécution dont 4 semaines de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, le groupement SCAM/FAURIE sis 825 Avenue de la Cresse St Martin -34660 Cournonsec présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0132EA – Extension du réseau d'eaux usées secteur complexe sportif - Chemin du Pradas pour la desserte du lotissement Georges BIZET - Commune de Baillargues, au groupement SCAM/FAURIE sis à Cournonsec pour un montant estimatif de 242 860,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 semaines d'exécution comprenant 4 semaines de période de préparation du chantier.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **23 JUIN 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Environnement**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un bail
rural à caractère environnemental entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société coopérative Terracoopa, domaine
de la Condamine à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.411-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13665 du 24 février 2016 relative à la mise en oeuvre de la politique agroécologique et alimentaire de la métropole – axe 1 consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie - appels à projets sur les domaines de Viviers et de la Condamine – élaboration de la démarche ;
- Vu le projet de bail rural à caractère environnemental entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société coopérative dénommée Terracoopa, concernant les parcelles cadastrées RI01, RI03, RI04, RI05, RI06, RI07, RI12, RV 15 et RV 148, situées sur la commune de Montpellier, domaine de la Condamine ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la démarche d'appel à projet « consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie » initiée par Montpellier Méditerranée Métropole, la candidature du projet « Champs Libres » portée par un collectif initialement constitué de huit personnes physiques regroupées au sein de « La Ferme Urbaine Collective de la Condamine » a été retenue pour le site de la Condamine situé à Montpellier à l'issue du processus de sélection défini par la délibération n° 13665 susvisée pour développer un projet de production agricole biologique en agroécologie, destinée à la vente locale en circuits courts et accompagné d'activités d'accueil à la ferme (scolaires, centre de loisirs, particuliers...) ;

- que la mise à disposition du foncier s'est effectuée dans un premier temps au travers de plusieurs conventions successives (prêts à usage) portant sur les parcelles cadastrées RI01, RI03, RI04, RI05, RI06, RI07, RI12, RV 15 et RV 148 situées sur la commune de Montpellier, consentis à la société Terracoopa, agissant pour le compte des membres de la « Ferme Urbaine Collective de la Condamine » en tant que coopérative d'activité et d'emploi régie par les dispositions du décret n°2015-1363 du décret du 27 octobre 2015, dans le cadre de Contrats d'Appui au Projet d'Entreprise ;

- qu'au cours de cette période des investissements ont été réalisés conjointement par Montpellier Méditerranée Métropole (notamment raccordement aux réseaux, réhabilitation d'une partie des bâtiments d'exploitation, reconstruction de la serre) et par le collectif de «La Ferme Urbaine de la Condamine» (nettoyage des déchets présents sur le domaine, réalisation d'aménagements pour la mise en culture, restauration du patrimoine agricole, plantation d'arbres...) pour permettre le démarrage de l'activité sur le site ;

- que trois des quatre entrepreneurs salariés aujourd'hui membres de «La Ferme Urbaine Collective de la Condamine » ont été admis à devenir associés non salariés de la coopérative Terracoopa ;

- qu'il convient de sécuriser le support foncier de l'activité du collectif de « La Ferme Urbaine Collective de la Condamine » représenté par la coopérative Terracoopa tout en assurant la gestion durable en agroécologie nourricière locale du domaine conformément à la démarche engagée par la collectivité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la signature du bail rural à caractère environnemental avec la société Terracoopa, représentée par son gérant Joseph Leblanc, sur les parcelles cadastrées RI01, RI03, RI04, RI05, RI06, RI07, RI12, RV 15 et RV 148 pour une contenance d'environ 5,02 ha situées sur la commune de Montpellier.

Le contrat est conclu pour une durée de 9 ans à compter de sa signature.

Le montant du fermage est établi suivant le barème départemental de location des terres agricoles ; il se compose d'un fermage annuel de mille quatre-vingt euros (1 080 €) pour les terres et bâtiments d'exploitation, soit deux cent vingt-huit euros et quarante-neuf centimes (228,49 €) par hectare et d'un loyer mensuel relatif au bâtiment à usage d'habitation fixé à quatre cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt douze centimes (474,92 €).

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bail visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain - Commune de Lattes -
Parc d'Activités des Commandeurs - 1 Rue
Louis Lumière - propriété SCI TELECOM
- parcelle CH112 - lots de copropriété
n°1,3,4,5,6,7

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- Vu la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- Vu la délibération du 30 septembre 2019 portant instauration d'un périmètre de prise en considération, au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme sur le secteur du Parc d'Activités des Commandeurs à Lattes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 17 février 2020, envoyée par Maître CHAUVET, notaire à MAUGUIO, reçue en Mairie de LATTES le 19 février 2020, concernant la vente au prix de 1 150 000 € TTC, par la S.C.I. TELECOM, de locaux en copropriété, composés des lots 1,3,4,5,6,7 sur la parcelle CH n° 112 située 1 rue Louis Lumière, Parc d'Activités des Commandeurs à LATTES,
- Vu l'avis de France domaine du 03 Juin 2020.

- CONSIDERANT :

- Qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ,
- Que cette parcelle est inscrite en zone UI3 au PLU de la commune de Lattes, correspondant à une zone d'activités économiques,
- Que la situation géographique de ce parc d'activités est stratégique pour le territoire métropolitain entre l'opération d'aménagement Ode à la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols, et le Pays de l'Or et en particulier la zone d'activités de Fréjorgues Ouest,
- Qu'une emprise importante de ce secteur devrait être libérée puisque le cinéma CGR souhaite une relocalisation sur le territoire,
- Que la parcelle, objet de la vente, est située à proximité de cette emprise,
- Que ce parc d'activités est peu densifié, au regard de ses capacités,
- Que les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 18 novembre 2019, prévoient de pallier à la sous-représentativité du secteur industriel et logistique par le déploiement d'une offre adaptée et en quantité suffisante destinée à des activités productives,
- Que la parcelle objet de la présente déclaration d'intention d'aliéner est nécessaire à la réalisation du projet envisagé,
- Que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des lots 1 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 identifiés dans la copropriété située sur la parcelle CH 112 sur la commune de

Lattes, propriétés de la S.C.I. TELECOM, située 1 rue Louis Lumière, Parc d'Activités des Commandeurs.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à HUIT CENT UN MILLE EUROS (801 000 €), frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Réaménagement de prêts - Résidences
sociales étudiantes Savary II, Pous de la
Sers et Occitanie à Montpellier -
Renouvellement de la garantie d'emprunt
de Montpellier Méditerranée Métropole à
l'Office Public de l'Habitat ACM
HABITAT - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013,

- Vu les contrats de prêt n°LPB00007714, n°LPB00007712 et n°LPB00007716, en annexe signés entre l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Banque Postale.

Considérant :

- que par délibération n°7452 du 22 décembre 2006, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à 100% pour un prêt PLS d'un montant de 3 585 254 €, contracté par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier, devenue Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) en vue de la réalisation de la résidence étudiante Savary II située 340 rue Maurice et Katia Kraft à Montpellier, composée de 160 logements ;
- que par délibération n°7644 du 16 mai 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à hauteur de 75% pour un prêt PLS d'un montant de 3 266 613 €, contracté par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier, devenue Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) en vue de la réalisation de la résidence étudiante Pous de la Sers, située 290 rue du Pous de la Sers à Montpellier, composée de 120 logements ;
- que par délibération n°7704 du 27 juin 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à hauteur de 75% pour un prêt PLS d'un montant de 3 114 862 €, contracté par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier, devenue Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) en vue de la réalisation de la résidence étudiante Occitanie située 570 route de Ganges à Montpellier, composée de 103 logements ;
- que l'Emprunteur souhaite refinancer ces trois prêts par des prêts à taux fixes contractés auprès de la Banque Postale ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir, à hauteur de 100 %, le remboursement des trois prêts d'un montant total de 9 259 090 € souscrits auprès de la Banque Postale pour financer ces opérations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°LBP-00007714, n°LPB00007712 et LBP-00007716 joints en annexe ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 008 989 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°LPB00007714 constitué d'une ligne de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 395 365 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°LPB00007712 constitué d'une ligne de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision

ARTICLE 3 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 854 736 € souscrit par

l'Emprunteur auprès de la Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°LPB00007716 constitué d'une ligne de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 4 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 5 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

ARTICLE 6 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Banque Postale de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 7 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 17 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 17 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D5222DC - Prestations d'intervention
de restauration et de conservation sur des
œuvres du musée Fabre de Montpellier -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de renouveler le marché de restauration des œuvres du musée Fabre afin de poursuivre sa politique de conservation et préservation de ses collections dans un souci de maintenir ces dernières au meilleur de leur état ;
- qu'une procédure restreinte a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti (11 lots) à bons de commande sans minimum, ni maximum pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois une année ;
- ce marché est divisé en 1 lots définis de la manière suivante :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Interventions ponctuelles (bichonnages et remises en ordre) et veille sanitaire de conservation – restauration sur les peintures de chevalet sur support toile ou bois (à caractère urgent).
2	Interventions courantes (remises en ordre et fondamentales) sur les peintures de chevalet du XVe au XIXe siècle (jusqu'à 1850), couche picturale et supports toile.
3	Interventions courantes sur les peintures de chevalet du XIXe au XXe siècle (depuis 1850), couche picturale et supports toile.
4	Interventions courantes (remises en ordre et fondamentales) sur les peintures de chevalet du XVe au XXe siècle, couche picturale et supports bois.
5	Interventions courantes sur de œuvres de technique mixte du XIXe au XXe siècle (ex. Support Surface, Jean Hugo...), couche picturale et supports divers.
6	Entretien courant et réalisation des caissons climatiques.
7	Interventions courantes du fonds d'arts graphiques.
8	Interventions ponctuelles et courantes de conservation – restauration sur les cadres des œuvres du lot 1 à 5.
9	Entretien courant et amélioration de l'état de présentation des œuvres sculptées (bronze, marbre, terre cuite...).
10	Entretien courant et veille sanitaire d'objets d'art (orfèvrerie et arts du feu : céramiques, verre, porcelaine).
11	Entretien courant et veille sanitaire du mobilier ainsi que de ses éléments de décors en métal ; entretien d'éléments de tabletterie.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour tous les lots :

- o Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%
- o Prix des prestations, au regard du coût horaire proposé dans l'acte d'engagement : 30%

- que, après classement des candidatures, puis classement des offres, les entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivantes :

Lot n°1 : Groupement d'entreprises Anne BAXTER, sis 6 chemin des Aires, 34170 Castelnau-le-Lez.

Lot n°2 : Groupement d'entreprises Bertrand BEDEL DE BUZAREINGUES, sis 28 rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Lot n°3 : Groupement d'entreprises Alexandra SIDDI, sis 48 rue Thiers, 84000 Avignon.

Lot n°4 : Groupement d'entreprises ATELIER SERAPHIN Séverine Françoise, sis 18 rue des Arts, 92700 Colombes.

Lot n°5 : Groupement d'entreprises HELOU DE LA GRANDIERE Pauline, sis Les Fontaines, 86310 Haims.

Lot n°6 : Groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM, sis 19 rue du Verger des Roches, 43100 Lamothe.

Lot n°7 : Entreprise ALCADÉ Béatrice, sise 28 place Jean Jaurès, 34400 Lunel.

Lot n°8 : Entreprise ATELIER DE DORURE DAVID Sébastien, sise 12 rue Aimé Bardou, 37210 Vernou sur Brenne.

Lot n°9 : Groupement d'entreprises ATELIER DU ROUGE-GORGE sis Soulages, 12800 Naucelle.

Lot n°10 : Groupement d'entreprises IDRAC Claire, sis 3 impasse Lucien Servanty, 31400 Toulouse.

Lot n°11 : Groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM, sis 19 rue du Verger des Roches, 43100 Lamothe.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer :

- le lot n°1 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises Anne BAXTER (mandataire), pour un prix unitaire de 48,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°2 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises Bertrand BEDEL DE BUZAREINGUES (mandataire), pour un prix unitaire de 48,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°3 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises Alexandra SIDDI (mandataire), pour un prix unitaire de 50,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°4 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises ATELIER SERAPHIN Séverine Françoise (mandataire), pour un prix unitaire de 57,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°5 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises HELOU DE LA GRANDIERE Pauline (mandataire), pour un prix unitaire de 52,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°6 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM (mandataire), pour un prix unitaire de 60,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°7 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier à l'entreprise ALCADE Béatrice, pour un prix unitaire de 45,00€ HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°8 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier à l'entreprise ATELIER DE DORURE DAVID Sébastien, pour un prix unitaire de 45,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°9 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises ATELIER DU ROUGE-GORGE (mandataire), pour un prix unitaire de 54,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°10 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises IDRAC Claire (mandataire), pour un prix unitaire de 55,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois ;
- le lot n°11 du marché n°M9D5222DC pour Intervention de restaurations-conservation sur des œuvres du musée Fabre de Montpellier au groupement d'entreprises ROUGE CADMIUM, pour un

prix unitaire de 60,00 € HT (coût horaire de la prestation). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe AUBERT



Publiée le : 29 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 29 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Avenue de Montpellier ' avec
les constructeurs Tristan Carrara et
Patrice Souvignet sur la Commune de
Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, alinéa II ;
- Vu l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;

Considérant :

- le Permis de Construire (PC) n°34198 19 M0049 déposé en date du 07/08/2019 par T.Carrara et P.Souvignet sur une unité foncière de 1931m², constituée par les parcelles cadastrées AA0283 et AA0280 ;
- le projet porté par T.Carrara et P.Souvignet a pour objet la réalisation d'un centre médical avec un logement de fonction et d'une résidence hôtelière de 18 chambres ;
- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux d'aménagement de l'espace public, sur le réseau d'eau pluviale et sur le réseau d'adduction électrique ;

- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et Messieurs T.Carrara et P.Souvignet ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

Article 1 : Une convention de Projet Urbain Partenarial, dite « Avenue de Montpellier », sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Messieurs Tristan Carrara et Patrice Souvignet, dont le projet est annexé à la présente décision.

Article 2 : Le montant de la participation exigible auprès de Tristan Carrara et Patrice Souvignet s'élève à 160 414 €.

Article 3 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 5 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

Article 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9C0036VD de "Maintenance et
entretien en ferronnerie des déchèteries de
Montpellier Méditerranée Métropole" -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer le marché n° M9C0036VD de « Maintenance et entretien en ferronnerie des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13, R2162-14 du CCP relatif aux accords-cadres, pour une durée initiale d'un an. Il peut être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans soit 4 années au total ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- | | |
|--|------|
| ° Valeur technique au regard du mémoire technique | 60 % |
| ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif | 40 % |

- qu'après analyse, l'entreprise TAM ROCH, avenue du Moulin de la Jasse, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9C0036VD de « Maintenance et entretien en ferronnerie des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise TAM ROCH, avenue du Moulin de la Jasse, 34 750 Villeneuve-lès-Maguelone, accord-cadre sans montant minimum et sans montant maximum ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une durée initiale d'un an et peut être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans, soit 4 années au total.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réforme et cession
d'un petit train routier vétuste composé de
deux locomotives de marque Dotto Prat
immatriculées BX-581-ZM et CV-593-NG
et de trois wagons de marque Dotto Prat
immatriculés BX-616-ZM, BX-595-ZM et
BX-562-ZM**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un petit train routier en état de vétusté, composé de deux locomotives de marque Dotto Prat immatriculées BX-581-ZM et CV-593-NG ainsi que de trois wagons de marque Dotto Prat immatriculés BX-616-ZM, BX-595-ZM et BX-562-ZM,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ces véhicules du fait de leur vétusté et qu'il convient de les reformer et de les céder,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un petit train routier composés de deux locomotives de marque Dotto Prat immatriculées BX-581-ZM et CV-593-NG ainsi que de trois wagons de marque Dotto Prat immatriculés BX-616-ZM, BX-595-ZM et BX-562-ZM.

ARTICLE 2 : L'ensemble des véhicules est cédé à la SARL « Les Petits trains du Golfe » sise 703 route nationale chez Assist'Business 83 310 Grimaud.

ARTICLE 3 : Le prix de la cession est de 30 000 euros HT.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAFFRE



Publiée le : **11 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9C0030RI
d'acquisition de capteurs de places de
stationnement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'acquérir de capteurs de places de stationnement pouvant être intégrés au sein d'une plateforme de connectivité urbaine et de consolidation de données fournie par la Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché d'un accord-cadre pour une durée de 18 mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° analyse de la valeur technique – 60%
 - ° analyse au regard du prix des prestations – 40%

- qu'après analyse, l'entreprise SYNOX SAS, 836 Rue du Mas de Verchant, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9C0030RI de fourniture de capteurs de places de stationnement à l'entreprise SYNOX SAS, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 120 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à
l'acquisition des parcelles AI 302 et AI 303
en nature de voiries - Chemin du Nouau -
Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des propriétaires indivis pour céder les parcelles AI 302 et AI 303, en vue de l'aménagement du Chemin du Nouau,
- Vu la décision n°MD2020-053 du 21 février 2020, relative à l'acquisition auprès l'indivision SANZ, les parcelles AI 302 (129 m²) et AI 303 (145 m²) situées chemin du Nouau à Prades-le-Lez.

CONSIDÉRANT :

-qu'il convient d'acquérir les deux parcelles en nature de voirie situées Chemin du Nouau à Prades-le-Lez pour permettre l'aménagement de la voie,

- qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la décision n°MD2020-053, dans laquelle, il est indiqué que l'acquisition était consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie,
- qu'il est nécessaire de modifier le montant de l'acquisition de ces deux parcelles.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 2 de la décision n°MD2020-053 en date du 21 février 2020 relative au montant de l'acquisition auprès l'indivision SANZ, les parcelles AI 302 (129 m²) et AI 303 (145 m²) situées chemin du Nouau à Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès l'indivision SANZ, les parcelles AI 302 (129 m²) et AI 303 (145 m²) situées Chemin du Nouau à Prades-le-Lez.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie au prix de 30 € le mètre carré soit un montant global de 8 220 € à répartir entre les indivisaires.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 7 : D'autoriser toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'aides aux
acteurs économiques pour le paiement des
loyers du mois d'avril 2020 - Épidémie de
covid-19**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;

- que par décision n°MD2020-337, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire ;
- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19 ;

DECIDE:

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous ;

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000993	Madame	VIRGINIE CLAIRE DENISE	FOREST	470 €
ALE2020-001001	Madame	CAROLE	VOLAND	300 €
ALE2020-001008	Madame	YUJUAN	HENAUX WANG	500 €
ALE2020-001009	Madame	LINDA	SCALISI	500 €
ALE2020-001022	Madame	EVA	HOUDAYER	500 €
ALE2020-001024	Madame	SOPHIE	FERREIRA	50 €
ALE2020-001026	Madame	DJAMILLA	CHAKOUR	293 €
ALE2020-001027	Madame	STEPHANIE	ANTON	410 €
ALE2020-001028	Monsieur	MICHEL	PONSY	500 €
ALE2020-001029	Monsieur	MIMOUN	LAAROUSSI	500 €
ALE2020-001032	Monsieur	PHILIPPE	CHAZELLE	500 €
ALE2020-001034	Madame	SANDRINE	ANGLADE	500 €
ALE2020-001038	Madame	CLAIRE	BRELIVET	500 €
ALE2020-001040	Madame	BERENGERE	AUDIBERT	500 €
ALE2020-001041	Madame	CORINNE	ENJALBERT	500 €
ALE2020-001044	Monsieur	ANTHONY JEREMIE	ROJAS	500 €
ALE2020-001045	Monsieur	PIERRE	VIVES	500 €
ALE2020-001050	Madame	EVELYNE	BELMEKKI	500 €
ALE2020-001053	Madame	JULIE	VERRAES	500 €
ALE2020-001055	Monsieur	FRANK	MOUSSEAUX	315 €
ALE2020-001056	Monsieur	MICKAEL	AMANT	500 €
ALE2020-001061	Monsieur	RACHID	ARRAIS	500 €
ALE2020-001072	Monsieur	KIEN	HANG	500 €
ALE2020-001073	Monsieur	THANH	PHAM TRONG	260 €
ALE2020-001076	Monsieur	GIOVANNI	AIELLO	500 €
ALE2020-001078	Monsieur	NICOLAS	GUILLERME	500 €
ALE2020-001084	Madame	ANAÏS	TAGNITSAP	500 €
TOTAL				12 098 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000992	LOTUS BLEU	500 €
ALE2020-000994	MADAGASC'ARTS	500 €
ALE2020-000997	TITOU BOSS	500 €
ALE2020-000998	VLADIMIR	500 €
ALE2020-000999	PAMAL SARL	500 €
ALE2020-001000	LR CATERING	500 €
ALE2020-001002	MILGRAM	150 €
ALE2020-001003	SEVERAC ALBANE	500 €
ALE2020-001004	BADR	500 €
ALE2020-001005	LA QUINTESSENCE	500 €
ALE2020-001006	ALEXANDRE ANTONIENKO	346 €
ALE2020-001007	WOLF MOVEMENT	500 €
ALE2020-001010	DO THE FILM	500 €
ALE2020-001011	GUILLAUME LECLERE EXPLOITATION	500 €
ALE2020-001012	ENERGIE FIT	500 €
ALE2020-001014	IL ROMANTICO	500 €
ALE2020-001015	CELIA COIFFURE	500 €
ALE2020-001016	ZKS MOTORSPORT	500 €
ALE2020-001017	DURBESSON	500 €
ALE2020-001018	BRASSERIE ALVINDO	500 €
ALE2020-001019	L'ORCHIDEE BLEUE	500 €
ALE2020-001020	AUTO-ECOLE BOUTONNET	400 €
ALE2020-001021	COPY PHARMA - SCOPE SECURITE	500 €
ALE2020-001023	LE GYM'S	500 €
ALE2020-001030	MELOVAN	500 €
ALE2020-001031	ELANMAVALADEL	500 €
ALE2020-001033	LE COMPLEXE	500 €
ALE2020-001035	CITYZEN MARKET	500 €
ALE2020-001036	HOME SALAD MARIANNE	500 €
ALE2020-001039	INES.B	500 €
ALE2020-001042	ARTHUR DUPUY	500 €
ALE2020-001043	ZALEX	500 €
ALE2020-001046	S-LOOK	500 €
ALE2020-001047	ORCHIS INGENIERIE	500 €
ALE2020-001048	OPTIQUE SAINT DENIS	500 €
ALE2020-001049	SMART CORNER	500 €
ALE2020-001051	DEFI NUMERIQUE	500 €
ALE2020-001052	SK FOOD	500 €
ALE2020-001054	CMD	500 €
ALE2020-001057	MADEMOISELLE	500 €
ALE2020-001058	SUD (STUDIOS UNITES DANSES)	500 €
ALE2020-001059	AMB TRANSAC	500 €

ALE2020-001060	COCOON	500 €
ALE2020-001062	ISFAM	500 €
ALE2020-001063	COLL GAUCH	500 €
ALE2020-001064	INSTITUT	500 €
ALE2020-001065	HOUEIX L-L	500 €
ALE2020-001066	AGI TECHNIQUE	500 €
ALE2020-001067	ECOLE D'EDUCATION ROUTIERE	500 €
ALE2020-001069	CONFORT PLOMBERIE 34	150 €
ALE2020-001070	THEODORE	500 €
ALE2020-001071	FRATELLU	500 €
ALE2020-001074	PSY'LIEN	500 €
ALE2020-001075	AU PETIT RELAIS	500 €
ALE2020-001077	MACCHERONI	500 €
ALE2020-001079	PIOUZZI	500 €
ALE2020-001080	CHAPAUBEN	500 €
ALE2020-001081	FIFAMILLY	500 €
ALE2020-001082	D & D RESTO	500 €
ALE2020-001083	A.C.O.	500 €
TOTAL		29 046 €

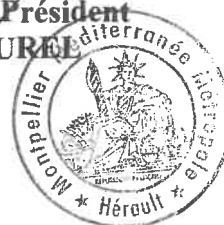
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0034RI
- Structuration de l'infocentre existant et
création de nouvelles data bases métiers -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret du Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de relancer un infocentre pour Montpellier Méditerranée Métropole qui en possède un depuis 2004 pour différents domaines métiers ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 pour une durée de un an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique :
 - Moyen humains et qualifications du personnel affecté au vu des CV – 20 points
 - Références dans le secteur des collectivités territoriales – 10 points

- Dispositions d'organisation prévues et les moyens mis en œuvre par le candidat pour assurer le bon déroulement de la prestation – 30 points

° offre économique au regard du DQE – 40 points

- qu'après analyse, l'entreprise PRODWARE SA, 45 quai de seine 75019 PARIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M0B0034RI de structuration de l'infocentre existant et création de nouvelles data bases métiers à l'entreprise PRODWARE SA, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa date de modification. Sa durée est de un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AY 82 - Lieudit La Vene -
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur Jean-Christophe DAVID pour céder la parcelle AY 82, Lieudit La Vene à Cournonsec, d'une superficie de 2 164 m²,
- Considérant la nécessité de créer un bassin de rétention sur la parcelle AY 82, dans le cadre des travaux sur l'aménagement de la RM 5 avec notamment la création de la piste cyclable le long de la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Jean-Christophe DAVID la parcelle AY 82 d'une superficie de 2 164 m² située sur la commune de Cournonsec, en vue de la création d'un bassin de rétention.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 14 246 euros décomposé comme suit :

- une indemnité principale de 3 246 euros soit 1,50 €/m²,
- une indemnité de perte de végétal de 4000 euros ;
- une indemnité pour déplacement du forage et reconstitution du circuit d'arrosage de 4 000 euros ;
- une indemnité de 3 000 euros pour perte de haie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision visant à modifier la décision
n°M2017-1024 relative à l'attribution du
marché n°4939DC17 d'acquisitions de cd
et dvd pour le réseau des médiathèques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision n°D2017-1024 en date du 09 janvier 2018 relative à l'attribution du marché n° 4939DC17 d'acquisitions de CD et DVD pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- CONSIDERANT :
 - qu'il convient de modifier la décision n° D2017-1024 en date du 09 janvier 2018 à l'article 2 de ladite décision et de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage relative
aux travaux de construction d'un
collecteur pluvial sur le site du CHU à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
 - Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020, donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur Général des Services,

CONSIDÉRANT :

- que suite à la nouvelle connaissance du risque inondation sur le site du CHU, le CHU doit réaliser la déconnexion de son réseau pluvial du cadre enterré du Font d'Aurelle et la construction d'un nouveau collecteur pluvial et que Montpellier Méditerranée Métropole doit réaliser les aménagements de protection du CHU contre les inondations du Font d'Aurelle,
- qu'une maîtrise d'œuvre globale a été envisagée et qu'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a été signée début 2020 entre le CHU et Montpellier Méditerranée Métropole pour le suivi de la maîtrise d'œuvre de conception des travaux du collecteur pluvial,
- qu'à l'issue des phases de conception et en raison de la proximité des aménagements, les travaux du mur de protection contre les inondations et du collecteur pluvial devront être réalisés simultanément dans un souci de mutualisation des moyens et de coordination des interventions sur le site du CHU.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux de construction d'un collecteur pluvial sur le site du CHU à Montpellier entre le CHU domicilié 191 avenue du Doyen Gaston Giraud 34295 Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sis 50 place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole et du CHU est fixée en annexe 2 de la présente convention. Elle sera ajustée au coût définitif à l'issue des travaux et comprend le coût des travaux, les frais de maîtrise d'ouvrage, les frais d'études, de contrôle et de réception.

La convention prend effet à la date de la dernière signature apposée par les parties. Elle est conclue jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement des travaux.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 24 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
cofinancement d'étude couplée du plan
climat air énergie territorial et du schéma
directeur des énergies entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Caisse des
dépôts et consignations**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole
- Vu la délibération n 13815 du 26 mai 2016 approuvant la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des dépôts et consignations
- Vu la délibération M2019-270 du 20 juin 2018 approuvant la révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II;

- CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CDC ont signé un protocole de partenariat 2016-2018 le 25 novembre 2016 qui a identifié les projets de la Métropole sur lesquels les Parties s'engagent à coopérer afin de permettre aux élus de répondre aux enjeux de leur territoire en termes de développement et de rayonnement.

- que Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition de devenir un Territoire neutre en carbone en 2050. La stratégie pour y parvenir a été précisée via la délibération M2019-555 du 18 novembre 2019 en déclinant 14 orientations.

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également construire, en partenariat avec les acteurs locaux, l'évolution coordonnée de ses réseaux de distribution d'énergie en lien avec l'aménagement du territoire dans une démarche prospective via la réalisation d'un schéma directeur des énergies (SDE). L'objectif est d'aider la Métropole à réaliser un état des lieux de l'existant, un exercice de projection sur le devenir des réseaux aux horizons 2030, 2050 et de fournir différents scénarii qui permettront de décider d'un plan d'actions. L'objectif est d'anticiper et de programmer les évolutions des réseaux, et de mieux piloter la mise en adéquation entre les besoins et la production disponible, d'une façon territorialisée en cohérence avec le projet de territoire et ses déclinaisons dans le Schéma de Cohérence Territorial et le Plan Local Urbain Intercommunal.

- que la démarche couplée PCAET/SDE relève donc avant tout d'une démarche partenariale, qui doit permettre de définir un scénario d'approvisionnement énergétique du territoire. Ce scénario devra proposer une évolution coordonnée des différents réseaux énergétiques, qui prenne en compte le développement et le renouvellement urbain, les objectifs air-énergie-climat de la collectivité et les contraintes technico-économiques des gestionnaires de réseaux.

- que la Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, mieux répondre à leurs besoins.

- que via la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective notamment en faveur de la transition énergétique et écologique.

- que la présente convention d'application entre les Parties précise les modalités de la participation financière de la Banque des Territoires à l'étude couplée PCAET/SDE avec notamment l'octroi d'une subvention à Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant maximum total de 120 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de cofinancement avec la Caisse des Dépôts.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cet affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 93 logements locatifs
sociaux à Baillargues - Attribution de
subventions à la SA d'HLM CDC Habitat
Social - Conventions - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,

Considérant :

- la compétence en matière de politique locale de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de laquelle elle mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs,
- la sollicitation de la Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social auprès de Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 93 logements sociaux correspondant à trois opérations dont les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel sont détaillés dans le tableau joint en annexe,

- le concours de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations, proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social,
- le droit à réservation ouvert par la subvention accordée, portant sur 5% des logements des opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, formalisé par la signature d'une convention,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM CDC Habitat Social :

- 15 000 € pour la réalisation de 15 logements sociaux, opération « Salvador Dali » à Baillargues ;
- 18 000 € pour la réalisation de 18 logements sociaux, opération « Route de Nîmes » à Baillargues ;
- 60 000 € pour la réalisation de 60 logements sociaux, opération « Truc du Roue » à Baillargues ;

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de leur versement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la construction de 32
logements, route de Saint Vincent à
Prades-le-Lez - Attribution de subventions
à la SA d'HLM 3F Occitanie - Conventions
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- la compétence en matière de politique locale de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de laquelle elle mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs ;
- la sollicitation de la Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie auprès de Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'opération de construction de 32 logements sociaux résidence neufs, résidence « Saint Vincent » route de Saint Vincent à Prades-le-Lez, dont les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel sont détaillés dans le tableau joint en annexe ;

- le concours de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations, proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social ;
- le droit à réservation ouvert par la subvention accordée, portant sur 5% des logements des opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, formalisé par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'apporter une subvention de 32 000 € à la SA d'HLM 3F Occitanie pour la réalisation de 32 logements sociaux, résidence « Saint Vincent » à Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Clôture du mandat d'étude POPAC **Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L2122-23 ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la convention de mandat notifiée en date du 16 septembre 2016 au bénéfice de la SA3M ;

Considérant :

- que l'ensemble des missions prévues dans le cadre de ce mandat ont été réalisées à savoir la réalisation de diagnostics multi-critères sur les bâtiments Espérou, Pic Saint-Loup, l'Hortus, Font del Rey, Plein Ciel, Bonnier de la Mosson, Terrasse les allées du bois et Résidence du Lac, sur le quartier de la Mosson et que le mandat délivré à la SA3M peut donc être clos ;
- qu'une décision a été prise conformément à l'article L300-3 du code de l'urbanisme

DECIDE

ARTICLE 1 : De clore le mandat d'études entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant de délégation de fonction.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 25 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA

Publiée le : 25 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 25 JUIN 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 7 logements sociaux -
Résidence ' L'Edda ' - Allée des Frères
Grimm à Montpellier - Garantie
d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA
Languedocienne - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- **Vu** les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- **Vu** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013,
- **Vu** le contrat de prêt n°109431 en annexe signé entre la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence "L'Edda", 12 allée des Frères Grimm à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Miralles à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 625 242 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°109431 joint en annexe ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 625 242 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°109431, constitué de 4 lignes du prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 27 logements sociaux -
Résidence ' Fac Story ', rue de la Piscine à
Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA
d'HLM Patrimoine SA Languedocienne -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- Vu le contrat de prêt n°106103 en annexe signé entre la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous nommée « l'Emprunteur »,

réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 27 logements locatifs sociaux neufs, résidence "Fac Story", 51 rue de la piscine à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Proméo comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz à Montpellier,

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 146 636 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°106103 joint en annexe,
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 146 636 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°106103, constitué de 4 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 17 logements sociaux -
Résidence ' Liberté ' - Rue de la Cité
Verdier à Montpellier - Garantie
d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA
Languedocienne - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- **Vu** les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- **Vu** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- **Vu** le contrat de prêt n°108943 en annexe signé entre la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 17 logements locatifs sociaux neufs, résidence "Liberté", rue de la Cité Verdier à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur European Homes, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Lhenry à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 772 425 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°108943 joint en annexe ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 772 425 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°108943, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 7 logements sociaux -
Résidence ' Silk ' - Avenue Georges Frêche
à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à
la SA d'HLM Patrimoine SA
Languedocienne - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- Vu le contrat de prêt n°109357 en annexe signé entre la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence "Silk", 820 avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Angelotti comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Shema à Paris ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 740 629 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°109357 joint en annexe ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 740 629 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°109357, constitué de 4 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la construction de 14
logements sociaux - Résidence '
Calligraphie ' - 54 avenue Georges
Clemenceau à Fabrègues - Garantie
d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat
Social - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- Vu le contrat de prêt n°107661 en annexe signé entre la SA d'HLM CDC Habitat Social, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM CDC Habitat social, ci-dessous nommée « l’Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 14 logements locatifs sociaux neufs, résidence "Calligraphie", 54 avenue Georges Clémenceau à Fabrègues. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Pascal MEGIAS à Aigues Mortes ;
- que l’Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 322 511 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°107661 joint en annexe ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l’octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d’une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l’action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 322 511 € souscrit par l’Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°107661, constitué de 4 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l’Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché de maîtrise d'oeuvre pour
l'opération de réhabilitation du pavillon
ouest et de traitement des façades de
l'Agora, Cité internationale de la danse**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, I ;
- Vu la décision n°MD2019-065 attribuant le marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de L'Agora, Cité internationale de la danse, située à Montpellier, au groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Frédéric FIORE, Architecte du Patrimoine, sise à Montpellier, pour un montant de 49 335,00 euros HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises) et une durée de 15 mois ;

Considérant :

- que la complexité de l'objet du présent marché a rendu nécessaire l'augmentation des délais d'études, notamment en phase APS et APD, de façon à procéder à toutes les investigations nécessaires et prendre en compte tous les paramètres techniques de l'opération, liés à la nécessaire

préservation et mise en valeur de ce bâti protégé au titre des Monuments Historiques, et consulter les différents intervenants institutionnels concernés par l'opération (DRAC, SDIS 34) ;

- que les travaux s'insèrent dans l'ensemble du site de l'Agora, Cité internationale de la Danse, équipement métropolitain utilisé de manière permanente par plusieurs associations et qu'il convient de prendre en compte les paramètres d'utilisation de l'équipement par les associations utilisatrices des lieux, afin de planifier l'opération de travaux dans les meilleures conditions, de façon à ne pas impacter trop fortement l'utilisation générale du site ;

- qu'en raison des mesures de protection des salariés qui devront être mises en œuvre lors du déroulement des travaux en raison de l'épidémie de COVID-19, afin de limiter autant que possible la co-activité des entreprises lors des travaux, la durée prévisionnelle de ceux-ci sera nécessairement allongée ;

- qu'en conséquence, il est nécessaire d'acter une prolongation du délai global du marché d'une durée de 24 mois, le portant à 39 mois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de l'Agora, Cité internationale de la danse, conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Frédéric FIORE, Architecte du Patrimoine, sis à Montpellier, portant la durée du marché à 39 mois.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant mentionné à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2001230-4 TA - Alain CLAMOUSE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°2001230-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alain CLAMOUSE le 10 mars 2020 tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à une chute à vélo dont il a été victime sur une piste cyclable sise sur la commune de Pignan,

Considérant qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001230-4 par Monsieur Alain CLAMOUSE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Caroline PILONE, Avocate.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie
et du Climat (ALEC) au titre de l'année
2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole inscrit depuis plusieurs années son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Elle en a approuvé les statuts par délibérations n°7913 du 2 octobre 2007 et n°14714 du 28 juin 2017.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler en 2020 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour un montant de 1882€.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'élargissement du
périmètre et à la modification du
programme d'équipements publics du
Projet Urbain Partenarial (PUP) ' Route
Impériale ' ainsi qu'à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
avec la société ' GGL Groupe ' sur la
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, alinéa II ;

Considérant :

- le Permis de Construire (PC) n°034 022 20 M 0004 déposé en date du 30/01/2020 par la société « GGL Groupe » sur une unité foncière de 5 074 m², constituée par les parcelles cadastrées AC 15, 16, 17, 18, 20 ;
- la délibération du conseil de Métropole n°14533, en date du 29/03/2017, instaurant le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) « Route Impériale » ;

- que l'unité foncière sur laquelle est déposé le PC n°034 022 20 M 0004 est plus large que celle du périmètre initial de PUP « Route Impériale » ;
- qu'il y a lieu d'agrandir le périmètre de PUP « Route Impériale » pour intégrer les parcelles cadastrées AC 18 et 20 ;
- la délibération du conseil de Métropole n°14533, en date du 29/03/2017, fixant la répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale » ;
- la délibération n°M2020-15, en date du 31/01/2020, modifiant la répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale » sur la base de la construction de 148 logements ;
- le PC n°034 022 20 M 0004 déposé par la société « GGL Groupe », en date du 30/01/2020, relatif à la construction de 71 logements ;
- le PC n°034 022 17 M 0009, délivré le 20/03/2017 à la SCCV Impériale, relatif à la construction de 108 logements ;
- qu'à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale », 179 logements vont être construits à terme ;
- qu'il y a lieu de modifier le tableau de répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du PUP « Route Impériale » ;
- le PC n°034 022 20 M 0004 déposé en date du 30/01/2020 par la société « GGL Groupe », représentée par Monsieur Jacques GUIPPONI, sur les parcelles cadastrées AC 15, 16, 17, 18, 20 ;
- le périmètre du PUP « Route Impériale » ;
- que les parcelles cadastrées AC 15, 16, 17, 18 et 20 sont situées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale » ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et « GGL Groupe » ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

Article 1 : Le périmètre du PUP « Route Impériale » est modifié conformément au plan figurant à l'annexe 1.

Article 2 : Le tableau de répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale » est modifié conformément au tableau apparaissant à l'annexe 2.

Article 3 : Une convention de Projet Urbain Partenarial est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et « GGL Groupe » représentée par Jacques GUIPPONI, son projet figure à l'annexe 3.

Article 4 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « GGL Groupe », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 574 589 €.

Article 5 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la convention précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

Article 6 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial précitée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4233EA16 -
Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de
protection contre les inondations du
Coulazou sur la commune de Fabrègues -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
 - Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
 - Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°D2017-457 du 20 juin 2017 attribuant le marché n°4233EA16 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues au CABINET MERLIN, sis Multiparc du Salaison – bât 9 – 145 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues, pour un montant de 114 120,00 € HT et d'une durée prévisionnelle de 48 mois ,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de fixer le forfait de rémunération définitif des éléments de mission du maître d'œuvre et d'introduire un prix supplémentaire pour l'étude d'une solution non prévue initialement dans le programme de l'opération.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4233EA16 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues au CABINET MERLIN, sis Multiparc du Salaison – bât 9 – 145 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues. L'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant du marché public. Le montant du présent avenant est de 20 923 € HT d'où un nouveau montant du marché public s'élevant à 135 043 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 2 366 m²
située impasse des Mourons - ZAC
Cambacérès - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu les photos constatant la désaffectation d'un ancien tronçon de voirie, impasse des Mourons à Montpellier,
- Considérant que dans le cadre opérationnel de la ZAC Cambacérès et le remailage viaire en cours sur ce secteur, il est nécessaire de déclasser une emprise de 2 366 m², impasse des Mourons à Montpellier, correspondant à un ancien tronçon de voie bordant les parcelles cadastrées SV 3, SV 4 et SV 5,
- Considérant que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'une emprise de 2366 m² située impasse des Mourons à Montpellier, dans la ZAC Cambacérès, correspondant à un ancien tronçon de voie aujourd'hui inutilisé.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public, et intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise située dans la section cadastrale SV.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



26 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°5 -
Marché n°4025MG16 "Prestation de
Télésurveillance, intervention de sureté et
sécurité des équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu l'article 4 de l'ordonnance du n°2030-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 qui autorise les acheteurs à prolonger par voie d'avenant, là aussi sans conditions de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire ;
- Vu le marché n° 4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole », notifié le 20/09/2016, à la société GLCE Littoral, sise Chemin de Borie 34 170 Castelnau-le-Lez, ayant une durée de 9 puis 12 mois reconductible 3 fois ;
- Vu l'avenant n°1 concernant la suppression du report de la prestation de Télésurveillance sur un PC extérieur (article 11.3 du CCTP) effective au 1^{er} janvier 2019. Avenant en moins-value de 15 840 € HT ;
- Vu l'avenant n°2 qui rajoute une ligne au Bordereau des Prix Unitaires s'intitulant : « Forfait d'intervention sur déclenchement » dont le montant est de 70 € HT ;
- Vu l'avenant n° 3 qui rajoute un bâtiment à la prestation de télésurveillance des sites : le domaine d'Ô, situé 178 Rue de la Carrierasse 34090 Montpellier, sans incidence financière ;
- Vu l'avenant n°4 prolongeant le présent marché pour une durée de 1 mois. Avec fin au 20 juillet 2020. Montant rectifié de l'avenant n°4, *cf infra* : 54 278,82 € HT ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus et le confinement qui en découle, les différentes mesures de protections sanitaires impactent les procédures de passation ainsi que l'exécution des contrats tant du côté de la personne publique que des opérateurs économiques en raison des effectifs considérablement réduits et des présences physiques impossibles quand elles sont requises (visites de locaux, chantiers de travaux publics, prestation de formation, livraisons de fourniture, remise d'échantillons etc...) ;
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont donc à prévoir dans le cadre de la finalisation et de la mise en ligne des dossiers de consultation pour la personne publique, des réponses aux marchés publics ou aux marchés subséquents pour les opérateurs économiques ;
- que ces circonstances ou sujétions imprévues permettent, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, articles L2194-3° et R2194-5°, de modifier le marché dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait le prévoir ;
- que tenant compte de ce qui précède, il est nécessaire de prolonger la durée du marché n°4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » pour une durée de 3 mois, soit jusqu'au 20 octobre 2020 ;
- que le présent avenant n°5 a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre ;
- que de plus, le montant de l'avenant n°4 doit être modifié à la somme de 54 278,82 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°5 au marché n° 4025MG16 «Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole» avec la société GLCE Littoral, modifiant l'article 3 « Durée du marché » de l'Acte d'engagement de la manière suivante : « Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois du 21 juin 2016 au 20 juin 2017 ou de la date de notification du marché au 20 juin 2017 si la notification est postérieure au 21 juin 2016. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour les deux premières reconductions et de 1 an et 4 mois pour la dernière période d'exécution, soit jusqu'au 20 octobre 2020 ».

ARTICLE 2 : L'avenant n°5 est d'un montant de 217 115,28 € HT (soit 260 538,34 TTC) pour la partie forfaitaire; portant le nouveau montant pour la partie forfaitaire du marché à 868 461,12€ HT (soit 1 042 153,34 € TTC).

ARTICLE 3 : De rectifier le montant de l'avenant n°4 à 54 278,82 € HT.

ARTICLE 4 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°5 au marché 4025MG16 visées à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **23 JUIN 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux marchés de travaux
d'aménagement de la médiathèque
centrale Émile Zola pour l'intégration de
l'offre de la médiathèque Federico Fellini -
Phases 2 à 4 (mandat SA3M) - Attribution
du lot 7 - Tribune - Fauteuils**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 juillet 2017, transmise en préfecture le 31 juillet 2017 et notifiée le 17 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- Vu l'arrêté n°2020-0050 du 23 avril 2020, portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services ;

CONSIDÉRANT :

- que les travaux de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini ont démarré en 2019 par une phase 1 consistant en la rénovation d'un auditorium au rez-de-chaussée du bâtiment, et doivent aujourd'hui se poursuivre par les travaux sur le forum de l'actualité et l'espace jeux vidéo (phase 2), par la création de l'espace cinéma en mezzanine au 1^{er} étage (phase 3) et par la réorganisation des services internes au R+3B (phase 4, en tranche optionnelle);
- qu'une procédure adaptée a été lancée en juillet 2019 conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec possibilité de négociation, pour une durée de 14 mois prévisionnellement à compter de janvier 2020;
- qu'en l'absence d'offre, cette procédure a conclu à une infructuosité pour le lot 7 – Tribunes – Fauteuils;
- qu'il a donc été décidé de lancer une consultation sans publicité ni mise en concurrence préalables pour ce lot le 09 mars 2020, en application de l'article R2122-2 du code de la commande publique;
- que l'entreprise SAS PISTRE ET FILS, déjà attributaire du lot 05 Menuiseries intérieures, a été consultée et présentait l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché du lot 7 – Tribunes – Fauteuils à l'entreprise SAS PISTRE ET FILS, route de Saint-Pons 81270 LABASTIDE ROUAIROUX, pour un montant de 47 994,51 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois (hors période de parfait achèvement).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le présent marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société
ALPHAOMEGAGREEN dans l'Hôtel
d'entreprises du Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire.
La société ALPHAOMEGAGREEN, représentée par Monsieur Frédéric STIER, est une société spécialisée dans l'accompagnement commercial et technique de projets liés aux énergies renouvelables.
Elle est candidate à la location des lots B02F-2 (76.10 m²) à partir du 01/07/2020 puis du B02F-3 (47,30 m²) à partir du 01/09/2020 soit une surface totale de 123.40 m². La durée du bail est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021.
La société compte actuellement 7 salariés et prévoit un effectif de 20 personnes d'ici la fin de l'année.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALPHAOMEGAGREEN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Procédure
d'expulsion TGI - Gens du voyage - Avenue
des bigos à Vendargues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- **VU** l'occupation sans autorisation par un groupe de gens du voyage de la parcelle cadastrée BB n°352 sise à Vendargues, propriété du domaine privé de la Métropole ;

Considérant qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation la parcelle BB n°352 sise à Vendargues.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 17 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la
construction de 165 logements sociaux
d'insertion- Résidence sociale ' La Croix
Verte ', 590 rue de la Croix Verte à
Montpellier - Abrogation de la délibération
n°M2019-120 - Garantie d'emprunts à la
SA d'Economie Mixte ADOMA-
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- Vu le contrat de prêt n°107029 en annexe signé entre la SA d'économie mixte ADOMA, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDÉRANT :

- que par délibération n°M2019-120 du 22 mars 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 6 308 430 € souscrit par la SA d'économie mixte ADOMA, ci-dessous nommée l'Emprunteur », auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 165 logements sociaux d'insertion neufs, résidence sociale « La Croix verte », 590 rue de la croix verte à Montpellier (34000). Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity, comprend 165 logements sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Il a été conçu par le cabinet d'architecture Thomas Landemaine domicilié à Montpellier ;
- que l'Emprunteur, ayant souhaité mobiliser un autre financement auprès de la CDC annulant et remplaçant le précédent, demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le remboursement d'un nouveau prêt d'un montant total de 4 823 430 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 107029 joint en annexe.
- qu'en raison de ces changements, il convient d'abroger la délibération n°M2019-120 du 22 mars 2019 ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100% ouvre un droit à réservation portant sur 20 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'abroger la délibération n°M2019-120 du 22 mars 2019 ;

ARTICLE 2 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 4 823 430 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°107029, constitué de 2 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **26 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Epidémie de covid-19 - Prolongation du
dispositif d'aide au paiement du loyer sur
le mois de mai 2020 à destination des
entreprises occupant les locaux du parc
immobilier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C91I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dîtes de minimis,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

- Vu la Décision n° MD2020-337, du 29 avril 2020 relative au dispositif d'aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises,

- qu'il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires du parc immobilier privé dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives,

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales.

- Qu'il y a lieu de reconduire le dispositif d'aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 2. Cette aide est égale au montant du loyer du mois de mai 2020 incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 500 € au maximum.

ARTICLE 2 : Peuvent bénéficier de l'aide prévue à l'article 1, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel, et que le bailleur n'est pas Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 3° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté du ministre de la Santé du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus (début d'activité au plus tard le 14 décembre 2019) ;
- 4° Être dans un cas de fermeture administrative causé par l'état d'urgence ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport à mars 2019 sur la base d'une attestation comptable déclarant les chiffres d'affaires mars 2020 et de mars 2019 ;
- 5° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 6° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 €, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 doit être inférieur à 41 667 €, sur la base d'une attestation comptable ;
- 7° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € au titre du dernier exercice clos, sur la base d'une

attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois, sur la base d'une attestation comptable ;

8° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

ARTICLE 3 : D'approuver les termes de la convention type annexée à la présente décision et d'autoriser la signature de toutes les conventions d'attribution à venir entre chaque bénéficiaire et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

ARTICLE 4 : La dépense correspondant à l'aide prévue à l'article 1 sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M0B0040DC - Lot n°3 à l'accord-cadre
n°M8D0036DC (anciennement 4112DC)
pour le transport des œuvres de
l'exposition "L'impressionnisme et le
Canada - Nouveaux horizons" au musée
Fabre de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent au lot n°3 de l'accord-cadre n° M8D0036DC (anciennement n°4112DC16) pour le transport des œuvres de l'exposition « L'impressionnisme et le Canada – Nouveaux horizons » au musée Fabre ;

- qu'une lettre de consultation a été adressée le 28 mai 2020 aux 3 titulaires de l'accord-cadre n°M8D0036DC au lot n°3 (LP ART, AXAL-ARTRANS et ATLANTIC LOGISTIQUE) selon les modalités fixées à l'article 1.5 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique : 60%
 - 2- Prix : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, sise 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M0B0040DC à l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC16) pour le transport des œuvres de l'exposition « L'impressionnisme et le Canada – Nouveaux horizons » Lot 3 – Transport aller et retour des œuvres en provenance des pays hors Etats-Unis à l'entreprise LP ART, pour un montant global et forfaitaire de 36 765,00 € H.T., soit 37 270,00 € T.T.C. (Certaines prestations ne sont pas taxables). Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
4463EA16 "Assistance foncière en vue de
la réalisation de projets sur les ouvrages
hydrauliques et d'assainissement" sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2017-172 du 2 mai 2017 attribuant le marché 4463EA16 Assistance foncière en vue de la réalisation de projets sur les ouvrages hydrauliques et d'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, marché multi-attributaires aux entreprises SCET, SETIS et groupement FIT CONSEIL/TPFI dont la société FIT CONSEIL est le mandataire, pour un montant estimatif de 267 750 euros HT et pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient de modifier la décision précitée afin de préciser que la dépense peut être imputée aussi bien sur le budget principal que sur les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE :

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société CREATIVE
MONSTERS dans l'Hôtel d'entreprises du
Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. La société CREATIVE MONSTERS, représentée par Monsieur Ahmed Lamine MESSAOUDI, est une SASU spécialisée dans la création graphique, l'impression et la production de supports publicitaires, la gestion de réseaux sociaux et création de sites web. Déjà locataire du B10A-5 situé dans le même lot partagé, elle est candidate à la location du lot B10A-2 d'une surface totale de 25 m² pour une durée ponctuelle de 2 mois et demi. La société représente actuellement un emploi et prévoit d'accueillir deux stagiaires dans ce nouveau lot. Elle envisage l'embauche d'un salarié en septembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1: La candidature de la société CREATIVE MONSTERS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 18 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Risques Pluvial et Inondation (RPI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire des
parcelles cadastrées MW n°248 et 227, NP
n°48, 174 et 176, sises commune de
Montpellier - Travaux de protection du site
du CHU contre les inondations du ruisseau
Font d'Aurelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur Général des Services ;
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 54 758 m² environ portant sur les parcelles cadastrées MW n°248 et 227, NP n°48, 174 et 176, sises commune de Montpellier et appartenant au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) de Montpellier, pour une durée de 24 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT : que l'occupation temporaire d'une surface de 54 758 m² environ, à prendre sur les parcelles cadastrées MW n°248 et 227, NP n°48, 174 et 176, sises commune de Montpellier et appartenant au CHU de Montpellier, pour une durée de 24 mois est nécessaire pour permettre la réalisation des travaux de construction d'un mur d'endiguement le long de l'avenue du Doyen Gaston Giraud, de rehausse des accès au site et de pose d'un collecteur pluvial dans le cadre de la protection du site du CHU contre les débordements du ruisseau Font d'Aurelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU de Montpellier, représenté par M. Thomas LE LUDEC, en qualité de directeur général, pour une durée de 24 mois sur une emprise de 54 758 m² environ à prendre sur les parcelles cadastrées MW n°248 et 227, NP n°48, 174 et 176, sises commune de Montpellier appartenant au CHU de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 907.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 JUIN 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 19 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société GOOGLE
FRANCE dans l'Hôtel French Tech à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- Vu la délibération n°13560 du 27 janvier 2016 relative à la préfiguration du bâtiment totem dédié au numérique dans les locaux de l'ancien hôtel de ville de Montpellier, et l'autorisation d'occupation temporaire consentie par la Ville de Montpellier ;
- Vu la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018 relative aux tarifs 2019 pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien hôtel de ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans ;

- la candidature de la société GOOGLE FRANCE en vue de la mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis Ponge à Montpellier pour l'animation d'un atelier numérique. Cet espace de formation, dédié au numérique, accompagnera un large public (étudiants, parents, gérants de PME ou d'association...) vers une meilleure maîtrise des outils numériques et innovants.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société GOOGLE FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : La mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 12 août 2020, date de signature de la convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. Le tarif de location du lieu, précisé dans la convention, est déterminé au prorata de l'utilisation horaire des locaux et de la superficie mise à disposition.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subvention à l'Université de Montpellier
dans le cadre de la programmation 2015-
2020 du CPER, pour la rénovation du
bâtiment historique de la Faculté de
Médecine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, I ;
- Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13885 du 30 juin 2016 relative à la programmation 2015-2020 du Contrat Plan Etat-Région stipulant que le volet Enseignement supérieur, recherche et innovation représente 140 M€ au total d'investissements publics attendus, dont 47,2 M€ de l'État, 50,3 M€ de la Région et 15,1 M€ de la Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- qu'avec la plus ancienne Faculté de Médecine du monde occidental encore en activité (elle fête en 2020 ses 800 ans), et la plus moderne avec le nouveau bâtiment inauguré en 2017, Montpellier est historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la santé. Montpellier Méditerranée Métropole qui a affiché sa volonté de placer la santé parmi les principaux piliers de son

développement a lancé officiellement en novembre 2016 « Montpellier Capital Santé ». Cette démarche structurante sur la santé vise à fédérer et mobiliser les acteurs de l'écosystème santé du territoire (chercheurs, médecins, entreprises, acteurs institutionnels ...) afin de renforcer le développement et la visibilité de la filière, l'attractivité du territoire, mais aussi pour faire de la Métropole de Montpellier un territoire santé, afin de créer un environnement favorable au bien-être des citoyens. Pour renforcer son engagement en faveur de la santé sur le territoire, la Métropole de Montpellier a positionné son Pacte Métropolitain d'Innovation signé avec l'Etat début 2017 sur la santé, mobilisant ainsi près de 12 M€ pour des projets sur le territoire.

- que, dans le cadre du CPER 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité intervenir dans le projet de réhabilitation de la faculté historique de Médecine et dans la valorisation des œuvres anatomiques du musée attenant ;

- que ce bâtiment historique doit devenir un lieu privilégié de diffusion de la culture scientifique et universitaire, à destination non seulement des étudiants mais aussi d'un public plus large et diversifié : lieu de connaissance et de transmission des savoirs, il s'ouvrira au grand public et ce d'autant plus qu'il est situé au cœur de la vieille ville de Montpellier. Les aspects patrimoniaux et muséaux seront mis en exergue dans le cadre d'une valorisation de la salle d'anatomie, du conservatoire d'anatomie, du musée Atger et des fonds anciens de la bibliothèque ;

- que le budget total du projet s'élève à 7,1 M€, dont une participation prévue de l'Etat à hauteur de 4,1 M€ et une participation de la Métropole à hauteur de 3 M€ et que l'Université de Montpellier, représentée par son Président Philippe Augé, a déposé auprès de la Métropole une demande de subvention 2020 sur ce projet pour un montant de 700 k€ ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention d'un montant de 700 k€ (sept cent mille euros), pour l'exercice 2020, sous réserve de la signature d'une convention, à l'Université de Montpellier, dont le siège est situé 163 rue Auguste Broussonnet – 34090 MONTPELLIER et représentée par son Président Philippe Augé.

Cette subvention vise la mise en sécurité urgente du bâtiment historique de la Faculté de Médecine.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole, et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURBI



Publiée le : 29 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la régularisation du
transfert de propriété du poste de
refoulement de l'ancienne station
d'épuration de la commune de Cournonsec
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Cournonsec n° 2020-020 du 4 juin 2020,
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Cournonsec utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

- Considérant que, d'un commun accord, le terrain et ouvrage ci-dessous est transféré dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Courmonsec, d'un équipement au titre de la compétence Eau et Assainissement tel que désigné ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
PR ancienne STEP	AH n° 7	3 065	Apport SIVOM 2423 (inventaire non individualisé)	Incluse dans la valeur vénale portée à l'inventaire « Apport SIVOM 2423 » soit 547 378.12€

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notarié étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation Etudes Evaluation
Service Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la gratuité de
l'abonnement à distance au réseau des
médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole - Tarification
provisoire du 25 mars au 31 juillet 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,
- Vu la délibération n°M2019-777 en date du 18 décembre 2019 portant fixation des tarifs 2020 pour Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise, il est nécessaire d'accompagner le plus grand nombre pendant la période de confinement et de fermeture des médiathèques ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité ouvrir gratuitement et à tous l'accès à l'offre culturelle en ligne du réseau des médiathèques (livres numériques PNB, films et documentaires, presse en ligne, autoformation...) ;
- qu'il convient de modifier la tarification applicable aux habitants des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole.

D É C I D E

ARTICLE 1 : La gratuité est instaurée aux habitants des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'abonnement à distance au réseau des médiathèques sur la période du 25 mars au 31 juillet 2020 ;

ARTICLE 2 : Les usagers déjà abonnés verront leur abonnement prolongé de la même durée que la gratuité soit 129 jours ;

ARTICLE 3 : De dire que la baisse de recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation Etudes Evaluation
Service Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la réouverture des
piscines post-confinement lié à l'épidémie
de covid-19 - Réseau des piscines de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Tarification provisoire à compter du 15
juin 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code du sport,
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4,
- Vu la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le décret n°2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son titre IV, chapitre IV,

- Vu la délibération n°M2019-777 en date du 18 décembre 2019 portant fixation des tarifs 2020 pour Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- que le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire autorise, dans les départements classés en zone verte, la réouverture des piscines et équipements aquatiques,
- que la réouverture du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole nécessite le respect du protocole sanitaire fixé par le ministère des Sports dans le cadre de la période post confinement lié à l'épidémie de covid-19,
- que les horaires d'accès du public aux bassins ont été limités à des plages horaires réduites permettant la sécurisation sanitaire des usagers et le respect des protocoles de nettoyage et de désinfection des locaux entre les différents créneaux d'utilisation,
- qu'il convient de modifier la tarification applicable aux usagers afin de prendre en compte cette adaptation des modalités d'accès au service public,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De fixer un tarif d'accès unique à l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réduit à 2 €.

ARTICLE 2 : Ce tarif sera valable à compter du lundi 15 juin 2020. Le retour à la tarification classique dépendra de l'évolution des mesures sanitaires et des conséquences qu'elles entraînent sur l'utilisation des piscines par les usagers. La Métropole étudiera chaque semaine l'adéquation de ce tarif à la situation dans les piscines.

ARTICLE 3 : De dire que la baisse de recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation Etudes Evaluation
Service Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exonération du droit
de stationnement des taxis 2020 à hauteur
de 3 trimestres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 et notamment l'article L. 5211-9-2 ;
- Vu la loi du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transports avec chauffeur ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu la délibération n°M2019-777 en date du 18 décembre 2019 portant fixation des tarifs 2020 pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise sanitaire, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars 2020 ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole se doit ainsi d'aider et d'accompagner les entreprises dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée ;

- qu'il convient de modifier la tarification applicable aux habitants et usagers des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole.

D É C I D E :

ARTICLE 1 : Une exonération du droit de stationnement des taxis est instaurée à hauteur de 3 trimestres pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : L'exonération visée à l'article 1 interviendra sur la période en cours ou sur la période suivante si les sommes ont déjà été perçues, ou encore fera l'objet d'un remboursement si les occupations ne se sont pas poursuivies.

ARTICLE 3 : De dire que la baisse de recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N°1 au
marché 4705AT18 - Travaux de
réaménagement de la rue Grand Champs à
Grabels - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-657 attribuant le marché n°4705AT18 relatif aux travaux de réaménagement de la rue Grand Champs à Grabels à l'entreprise JOULIE TP sise à 34660 Cournonsec, pour un montant estimatif de 591 212,30 euros HT et pour une durée de 8 mois, période de préparation de 30 jours comprise.

Considérant :

- que des travaux complémentaires, à la demande du maître d'ouvrage, ont été nécessaires pour mener à bien le réaménagement ainsi que des ajustements de quantités du marché dus à des adaptations sur des ouvrages en cours de chantier

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4705AT18 relatif aux travaux de réaménagement de la rue Grand Champs à Grabels avec l'entreprise JOULIE TP, d'un montant de 23 814,75 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 615 027,05 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 45 logements locatifs
sociaux à Castries et Villeneuve-lès-
Maguelone - Attribution de subventions à
la SA d'HLM PROMOLOGIS -
Conventions - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II;

Considérant :

- la compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole au titre de laquelle elle mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs,
- la sollicitation de la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour qu'elle apporte son concours à la construction de 45 logements sociaux correspondant à deux opérations de construction neuve dont les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel sont détaillés dans le tableau en annexe,

- le concours de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations, proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 1000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social,
- le droit à réservation ouvert par la subvention accordée, portant sur 5% des logements des opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, formalisé par la signature d'une convention,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1: D'apporter les subventions suivantes à la SA d'HLM PROMOLOGIS :

- 10 000 € pour la réalisation de 10 logements sociaux, résidence « Le Clos de la Licorne » à Castries.
- 35 000 € pour la réalisation de 35 logements, résidence « Le Parc des Herbiers » à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation de service
pour la gestion et l'exploitation du parc de
stationnement nouveau Saint Roch -
Avenant n°2
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la délibération 2015/29 du 19 février 2015 de la Ville de Montpellier par laquelle il est décidé de confier l'exploitation du parking Nouveau Saint Roch à la société d'économie mixte locale des Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre d'une délégation de service public ;
- Vu la délibération N°2015/13450 de la Ville de Montpellier par laquelle il est décidé de transférer à Montpellier Méditerranée Métropole la compétence liée au stationnement des véhicules dans les parkings en ouvrage et en enclos fermés.

CONSIDERANT :

- que la gestion de l'exploitation de la délégation de service public du parking Saint-Roch a fait l'objet de la création d'une société dédiée conformément à l'article 8.1 du contrat : la SAS Saint Roch Stationnement, immatriculée le 15 avril 2015 ;
- que la SAS Saint Roch Stationnement, société par action simplifiée unipersonnelle filiale à 100% de TaM est dédiée statutairement à la gestion en Délégation de Service Public du parking de la Gare Nouveau Saint Roch ;
- que l'exploitation et l'équilibre économique actuels du parking de la gare Nouveau St Roch accentué du contexte de crise sanitaire de Covid-19 engagé sur la période, induit des difficultés financières au sein de la société dédiée ; dans le cadre des dispositions des articles L.232-2 et suivants du Code de commerce relatives aux documents liés à la prévention des difficultés des entreprises, présentés à l'occasion du Conseil d'administration de TaM en date du 19 mai 2020, une situation comptable et financière particulièrement critique a été mise en exergue pour cette société ;
- que la Société TaM, signataire et titulaire du contrat, s'est engagée en garantie auprès du délégant, conformément à l'article 8.2 du contrat. Elle demeure en toutes circonstances, parfaitement solidaire des engagements de sa filiale et doit procéder en cas de défaillance de celle-ci, à sa substitution, en apportant tous les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la continuité du service public ;
- que la société TaM a proposé de procéder urgemment au transfert du contrat de Délégation de Service Public, et des emprunts de sa filiale vers la société mère, compte tenu des circonstances exceptionnelles et imprévisibles de la crise sanitaire. Par ailleurs, ce transfert s'opère dans le cadre d'une recherche de regroupement de la gestion de l'ensemble des contrats de délégation de service public relatifs aux parkings en ouvrage confiés directement à la société TaM. ;
- que ce transfert est sans impact financier sur le contrat de délégation ;
- que ce transfert est sans impact sur les conditions de transparence en lien avec le contrôle du délégant sur le contrat de délégation de service public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Afin de garantir la continuité de la gestion du parking Saint Roch, il est décidé de transférer le contrat de délégation de service du parking Saint-Roch de la SAS Saint Roch Stationnement à la société TaM sa maison-mère.

ARTICLE 2 : L'ensemble des autres articles de la convention initiale de délégation de service public reste inchangé.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce présent avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IMAGEAU au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 28 mai 2020,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 juin 2020,

CONSIDERANT :

- que la crise sanitaire COVID 19 a stoppé les recherches immobilières de la société IMAGEAU et qu'elles n'ont pu reprendre qu'à partir du déconfinement,
- que la convention précitée arrive à échéance au 30 juin 2020 et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de six mois soit du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 197,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 828,48 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2018-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de signature à cette effet, à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'un dossier de
demande de subvention auprès de la
Région Occitanie pour l'opération de
protection contre les inondations du CHU
de Montpellier, dans le cadre de la
réduction de la vulnérabilité des territoires
vis à vis des inondations**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19, et notamment son article 1, II,
- VU l'urgence de réaliser les travaux de protection du CHU de Montpellier contre les débordement du ruisseau Font d'Aurelle, consistant à créer un nouveau système d'endiguement sur les communes de Grabels et Montpellier, pour un montant total de 5 500 000,00 € H.T., comprenant : la protection rapprochée par la construction d'un mur d'endiguement le long de l'avenue du Doyen Gaston Giraud, la rehausse des accès au site et la création d'un bassin d'écêtement au lieu dit La Valsière,
- **CONSIDÉRANT** que la Région Occitanie peut accorder une aide financière pour la réalisation de cette opération,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : de solliciter les subventions les plus larges auprès de la Région Occitanie pour l'opération de protection du CHU de Montpellier contre les débordements du ruisseau Font d'Aurelle consistant à créer un nouveau système d'endiguement sur les communes de Grabels et Montpellier, comprenant : la protection rapprochée par la construction d'un mur d'endiguement le long de l'avenue du Doyen Gaston Giraud, la rehausse des accès au site et la création d'un bassin d'écêtement au lieu dit La Valsière.

ARTICLE 2 : de dire que le montant total de cette opération s'élève à 5 500 000,00 € H.T., comprenant les travaux, les études de maîtrise d'œuvre, les frais de géomètre et de géotechnique, les missions CSPS et de contrôle technique, divers et imprévus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la demande de subvention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ELIUM TECH au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 4 juillet 2016 passée entre la Métropole et la société ELIUM TECH pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 15 juin 2020,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 13 mai 2020,

CONSIDERANT :

- que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19, et par la suite un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme, ont stoppé la société ELIUM TECH dans ses recherches immobilières,
- que la convention précitée arrive à échéance au 30 juin 2020 et que la société ELIUM TECH n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ELIUM TECH pour une période de douze mois à compter du 1^{er} juillet 2020 et jusqu'au 30 juin 2021.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ELIUM TECH pour la surface de 97,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 471,96 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention pour la
continuité scolaire et la réalisation
d'activités sportives et culturelles sur le
temps scolaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole, la Ville de
Montpellier et la Direction Académique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1,I ;

Considérant :

- Que les conséquences de la crise sanitaire et les mesures de distanciation qu'elle implique nécessitent d'organiser l'accueil sur le temps scolaire des élèves qui ne peuvent être directement pris en charge par un enseignant ;
- Que la Ville de Montpellier a mis en place le dispositif « 2S2C » (Sport, Santé, Culture, Civisme), afin de répondre à l'accueil scolaire des élèves dès lors que la scolarisation ne sera pas possible au sein des écoles identifiées « sous tension » par la Direction Académique et que des sites d'accueil sont disponibles à proximité des écoles ;
- Que ce dispositif doit être formalisé par une convention relative à la continuité scolaire et la réalisation d'activités sportives et culturelles sur le temps scolaire, entre Montpellier

Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Direction Académique des services de l'Education Nationale de l'Hérault, par délégation du recteur d'Académie ;

- Que cette convention définit les obligations de chacune des parties afin d'assurer l'accueil des élèves sur le temps scolaire par d'autres intervenants que leurs enseignants, les modalités d'intervention des personnels étant définies en concertation avec la Direction académique ;

DECIDE

- **ARTICLE 1** : d'approuver les termes de la convention relative à la continuité scolaire et la réalisation d'activités sportives et culturelles sur le temps scolaire (2S2C), jointe en annexe, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Direction Académique.
- **ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout acte relatif à cette affaire.
- **ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la régularisation du
transfert de propriété du parking Le
Prévost de la commune de Villeneuve-lès-
Maguelone, dans le patrimoine de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu les délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone n°2019DAD099 en date du 17 décembre 2019, et n°2020DAD023 en date du 10 juin 2020,

CONSIDÉRANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- que d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, des biens énumérés ci-dessous, au titre de la compétence Mobilité :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Parking Le Prévost	BY n° 4	14 770	AUT0002226	62 915.88€
	BY n° 5	1 968	AUT0000971	9 146.94€
	BY n° 16p	3 524		Non communiqué

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notarié étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public - Route de Montpellier -
Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de régulariser une emprise de 38 m² intégrée de fait dans un programme immobilier déjà construit,
- qu'il convient de déclasser du domaine public une emprise de 38 m² environ avant de pouvoir la céder,

- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 38 m² environ à extraire du domaine public non cadastré, située route de Montpellier sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 38 m² environ à extraire du domaine public non cadastré, située route de Montpellier sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole.

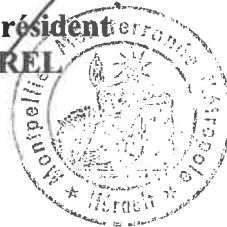
ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché MB0053DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole de deux toiles de
Vincent Bioulès, Méaulx et Stéphanie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une oeuvre d'art peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence ;
- VU l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 24 avril 2020,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir deux toiles de Vincent BIOULÈS, *Méaulx*, 2010, Huile sur toile, 180 x 240 cm et *Stéphanie*, 1985-1987, Huile sur

toile, 195 x 130 cm en vente à la galerie La Forest Divonne, 12 Rue des Beaux Arts, 75006 Paris d'une valeur totale de 40 000 € (quarante mille euros). Suite à l'exposition « *Vincent Bioulès, chemins de traverse* », qui s'est tenue durant l'été 2019 au musée Fabre de Montpellier, l'artiste propose de donner quinze nouvelles œuvres au musée, qui seront accompagnées de ces deux achats. Cette nouvelle acquisition d'œuvres historiques et plus récentes, permettant de couvrir les différentes étapes de la carrière de l'artiste ainsi que de représenter l'ensemble des thématiques traitées par ce dernier, offre au musée Fabre la possibilité de constituer un fonds exceptionnel de cette figure pivot du mouvement Supports/Surfaces, qui est également une des figures majeures de la scène artistique montpelliéraine actuelle. Ces toiles ont reçu un avis favorable du Musée National d'Art Moderne.

DECIDE

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de deux toiles de Vincent BIOULÈS, *Méaulx*, 2010, Huile sur toile, 180 x 240 cm et *Stéphanie*, 1985-1987, Huile sur toile, 195 x 130 cm en vente à la galerie La Forest Divonne, 12 Rue des Beaux Arts, 75006 Paris d'une valeur totale de 40 000 € (quarante mille euros). Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



29 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 53 m² à la commune de Castries -
Impasse de la Cave Coopérative -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la demande de la commune de Castries qui souhaite récupérer une emprise de voirie inutilisée d'une superficie de 53 m² située impasse de la Cave Coopérative sur sa commune en vue de l'extension de l'école primaire,
- Vu la décision n° MD 2020-449 du 16 juin 2020 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 53 m² à extraire du domaine public non cadastré, impasse de la Cave coopérative sur la Commune de Castries,
- Vu l'estimation de France Domaine n° 2020-058V0647 du 18 juin 2020,

- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur, dans la mesure où cette emprise est limitée à l'accès à la cour de l'école,
- Considérant que la commune de Castries a besoin de cette emprise pour créer une extension de l'école,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Castries la parcelle d'une superficie de 53 m² (DP1) déclassée du domaine public, située impasse de la Cave coopérative sur la commune de Castries.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu à l'euro symbolique conformément à l'estimation établie par France Domaine, et dans la mesure où il s'agit d'un retour de bien.

ARTICLE 3 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Réseau des piscines de Montpellier
Méditerranée Métropole - Animations Été
Montpellier 2020 - Tarification**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son titre IV, chapitre IV,
- Vu la délibération n° M2019-777 en date du 18 décembre 2019 portant fixation des tarifs 2020 pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, consciente du rôle primordial du réseau des piscines en matière de lien social, contribue chaque année à renforcer son programme d'animations estivales à destination des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- que depuis plusieurs années, des animations spécifiques sont mises en œuvre chaque été au Centre Nautique Neptune dans le cadre de l'opération « Été à la Mosson », afin d'offrir une grande variété d'activités aux publics (cours d'aquagym, activités de plein air, badminton, tennis de table, etc.),
- que cette année, il est proposé de dupliquer l'opération « Été à la Mosson » à la piscine Marcel Spilliaert en plus du Centre Nautique Neptune et aux équipements sportifs aux abords, avec l'organisation d'une animation sportive multi-activités prenant la forme de stages à la journée (de

9h à 17h), à destination des jeunes publics âgés de 8 à 12 ans, du 6 juillet au 21 août 2020, en partenariat avec la Ville de Montpellier, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, et des associations sportives partenaires,

- que ce dispositif s'adaptera à l'évolution des mesures sanitaires et aux conséquences qu'elles entraînent sur l'utilisation des piscines par les usagers,
- qu'afin de permettre l'accès des jeunes aux animations qui seront proposées, il apparaît opportun de mettre en place un tarif d'accès journalier (hors week-end) au Centre Nautique Neptune et à la piscine Marcel Spilliaert réduit à 1 € pour la tranche horaire 9h-17h,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De fixer un tarif d'accès au Centre Nautique Neptune et à la piscine Marcel Spilliaert réduit à 1 € dans le cadre de l'organisation des animations « Été Montpellier 2020 » ;

ARTICLE 2 : Ce nouveau tarif préférentiel, valable sur la tranche horaire 9h-17h, prendra effet le 6 juillet 2020 et s'achèvera le 21 août 2020 pour les deux sites ;

ARTICLE 3 : De dire que la baisse de recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2.6 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public rue de la Barrière -
Commune de Saint Geniès des Mourgues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDÉRANT :

- la demande de la commune de Saint Geniès des Mourgues concernant l'acquisition d'une emprise d'une superficie de 1528 m² environ située rue de la Barrière sur sa commune, afin de permettre l'extension de l'école,
- la nécessité de déclasser du domaine public cette emprise d'une superficie de 1 528 m² environ avant de pouvoir la céder,

- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'une emprise d'une superficie d'environ 1528 m² à extraire du domaine public non cadastré, située rue de la Barrière sur la commune de Saint Geniès des Mourgues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 1 528 m² environ à extraire du domaine public non cadastré, située rue de la Barrière sur la commune de Saint Geniès des Mourgues.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

23 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

/



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Epidémie de covid-19 - Prolongation du
dispositif d'aide au paiement du loyer sur
le mois de juin 2020 à destination des
entreprises occupant les locaux du parc
immobilier privé particulièrement touchées
par les conséquences économiques,
financières et sociales de la propagation de
l'épidémie de covid-19 et par les mesures
prises pour limiter cette propagation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dîtes de minimis,

- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

- Vu les Décisions n° MD2020-337 et MD2020-557 relatives au dispositif d'aide au paiement des loyers des mois d'avril et mai 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises,

- qu'il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires du parc immobilier privé dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives,

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales,

- qu'il y a lieu de reconduire le dispositif d'aide au paiement du loyer des mois d'avril et mai 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 2. Cette aide est égale au montant du loyer du mois de juin 2020 incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 500 € au maximum.

ARTICLE 2 : Peuvent bénéficier de l'aide prévue à l'article 1, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;

2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel, et que le bailleur n'est pas Montpellier Méditerranée Métropole ;

3° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté du ministre de la Santé du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus (début d'activité au plus tard le 14 décembre 2019) ;

4° Être dans un cas de fermeture administrative causé par l'état d'urgence ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport à mars 2019 sur la base d'une attestation comptable déclarant les chiffres d'affaires mars 2020 et de mars 2019 ;

- 5° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 6° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 €, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 doit être inférieur à 41 667 €, sur la base d'une attestation comptable ;
- 7° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € au titre du dernier exercice clos, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois, sur la base d'une attestation comptable ;
- 8° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

ARTICLE 3 : D'approuver les termes de la convention type annexée à la présente décision et d'autoriser la signature de toutes les conventions d'attribution à venir entre chaque bénéficiaire et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

ARTICLE 4 : La dépense correspondant à l'aide prévue à l'article 1 sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de l'association ADAGES dans
la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : l'association ADAGES dont l'activité est le développement d'animation et de gestion d'établissements spécialisés. Elle est candidate à l'acquisition du lot 308 de 2 855 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 1 449 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 427,50 m². Les sociétés prévoient un effectif de 35 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association ADAGES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OPPI dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire.
La société OPPI, représentée par Monsieur Hansel SCHLOUPT, est une société spécialisée dans la conception et réalisation de jeux à portée pédagogique.
Elle est candidate à la location du lot B02A d'une surface totale de 61 m². La durée du bail est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021.
La société compte actuellement 4 salariés et prévoit un effectif de 7 personnes d'ici la fin de l'année.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OPPI ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
subséquent 5023A02 de travaux
d'aménagement de l'avenue Cournonterral
à Fabrègues - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n° MD2018-815 attribuant le marché subséquent n°5023A02 – Lot 1 « 3M Ouest – Pôles Plaine Ouest, Piémonts et Garrigues et Littoral » de l'accord-cadre 5023AT17) relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Cournonterral à Fabrègues à la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Juvignac (34990), pour un montant de 394 589,00 euros HT.

CONSIDERANT :

- Qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux complémentaires sont nécessaires pour mener à bien les travaux.
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 9,87 % soit un montant de 38 944,42 € HT, portant le nouveau montant du marché à 433 533,42 € HT. Le délai d'exécution est prolongé jusqu'au 29/10/2020 en application des ordres de service N°1 à 7 d'arrêt et reprise de chantier.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n° 5023A02 relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Courmonterral à Fabrègues avec la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Juvignac (34990), pour un montant de 38 944,42 € HT soit 9,87 % d'augmentation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée. Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
PANVIR THERAPEUTICS au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 31 mai 2017 passée entre la Métropole et la société PANVIR THERAPEUTICS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 18 mai 2020,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société PANVIR THERAPEUTICS a besoin de davantage de temps pour structurer son équipe et consolider son assise financière afin de pérenniser son activité et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PANVIR THERAPEUTICS pour une période de douze mois soit du 1^{er} juin 2020 au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PANVIR THERAPEUTICS pour la surface de 12,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 163,32 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux et une extension de
surface par la société TZIC au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2017 passée entre la Métropole et la société TZIC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 31 octobre 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 20 mai 2020,

CONSIDERANT :

- d'une part que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société TZIC a besoin de davantage de temps pour structurer son équipe et consolider son assise financière afin de pérenniser son activité et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- d'autre part que ladite société occupe actuellement une surface de 147 m² et a sollicité le BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour étendre son activité sur une surface supplémentaire, libre de toute occupation à usage de production et stockage,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TZIC pour une période de douze mois soit jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter du 1^{er} juillet 2020 à étendre son activité sur la surface de 94,70 m², du module répertorié Atelier A4 situé au rez-de-chaussée de la pépinière en zone bleue.
A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société TZIC passe de 147 m² à 241,70 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TZIC pour la surface de 241,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 362,56 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5: Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire ; conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Nouveau projet de renouvellement urbain
du quartier de la Mosson - Garantie
d'emprunt Montpellier Méditerranée
Métropole/SA3M**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu l'offre de prêt entre la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

Considérant :

- que dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, la SA3M, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », s'est vue confier la réalisation de cette opération au titre

d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, signée le 14 janvier 2020 et notifiée le 21 janvier 2020 ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 80 % le remboursement du prêt d'un montant total de 7 000 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans l'offre jointe en annexe ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 7 000 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, selon les conditions définies dans l'offre, à savoir :

- o **Concession SA3M MOSSON**
- o **Caisse des Dépôts et Consignations – Banque des Territoires**
- o **Capital : 7 000 000 €**
- o **Taux : Livret A + 0,60 %**
- o Périodicité : annuelle
- o Durée : 14 ans dont 5 ans de différé d'amortissement
- o Echéance prioritaire (intérêts différés) : amortissement déduit
- o Simple révisable
- o Garantie : 80 % par Montpellier Méditerranée Métropole et 20 % par une caution privée qui sera délivrée par la Caisse d'Epargne

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **24 JUIN 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Nouveau projet de renouvellement urbain
du quartier des Cévennes - Garantie
d'emprunt Montpellier Méditerranée
Métropole/SA3M**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté n°MAR2020-050 du 23 avril 2020 portant délégation de signature de Monsieur Christian FINA, Directeur général des services,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,

- Vu l'offre de prêt entre la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes.

Considérant :

- que dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes, la SA3M, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », s'est vue confier la réalisation de cette opération au titre d'une concession d'aménagement approuvée par le conseil de métropole le 18 décembre 2019, signée le 14 janvier 2020 et notifiée le 21 janvier 2020 ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 80 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 500 000 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires pour financer cette opération, selon les conditions définies dans l'offre jointe en annexe ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 3 500 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, selon les conditions définies dans l'offre, à savoir :

- o **Concession SA3M CEVENNES**
- o **Caisse des Dépôts et Consignations – Banque des Territoires**
- o **Capital : 3 500 000 €**
- o **Taux : Livret A + 0,60 %**
- o **Périodicité : annuelle**
- o **Durée : 14 ans dont 5 ans de différé d'amortissement**
- o **Echéance prioritaire (intérêts différés) : amortissement déduit**
- o **Simple révisable**
- o **Garantie : 80% par Montpellier Méditerranée Métropole et 20% par une caution privée qui sera délivrée par la Caisse d'Epargne**

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **24 JUIN 2020**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
de Sébastien Bourdon (Montpellier, 1616 -
Paris, 1671), *L'Extase de Marie Madeleine***

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Sébastien BOURDON (Montpellier, 1616 – Paris, 1671), *L'Extase de Marie Madeleine*, H. 45,5 x L. 37,5 cm d'une valeur de 32 000 € (trente deux mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponsellé d'une huile sur toile de Sébastien BOURDON (Montpellier, 1616 – Paris, 1671), *L'Extase de Marie Madeleine*, H. 45,5 x L. 37,5 cm d'une valeur de 32 000 € (trente deux mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections permanente du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise d'une œuvre d'Holger
Drachmann (Copenhague, 1846 -
Hornbaek, 1908), Vue de l'île de Maire,
vers 1967.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Holger Drachmann (Copenhague, 1846 – Hornbaek, 1908), *Vue de l'île de Maire*, Marseille, vers 1867, H. 32 x L. 56 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une huile sur toile d'Holger Drachmann (Copenhague, 1846 – Hornbaek, 1908), *Vue de l'île de Maire*, Marseille, vers 1867, H. 32 x L. 56 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections permanente du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M9D0124EA - Renouvellement du réseau
d'eaux usées - Rue Coligny à Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n° MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n° 4938EA17 – « Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

Considérant :

- que le renouvellement des réseaux d'eaux usées de la rue Coligny à Montpellier est nécessaire,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 4938EA17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 20 semaines comprenant 4 semaines de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%

° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60%
- qu'après analyse, l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 Agde présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0124EA – Renouvellement du réseau d'eaux usées – rue Coligny à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG sise à Agde pour un montant estimatif de 370 305, 40 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 20 semaines comprenant 4 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une huile
sur toile de François-Jean Sablet, dit
François Sablet (Morges, 1745 - Nantes,
1819), Paysage avec une fontaine sur la
route de Genzano di Roma, 1804**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de François-Jean Sablet, dit François Sablet (Morges, 1745 – Nantes, 1819), *Paysage avec une fontaine sur la route de Genzano di Roma*, 1804, H. 65 cm x L. 87 cm d'une valeur de 100 000 € (cent mille euros).

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une huile sur toile de François-Jean Sablet, dit François Sablet (Morges, 1745 – Nantes, 1819), *Paysage avec une fontaine sur la route de Genzano di Roma*, 1804, H. 65 cm x L. 87 cm d'une valeur de 100 000 € (cent mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections graphiques du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une huile
sur toile de Georges Daniel de Monfreid
(1856-1929), Le peintre René Andreau,
1895**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), *Le peintre René Andreau*, 1895, 97,2 x 130,2 cm d'une valeur de 240 000 € (deux-cent quarante mille euros).

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), *Le peintre René Andreau*, 1895, 97,2 x 130,2 cm d'une valeur de 240 000 € (deux-cent quarante mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections permanente du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la donation de Madame
Francine Arnal de deux œuvres D'André-
Pierre Arnal, *Pliage*, 1972, 202,5 x 213,5 cm
et *Pliage*, 1973, 210 x 217,5 cm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **CONSIDERANT**, que Madame Francine Arnal domiciliée Villa La Lézardière, 83 avenue de Lodève, 34070 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres d'André-Pierre Arnal, *Pliage*, 1972, peinture acrylique aérosol sur toile libre, 202.5 x 213.5 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros) et *Pliage*, 1973, peinture acrylique aérosol sur toile libre, H. 210 x L. 217.5 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros),
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Francine Arnal de deux œuvres d'André-Pierre Arnal, *Pliage*, 1972, peinture acrylique aérosol sur toile libre, 202.5 x 213.5 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros) et *Pliage*, 1973, peinture acrylique aérosol sur toile libre, H. 210 x L. 217.5 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros).

ARTICLE 2 : Ces deux œuvres seront conservées au sein des collections permanente du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Crise Sanitaire-Acquisition de masques
grands publics-Distribution-Bilan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population ;
- les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur ;

- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – ont constitué un événement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables ;
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu cinq marchés publics avec 3 fournisseurs (Resilience, Escassut, Petits Mômes) en application de l'article R. 2122-1 du code de la commande publique : « *marché sans publicité ni mise en concurrence préalable lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées* ». (.....) *Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence* » portant sur l'acquisition de 1 million de masques de protection grands publics, en tissu lavables au moins 10 fois et présentant des performances de filtration au moins égales ou supérieures à celles de catégorie 2, telles que définies par la Direction Générale de l'Armement et la Direction Générale de l'Équipement (Efficacité de filtration des particules de 3µm émises supérieure à 70 %) ;
- que ces marchés conclus jusqu'à la livraison de l'ensemble des masques commandé représentent un montant global de 2 740 000 € HT ;
- que la Métropole a sollicité une aide de l'Etat de 1 000 000 € pour l'acquisition de ces équipements de protections « grands publics » qui ont participé à la continuité et à la reprise de l'activité publique et privée pendant la première phase de déconfinement » ;
- qu'il est nécessaire de préciser les règles appliquées à la distribution de ces masques et d'établir son bilan.

DECIDE

Article 1 : Les masques acquis par Montpellier Méditerranée Métropole sont destinés aux besoins de la population métropolitaine et des services locaux à la population afin de lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Article 2 : Les principes de distribution des masques ont été établis sur la base du dernier recensement connu de la population métropolitaine, acté en Conférence des maires, soit 60 % à destination de la Ville de Montpellier (soit un maximum de 600 000 masques) et 40 % à destination des 30 autres communes membres (soit un maximum de 400 000 masques). Charge à chaque commune de procéder aux distributions de masques à destination de la population et des services locaux à la population.

Article 3 : A ce jour, sur ces bases, le nombre de masques fournis :

- à la commune de Montpellier s'élève à 364 500 ;
- aux 30 autres communes membres s'élève à : 344 815 suite au retour de 15 245 masques par la commune de Lattes et au non retrait de 1 350 masques par la commune de Montaud.

Article 4 : Afin de permettre la continuité de son propre fonctionnement et des services publics dont elle a la charge, la Métropole a également procédé à la distribution de 9 500 masques à ses agents.

Article 5 : A ce jour, le stock de masques s'élève donc à 281 185. L'utilisation de ce stock interviendra dans le cadre du pourcentage de répartition mentionné à l'article 2 sauf avis contraire de la Conférence des maires.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un don de Madame
Francine Arnal d'une gouache sur papier
d'Ernest MICHEL (Montpellier, 1833 -
1902), Le Chasseur Alpin**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Madame Francine ARNAL, domiciliée Villa La Lézardière, 83 avenue de Lodève, 34070 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une gouache sur papier d'Ernest MICHEL (Montpellier, 1833 – 1902), *Le Chasseur Alpin*, 25 x 20 cm d'une valeur de 150 € (cent cinquante euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Francine ARNAL, domiciliée Villa La Lézardière, 83 avenue de Lodève, 34070 d'une gouache sur papier d'Ernest MICHEL (Montpellier, 1833 – 1902), *Le Chasseur Alpin*, 25 x 20 cm d'une valeur de 150 € (cent cinquante euros).

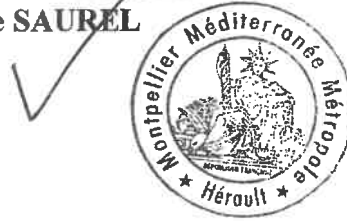
ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exécution des services
de téléphonie fixe ainsi que les prestations
associées et annexes - Autorisation de
signature du bon de souscription**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de conventions avec l'UGAP,

Considérant :

- Que pour assurer la fourniture de services de télécommunications dans les divers bâtiments métropolitains, Montpellier Méditerranée Métropole a eu recours à l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés aux besoins de la Métropole notamment en matière de téléphonie ;
- Qu'à ce jour, le parc de téléphonie fixe s'étend sur 75 sites et représente environ 250 lignes téléphoniques ;
- Que le marché conclu par l'intermédiaire de l'UGAP prend fin le 17 janvier 2021 ;
- Qu'après près examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de poursuivre avec l'UGAP ;
- Qu'à cette fin et dans la perspective de la conclusion d'une nouvelle convention, il convient dès à présent de fournir à l'UGAP certains éléments administratifs et financiers;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du bon de souscription permettant le recensement des besoins de la Métropole relatifs à sa téléphonie fixe. Le montant estimatif annuel des consommations est de 66 000€ HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bon de souscription et, plus généralement, tout document relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



26 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un don de monsieur
Marc Latham d'une huile sur toile de
Georges Daniel de Monfreid (1856-1929),
Nature morte au plateau, 1900

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Marc Latham domicilié Domaine du Thou Route de Vendres 34410 Sauvian, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), *Nature morte au plateau*, 1900, 79 x 59 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Marc Latham d'une huile sur toile de Georges Daniel de Monfreid (1856-1929), *Nature morte au plateau*, 1900, 79 x 59 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un don de monsieur
Jacques Gairard d'une huile sur toile de
Patrice Giorda, *Le prisonnier*, 1999**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Jacques GAIRARD domicilié 4, rue Paul Lintier 69002 Lyon, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Patrice Giorda, *Le prisonnier*, 1999, 130 x 162 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jacques GAIRARD d'une huile sur toile de Patrice Giorda, *Le prisonnier*, 1999, 130 x 162 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public (COT) non constitutive de droits
réels - Parcelles NP n°160 et 271 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, et notamment son article 1-II ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur général des services,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire d'une surface de 3 005 m² environ portant sur les parcelles cadastrées NP n°160 et 271, sises commune de Montpellier et appartenant à l'Etat, pour une durée de 8 mois entre le 1 août 2020 et le 31 mars 2021, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** que l'occupation temporaire d'une surface de 3 005 m² environ, à prendre sur les parcelles cadastrées NP n°160 et 271, sises commune de Montpellier, appartenant à l'Etat et mises à disposition de l'Université de Montpellier, pour une durée de 8 mois est nécessaire pour permettre la réalisation des travaux de construction d'un mur d'endiguement le long de l'Université de Médecine et de l'Avenue du Doyen Gaston Giraud, dans le cadre de la protection du site du CHU contre les débordements du ruisseau Font d'Aurelle.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier, représenté par M. Philippe AUGÉ, en qualité de Président, pour une durée de 8 mois sur une emprise de 3 005 m² environ à prendre sur les parcelles cadastrées NP n°160 et 271, sises commune de Montpellier appartenant à l'Etat.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 907.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un don de Dominique
Gutherz d'une de ses oeuvres, Catherine et
Bénédicte, 1995-1996, huile sur toile

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Dominique GUTHERZ domicilié 5, chemin du Paradis 30840 Meynes, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une de ses oeuvres, *Catherine et Bénédicte*, 1995-1996, huile sur toile, 200 x 200 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Dominique GUTHERZ d'une de ses oeuvres, *Catherine et Bénédicte*, 1995-1996, huile sur toile, 200 x 200 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un don de Cécile
Pradalié d'une huile sur toile de Philippe
Pradalié (1938-2015), Autoportrait, 1990**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Madame Cécile PRADALIÉ domiciliée 104, rue Oberkamf, 75011 Paris propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Philippe PRADALIÉ (1938-2015), *Autoportrait*, 2010, 162 x 130 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Cécile PRADALIÈ d'une huile sur toile de Philippe PRADALIÈ (1938-2015), *Autoportrait*, 2010, 162 x 130 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au don de Monsieur
Michel Descours, d'une œuvre de Claude-
Marie Dubufe (Paris, 1790 - Celle-Saint-
Cloud, 1864), Le Sommeil, 1831

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Michel DESCOURS domicilié, Galerie Michel DESCOURS, 44 Rue Auguste Comte, 69002 Lyon propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Claude-Marie DUBUFE (Paris, 1790 – Celle-Saint-Cloud, 1864), *Le Sommeil*, 1831, : H. 59,7 x L. 72,5 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros).

qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Michel DESCOURS d'une huile sur toile de Claude-Marie DUBUFE (Paris, 1790 – Celle-Saint-Cloud, 1864), *Le Sommeil*, 1831, : H. 59,7 x L. 72,5 cm d'une valeur de 30 000 € (trente mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au don de Monsieur
Jérôme Montcouquiol de deux œuvres :
Jules-Claude Ziegler (Langres, 1804 -
Paris, 1856), le bon pasteur, 1839 et d'une
toile d'un Anonyme français du début du
XIXe siècle, Apollon tenant sa lyre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Jérôme MONTCOUQUIOL, domicilié 22 rue de la Tour d'Auvergne, 75009 Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres : Jules-Claude Ziegler (Langres, 1804 – Paris, 1856), *Le bon Pasteur*, 1839, huile sur toile H. 50 x L. 33,5 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros) et une toile d'un Anonyme français du début du XIXe siècle, *Apollon tenant sa lyre*, huile sur toile, 40.4 x 52.8 cm d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jérôme MONTCOUQUIOL de deux œuvres : Jules-Claude Ziegler (Langres, 1804 – Paris, 1856), *Le bon Pasteur*, 1839, huile sur toile H. 50 x L. 33,5 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros) et une toile d'un Anonyme français du début du XIXe siècle, *Apollon tenant sa lyre*, huile sur toile, 40,4 x 52,8 cm d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros)..

ARTICLE 2 : Ces toiles seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Madame Lucie
Scheler d'une œuvre de Michel Parmentier
(Paris, 1938 - id, 2000), Peinture, 1964**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Madame Lucie Scheler domiciliée 58 bis, rue d'Assas 75006 Paris propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une oeuvre de Michel Parmentier (Paris, 1938 – id, 2000), *Peinture*, 1964, huile sur toile, 120.5 x 90 cm d'une valeur de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Lucie Scheler d'une oeuvre de Michel Parmentier (Paris, 1938 – id, 2000), *Peinture*, 1964, huile sur toile 120.5 x 90 cm d'une valeur de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur
Vincent Bioulès de quinze de ses œuvres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Vincent BIOULÈS domicilié 1, avenue St-Lazare 34000 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole quinze de ses œuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 370 000 € (trois cent soixante dix mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Vincent BIOULÈS de quinze de ses oeuvres (liste en annexe) d'une valeur totale de 370 000 € (trois cent soixante dix mille euros).

ARTICLE 2 : Ces oeuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don sous réserve
d'usufruit de Monsieur Franck STEC
d'une œuvre d'Auguste Elysée CHABAUD
(Nîmes, 1882 - Graveson, 1955), Le
Sénégalais, 1926-1928**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **CONSIDERANT**, que Monsieur Franck STEC domicilié 641, avenue des Genevriers 34980 Saint-Clément-de-Rivière, propose de donner à titre gracieux sous réserve d'usufruit à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'Auguste Elysée CHABAUD (Nîmes, 1882- Graveson, 1955), *Le Sénégalais*, 1926-1928, Huile sur carton, H. 107 x L. 76 cm d'une valeur de 55 000 € (cinquante-cinq-mille euros).
- **CONSIDERANT**, que Monsieur Franck STEC a déjà effectué un don sous réserve d'usufruit par acte notarié en 2007 de plusieurs œuvres pour un montant de 223 500 €.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don sous réserve d'usufruit à titre gracieux de Monsieur Franck Stec d'une œuvre d'Auguste Elysée CHABAUD (Nîmes, 1882-

Graveson, 1955), *Le Sénégalais*, 1926-1928, Huile sur carton, H. 107 x L. 76 cm d'une valeur de 55 000 € (cinquante-cinq-mille euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe S. LEBLANC



Publiée le : 29 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don de Madame Renée
Ristori de trois oeuvres de François Ristori
(Eu, 1936 - Paris, 2015)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Madame Renée RISTORI domiciliée 24, avenue de l'Orangerie 78170 La Celle St Cloud propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trois œuvres de François RISTORI (Eu, 1936 – Paris, 2015) : *Sans titre*, 1965, Huile sur papier marouflé, H. 136 x L. 114 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros), *Sans titre*, 1968, Acrylique sur toile, H. 136 cm x L. 114 cm d'une valeur de 25 000 € (vingt-cinq-mille euros) et *N°20* (Ensemble de trois parties), 1999-2001, Acrylique sur toile, H. 136 cm x L. 114 cm (3 panneaux avec intervalles de 5,5 cm) d'une valeur de 18 000 € (dix-huit-mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Renée RISTORI de trois œuvres de François RISTORI (Eu, 1936 – Paris, 2015) : *Sans titre, 1965*, Huile sur papier marouflé, H. 136 x L. 114 cm d'une valeur de 15 000 € (quinze mille euros), *Sans titre, 1968*, Acrylique sur toile, H. 136 cm x L. 114 cm d'une valeur de 25 000 € (vingt-cinq-mille euros) et *N°20* (Ensemble de trois parties), 1999-2001, Acrylique sur toile, H. 136 cm x L. 114 cm (3 panneaux avec intervalles de 5,5 cm) d'une valeur de 18 000 € (dix-huit-mille euros).

ARTICLE 2 : Ces oeuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

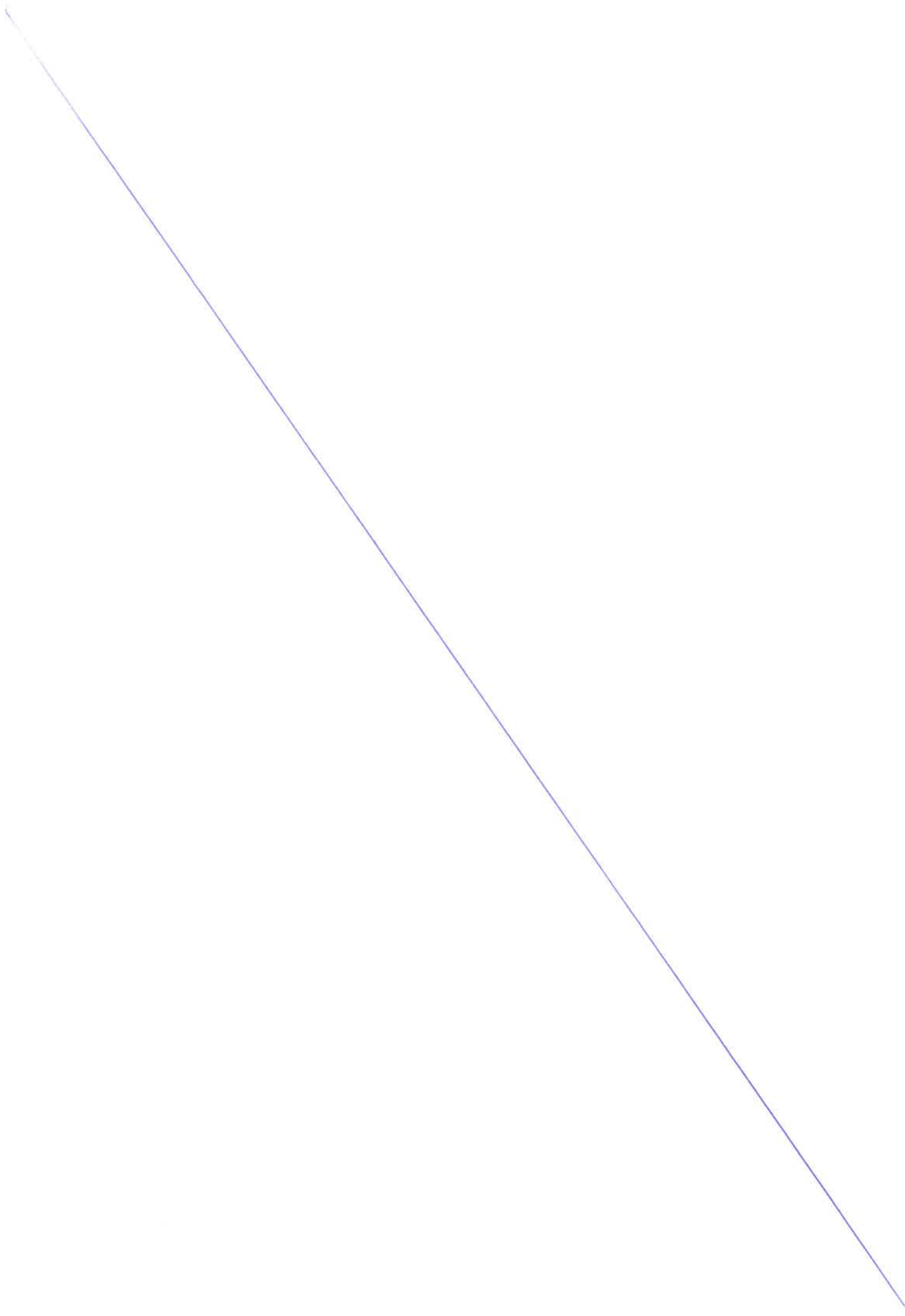
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 -ARRETES

SOMMAIRE

1- ARRETES REGLEMENTAIRES Février à juillet 2020

N°AFFAIRE	TITRE	PAGES
MAR2020-0002	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes	452
MAR2020-0005	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	454
MAR2020-0007	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	460
MAR2020-0008	Fonctionnement et tarification du parking du Prévost- Villeneuve-lès-Maguelone - Saison estivale 2020	465
MAR2020-0009	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	467
MAR2020-0010	Programme d'Actions Local 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole	472
MAR2020-0048	Arrêté modifiant à titre provisoire l'arrêté n°MAR2019-0276 fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés	474
MAR2020-0050	Délégations de signature Direction Générale des Services	476
MAR2020-0051	Délégation de signature Département des Services Publics de L'environnement et des Transports	479
MAR2020-0281	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	498
MAR2020-0282	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	507
MAR2020-0283	Délégations de signature - Département Développement Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	526
MAR2020-0284	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	530
MAR2020-0285	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	536
MAR2020-0286	Délégations de signature - Département Administration Générale et Finances (DAGF)	541
MAR2020-0287	Délégations de signature - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	549
MAR2020-0288	Délégations de signature - Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	561
MAR2020-0289	Délégations de signature - Direction Générale des Services	564



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé le 12 mars 2009, modifié le 28 juin 2010, modifié le 14 avril 2011, modifié le 03 mai 2012, révisé le 03 mai 2012, révisé le 19 septembre 2013, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 22 mars 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 05 octobre 2018, mis à jour le 10 décembre 2018 ; mis en compatibilité le 18 décembre 2019 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°Del2019-253 du Conseil Municipal de Lattes en date du 17 décembre 2019, instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement du secteur situé sur le long de l'avenue de Maguelone au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement instauré sur le long de l'avenue de Maguelone.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Lattes (1 Avenue de Montpellier - 34970 LATTES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Lattes.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Lattes sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **10 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 MARS 2020

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines
et Relations Sociales (PRHRS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Monsieur Benoît ZENOU, responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Monsieur Etienne ROSSIGNOL, directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services suivants :

- Service Carrière
- Service Rémunération
- Service Juridique et Gestion du Temps de Travail

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERVAL, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERVAL, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-1 : Madame Agnès FERVAL, responsable du service Carrière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-2 : Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-3 : Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique et Gestion du Temps de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4 : La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur

Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-2 : Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-3 : Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-4 : Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5 : La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail

Monsieur Olivier JOCTEUR, directeur de la Santé et de la Prévention, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Olivier JOCTEUR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et de Monsieur Olivier JOCTEUR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 6 : Le responsable du service Dialogue Social, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Dialogue Social, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11.02.2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11.02.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le : 11.02.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Proximité et Modernisation
de l'Action Publique (DPMAP)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions suivantes :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction de l'Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE)

Monsieur Alain PONS de VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint et responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent CHALVIDAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO, de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3 : La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe GIPPET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction de l'Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur de de l'Organisation, Evaluation et Etudes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4-1 : Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11.02.2020

Publiée le : 11.02.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur



Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Fonctionnement et tarification du parking
du Prévost- Villeneuve-lès-Maguelone -
Saison estivale 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi du 05 avril 1884, article 94,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-3, L 2213-1, L2213-2, L 2213-3, L 2213-4, L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le Code de la route, notamment ses articles R225, R285 et R417,
- VU l'arrêté préfectoral du 14/05/1980 des Services Maritimes et de la Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toute sorte sur le rivage de la mer,
- VU les arrêtés municipaux de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone des 16/06/1981 et 03/06/1983 réglementant le stationnement des véhicules sur le chemin d'accès à la Cathédrale de Maguelone,

Considérant qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement du parking payant de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement payant, compte-tenu de la mise en place d'horodateur permettant l'acquittement du stationnement payant du parking dit du « Prévost »,

ARRETE

ARTICLE 1 : Un stationnement payant avec horodateur est mis en place durant la saison estivale (Du 4 avril au 28 septembre 2020 inclus, 7J/7), pour une meilleure gestion du parking payant dit « du Prévost » sis CD62E2.

ARTICLE 2 : Les plages horaires du stationnement réglementé et la tarification, sont les suivantes :

- Plein tarif de 8h00 à 18h00, soit :
5,00 € pour les véhicules et 2,50 € pour les deux-roues.
- Demi-tarif de 18h00 à 20h00, soit :
2,50 € pour les véhicules et 1,25 € pour les deux-roues.

ARTICLE 3 : Le ticket constatant le paiement et délivré par un horodateur doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule.

ARTICLE 4 : Le parking payant sera matérialisé par panneaux réglementaires de type « C1c ».

ARTICLE 5 : Tout conducteur de véhicule ayant contrevenu aux dispositions susvisées du présent arrêté est passible des sanctions prévues par le Code de la route. Tout stationnement de véhicule au-delà de 24 heures sur un emplacement géré par horodateur est considéré comme « abusif » au sens du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au stationnement payant sur le parking plage dit du « Prévost ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 FEV. 2020

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Proximité et Modernisation
de l'Action Publique (DPMAP)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions et du pôle suivants :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), lui-même composé de la Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE)

Monsieur Alain PONS de VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses responsable de pôle, directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint et responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent CHALVIDAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO, de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3 : Le Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN) est composé de la direction suivante :

- Direction des Ressources Informatiques (DRI)

Madame Line GALY, responsable du Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Line GALY.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 3-3 : Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe GIPPET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 4 : La Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur Organisation, Etudes et Evaluation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4-1 : Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2020

Monsieur le Président
Philippe SAURE



Publiée le : 28.02.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Programme d'Actions Local 2020 de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 13711 du Conseil du 14 avril 2016 autorisation le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- VU la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 30 mai 2016,
- VU la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016,
- VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 25 février 2020.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Programme d'Actions local 2020 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté est approuvé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté modifiant à titre provisoire l'arrêté
n°MAR2019-0276 fixant les modalités de
collecte des déchets ménagers et assimilés**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°MAR2019-0276 du 20 janvier 2020 fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de « Prévention et valorisation des déchets ; Propreté de l'espace publique »,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- **CONSIDERANT :**
 - Qu'au vu de la pandémie liée à la propagation du coronavirus COVID-19, il appartient à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de prendre toutes mesures nécessaires en matière d'adaptation des services publics afin d'assurer la continuité de ceux-ci dans les meilleures conditions possibles
 - Que, compte tenu des impacts sanitaires de cette pandémie sur les ressources humaines disponibles pour l'exécution des services il apparaît nécessaire de pouvoir modifier de manière temporaire les règles applicables en matière d'évacuation et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;
 - Qu'il appartient aux Maires des communes de la Métropole d'assurer concurremment avec les autorités compétentes la salubrité et l'hygiène publique et de veiller sur le territoire au respect du présent arrêté.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'interdiction de mélange des déchets ménagers et assimilés visée à l'article 4 de l'arrêté n° MAR2019-0276 du 20 janvier 2020 pourra être temporairement levée, pour toute ou partie des catégories de déchets, afin de permettre leur évacuation dans des conditions d'hygiène et de salubrité satisfaisantes et faciliter leur prise en charge en fonction des ressources disponibles pour l'exécution des collectes.

ARTICLE 2 : Les règles de présentation des déchets à la collecte visées à l'article 5c du même arrêté pourront être modifiées afin de faciliter leur prise en charge en fonction des ressources disponibles pour l'exécution des collectes.

ARTICLE 3 : les modifications induites par les articles 1 et 2 ci-avant seront communiquées aux usagers du service public de gestion des déchets et disponibles au minimum sur les sites internet de la Métropole et de communes de la Métropole. Elles seront évolutives en fonction de l'évolution de la pandémie, des mesures sanitaires imposées par Monsieur le Préfet de l'Hérault et des ressources mobilisables pour l'exécution des services.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur général des services, Monsieur le directeur en charge de la collecte des déchets, Mesdames et Messieurs les Maires des communes situées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, Mesdames et Messieurs les responsables des services de police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : La durée de validité de cet arrêté court jusqu'à ce que les services de collecte soient en capacité d'assurer un service normal, une fois corrigés les impacts des mesures de restrictions de service rendues éventuellement obligatoire.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Selon les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020, et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président, Monsieur Christian FINA reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les actes administratifs de la collectivité ;

- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des services.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5: Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 AVR. 2020

Notifié le : 23 AVR. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et du service suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Philippe MALACAN, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- En matière de délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Aurélien CHAREIRE, chef de service adjoint, responsable Subdivision 1.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unités suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maitrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole
Montpellier, le 25 MAI 2020

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/05/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage

- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAQUIER, Madame Claire AEBERHARDT, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAQUIER, de Madame Claire AEBERHARDT, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAUQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAUQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAUQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Madame Claire AEERHARDT, responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire AEERHARDT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claire AEERHARDT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5-1 : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Félicie BOUCHE, administratrice générale du Musée Fabre.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Félicie BOUCHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe REITZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et Monsieur Philippe REITZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Philippe REITZ et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT et Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIUS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET et Madame Marion LORIUS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît FLAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS et Monsieur Benoît FLAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Benoît FLAUD et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9-1 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Perrine MOURIES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE

- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT
- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Jean-Marie FEURTET.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, Madame Nathalie GANDREAU et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, Madame Florence MOUSSET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert
- Madame Florence PONTHER, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michael DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et du service suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, du responsable de service adjoint et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, du responsable de service adjoint, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- En matière de délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Aurélien CHAREIRE, chef de service adjoint, responsable Subdivision 1.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Victor GALAMBA, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maitrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/7/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/7/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Développement
Économique, Emploi et Insertion
(DDEEI)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé de la direction suivante :

- La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE) est composée des services et unités suivants :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation

- Unité BIC- Création entreprises innovantes
- Unité Implantation des entreprises
- Unité Emploi et Insertion
- Tourisme, Commerce et Artisanat

Monsieur Emmanuel THOMAS, directeur de l'Economie et de l'Emploi, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées au responsable du service Administration et Finances, Madame Marie-Pierre GRAZIANI, Madame Isabelle PREVOT, Madame Chahira BENZAOUI, Madame Sabrina GUARRERA et Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui concerne son unité ou service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel THOMAS, du responsable du service Administration et Finances, de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, de Madame Isabelle PREVOT, de Madame Chahira BENZAOUI, de Madame Sabrina GUARRERA et de Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Le responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Administration et Finances, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administration et Finances et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Marie-Pierre GRAZIANI, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Pierre GRAZIANI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC - Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Madame Chahira BENZAOUI, responsable de l'unité Implantation des entreprises, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chahira BENZAOUI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chahira BENZAOUI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 : Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sabrina GUARRERA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-6 : Madame Sylvie BELLANGER, responsable du service Tourisme, Commerce et Artisanat, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BELLANGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines
et Relations Sociales
(PRHRS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Monsieur Benoît ZENOU, responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Monsieur Etienne ROSSIGNOL, directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services suivants :

- Service Carrière
- Service Rémunération
- Service Juridique et Gestion du Temps de Travail

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERVAL, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERVAL, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-1 : Madame Agnès FERVAL, responsable du service Carrière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-2 : Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-3 : Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique et Gestion du Temps de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4 : La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-2 : Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-3 : Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-4 : Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5 : La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail

Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, directeur de la Santé et de la Prévention, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 6 : Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département Proximité et
Modernisation de l'Action Publique
(DPMAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions et du pôle suivants :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), lui-même composé de la Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE)

Monsieur Alain PONS de VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses responsables de pôle, directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Laurent CHALVIDAN, directeur adjoint et responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent CHALVIDAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO, de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3 : Le Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN) est composé de la direction suivante :

- Direction des Ressources Informatiques (DRI)

Madame Line GALY, responsable du Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Line GALY.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 3-3 : Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe GIPPET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Line GALY.

ARTICLE 4 : La Direction Organisation, Etudes et Evaluation (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur de l'Organisation, Etudes et Evaluation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4-1 : Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/7/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/7/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département Administration
Générale et Finances
(DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Christian FINA pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,

- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALLO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24/07/2020

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Développement et
Aménagement Durables du Territoire
(DDADT)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- La Mission Cité intelligente
- La Mission Espace Public
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG)
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT)
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar)
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA)
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU)

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Général Adjoint du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3: Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée des services suivants :

- SIG Métropolitain
- Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € H ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO et au responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO, de Monsieur Marc APARICIO et du responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Patrick JOCHUM, responsable de la Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JOCHUM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick JOCHUM et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) est composée des services suivants :

- Pôle Energie
- Unité Plan Climat Air Energie et Environnement

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS et à Madame Emilie SALLES, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Delphine BAUS et de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-1 : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-2 : Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie SALLES et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6 : La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Madame Julie GUIROY et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-1 : Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DH_aPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DH_aPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, à Madame Stéphanie DELBREL, à Monsieur Matthieu THEET et à Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-2 : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-4 : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8 : La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-1 : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-2 : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9 : La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-1 : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-2 : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10 : La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10-1 : Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11 : La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-2 : Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 12 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



[Handwritten signature of Michaël Delafosse]

Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/07/2020

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Solidarité et Vivre Ensemble
(DSVE)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé des services suivants :

- Service Politique de la Ville (SPV)
- Service Téléalarme (ST)
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ, Directeur Général Adjoint en charge du Département Solidarité et Vivre ensemble, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 3 : Madame Florence RICHARD, responsable administrative par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 4 : Monsieur Thierry DAGUZE, responsable technique par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry DAGUZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 5 : Madame Karine CANER, responsable du Fonds d'Aide aux Jeunes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 6 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- Les admissions en non-valeur,
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des services.

En cas d'intérim de Monsieur Christian FINA, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné via une note d'intérim.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24/07/2020

Monsieur Le Président
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24/07/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3 -ARRETES

SOMMAIRE

1- ARRETES INDIVIDUELS FEVRIER A JUILLET 2020

N°AFFAIRE	TITRE	PAGES
MAI2019-0161	MAINLEVEE de l'arrêté de péril imminent n°MAI2019-0097 – Commune de Montpellier – Immeuble sis 9, Grand Rue Jean Moulin- Parcelle HT 115	569
MAI2020-0002	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 21 avenue de Lodève - Parcelle IZ 51 - Interdiction d'habiter	571
MAI2020-0017	Désignation de la représentante de Monsieur le Président au jury du marché n°02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère	574
MAI2020-0019	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Immeuble sis 69 Grand-Rue - Parcelle AI 138 - Interdiction d'habiter	576
MAI2020-0021	MAINLEVEE de l'arrêté de péril imminent n°A2016-116 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 7 rue des Etuves	579
MAI2020-0029	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier - Immeuble sis 13 rue de la Fontaine - Parcelle HV 195	581
MAI2020-0030	Arrêtés de Péril imminent – Commune de Montpellier – Immeuble sis 46 bis avenue Georges Clémenceau – Parcelle HW455 – Interdiction d'habiter	584
MAI2020-0031	Arrêtés de Péril imminent - Commune de Montpellier – Immeuble sis 11 rue des Ecoles Laïques – Parcelle HP 132	587
MAI2020-0033	Mainlevée de l'arrêté de péril imminent n°Mai 2019-0149 – Commune de Montpellier – Immeuble sis 38 route de Lodève – Parcelle KZ27	591
MAI2020-0034	Mainlevée de l'arrêté de péril imminent n°Mai 2019-0149 – Commune de Montpellier – Immeuble sis 38 route de Lodève – Parcelle KZ22	593



**Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
ordinaire n°MAI2019-0097
Commune de Montpellier
immeuble sis 9 Grand Rue Jean Moulin
Parcelle HT 115**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.

- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,**
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;**
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;**
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;**
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,**
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;**
- VU l'arrêté de péril ordinaire n°MAI2019-0097 pris le 14/08/2019 concernant l'immeuble sis 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000) parcelle cadastrée HT115 ;**
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur SAYSSAC demeurant au 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000), syndic bénévole de l'immeuble parcelle cadastrée HT115 sis 9 Grand Rue Jean Moulin,**
- VU l'information de M. Noël, service du Patrimoine historique de la Ville, indiquant la réalisation des travaux selon les orientations données par l'ABF ;**

- VU les factures envoyées par le syndic bénévole, Monsieur SAYSSAC, demeurant au 9 Grand rue Jean Moulin à Montpellier (34000) attestant de la conformité des travaux réalisés ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base des pièces justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI2019-0097 pris le 14 août 2019, pour l'immeuble sis Grand Rue Jean Moulin (parcelle HT 115) dont le syndic bénévole est Monsieur SAYSSAC demeurant 9 Grand Rue Jean Moulin à Montpellier (34000).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au copropriétaires représenté par, Monsieur SAYSSAC, syndic bénévole.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le

14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 14 FEV. 2020

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 21 avenue de Lodève
Parcelle IZ 51
Interdiction d'habiter

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'arrêté de police générale avec interdiction d'habiter n°311/2019 du 18 novembre 2019 pris par l'ingénieur d'astreinte, en raison d'un incendie qui a frappé l'immeuble sis 21 avenue de Lodève à Montpellier (34000) ;
- **VU** la lettre d'information adressée aux propriétaires, Messieurs Sébastien REBOUL, demeurant 266 avenue Saint Maurice à Palavas-Les-Flots (34250) et Frédéric REBOUL, demeurant 47 rue Jean Vilar à Sète (34200), leur signalant les désordres sur le bâtiment sis 21 avenue de Lodève à Montpellier (34000) (parcelle IZ 51), susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et leur ayant demandé leurs observations;
- **VU** l'absence de réponse et vu l'aggravation des désordres mettant en cause la sécurité publique ;
- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité publique soit sauvegardée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les propriétaires, Messieurs Sébastien REBOUL et Frédéric REBOUL, devront, dans un délai de **4 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

- Compléter les étalements en façade arrière au droit des ouvertures RDC et Etage, ainsi que dans le volume Cellier ou Cave.
- Faire appel à un Bureau d'Etude Structures afin de contrôler l'état des défaillances structurelles constatées et de préconiser leur restauration ou leur remplacement.
- A l'issue de l'achèvement final des travaux, les propriétaires diligenteront un bureau de contrôle qui attestera que les préconisations du bureau d'études structure ont été suivies dans les règles de l'art.

ARTICLE 2 : Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, **l'immeuble est interdit temporairement à l'habitation et à toute utilisation** à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de péril.

Les propriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, dans les 8 jours suivants la notification du présent arrêté.

A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des propriétaires.

ARTICLE 3 : Les propriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les propriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 : Faute pour les propriétaires d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à leurs frais, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 5 : Si les propriétaires, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le

06 FÉV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURIN



Publiée le : 06.02.20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 FÉV. 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le : 06 FÉV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Désignation de la représentante de
Monsieur le Président au jury du marché
n°02CR19 de conception-réalisation relatif
aux équipements de Téléski nautique du
parc Gérard-Bruyère**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu les articles L.5211-9 et L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales,
- Vu les articles R.2171-16 à R. 2171-18 du code de la commande publique,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération n° 12720 en date du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- Vu la décision n°MD2020-120, relative à la désignation du jury du marché n°02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de Téléski nautique du parc Gérard-Bruyère,

CONSIDÉRANT :

- que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit du jury du marché n° 02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de Téléski nautique du parc Gérard-Bruyère, peut désigner une personne appelée à le représenter.

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Madame Eliane LLORET est désignée en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Présidence du jury du marché n° 02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de Téléski nautique du parc Gérard-Bruyère.

ARTICLE 2 : En cette qualité, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Max LEVITA.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **12 FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 12 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **12 FEV. 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le : **12 FEV. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone
Immeuble sis 69 Grand-Rue
Parcelle AI 138
Interdiction d'habiter

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Christian Salvador, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 23 janvier 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé au Cabinet Henri Vallat, administrateur, demeurant 3 rue Philippy à Montpellier (34000), parcelle cadastrée AI 138, sis 69 Grand-Rue à Villeneuve-lès-Maguelone (34750) ;
- CONSIDERANT qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 69 Grand-Rue à Villeneuve-lès-Maguelone (34750), concernant tout le bâtiment.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Cabinet Henri Vallat, administrateur, demeurant 3 rue Philippy à Montpellier (34000) devra dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- **Première mesure urgente provisoire** : il est nécessaire, afin de préserver les personnes de la dangerosité de l'état de la construction, de prendre des mesures d'urgence pour protéger les abords de la façade, en constituant **un périmètre de sécurité**. Installer un barriérage type Vauban. Il convient de compléter cela par une signalétique afin de prévenir du danger. **Ces mesures sont à prendre immédiatement.**
- **Deuxième mesure urgente** : il est nécessaire de :
 - Réaliser le bâchage de la toiture afin de réduire les entrées d'eaux pluviales par les toits dans l'immeuble sinistré et les immeubles riverains ;
 - Réaliser la mise en étaie provisoire de la dalle de plancher haut Rez-de-Chaussée, afin de garantir leur stabilité avant la mise en œuvre des réparations. Cet étaie devra être contrôlé par un bureau d'études structures qui validera le principe général d'étaie.
- **Troisième mesure urgente** : il sera nécessaire de :
 - Faire réaliser une étude diagnostique par un architecte et un bureau d'études structure qui détermineront la nature des ouvrages destinés à être confortés, à démolir, puis à faire rénover par une entreprise qualifiée ;

ARTICLE 2 : Faute pour la propriétaire, représentée par le Cabinet Henri Vallat, administrateur, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **l'accès à l'immeuble et l'usage des locaux sont interdits**. Cette interdiction est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Si la propriétaire, représentée par le Cabinet Henri Vallat, administrateur ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

La propriétaire, représentée par le Cabinet Henri Vallat, administrateur ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le

13 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18/02/2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 13 FEV. 2020
Réception en Préfecture :
Notifié le : 17/02/2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent n°A2016-116
Commune de Montpellier
Immeuble sis 7 rue des Etuves

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le rapport dressé par Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 24 février 2016, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé aux syndicats de copropriétaires et aux copropriétaires de l'immeuble parcelle cadastrée HV 496 sis 7 rue des Etuves à Montpellier (34000),
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ,
- VU le procès-verbal de réception des travaux établi par le bureau d'études GECKO SARL le 07/11/2019 et les factures de l'entreprise VILLENEUVE envoyés par le syndic de copropriété Foncia Domitia, demeurant au 9 boulevard Sarraill à Montpellier (34000) attestant de la conformité des travaux réalisés,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du procès-verbal de réception des travaux établi par le bureau d'études GECKO SARL le 07/11/2019 et des factures justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° A2016-116 pris le 9 mars 2016, pour l'immeuble sis 7 rue des étuves (parcelle HV 496) dont le syndic est Foncia Domitia demeurant 9 boulevard Sarraill à Montpellier (34090), parcelle HV 496

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au copropriétaires représenté par le syndic Foncia Domitia.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au Procureur de la République, à l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le

20 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25/02/2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le : 25/02/2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 13 rue de la Fontaine
Parcelle HV 195

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11,
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée,
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le rapport dressé par Françoise Rieu, expert désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 14 février 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé à CENTURY 21, sis 1035, avenue du Père Soulas - BP 7332 à Montpellier (34083) syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HV 195, sis 13 rue de la Fontaine à Montpellier (34000),

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 13 rue de la Fontaine concernant les parties communes : balcons R+1, R+3 et palier R+3 et R+4.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété, CENTURY 21, sis 1035, avenue du Père Soulas - BP 7332 à Montpellier (34083) devra dans un délai de **1 semaine** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- Balcon R+1 : signaler immédiatement le danger aux occupants et en interdire l'accès par tout moyen non mobile (au minimum jusqu'au contrôle de fiabilité du dispositif provisoire actuel),
- Balcon R+3 : signaler le danger et en interdire l'accès par tout moyen non mobile (au minimum jusqu'à la mise en place de mesures conservatoires fiables),
- Paliers R+3 et R+4 : évacuer tout dépôt d'objets et matériaux afin de rendre la totalité de sa largeur au passage,
- Faire appel à un bureau d'études structures qui constatera l'état des structures défaillantes et préconisera leur restauration ou leur remplacement.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Le syndic de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 : Si le syndic de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le

9 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13/03/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le : 13/03/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 46 bis avenue Georges
Clémenceau
Parcelle HW 455
INTERDICTION D'HABITER

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Christian SALVADOR, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 10 avril 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Foncia Montpellier demeurant 185 rue Léon Blum - CS 79032 – 34967 Montpellier Cedex 2, syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HW 455, sis 46 bis avenue Georges Clémenceau à Montpellier (34000) ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, lesquelles sont gravement menacées par l'état du bâtiment sis 46 bis avenue Georges Clémenceau à Montpellier (34000) concernant tout le bâtiment.

ARRETE

ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété FONCIA Montpellier demeurant 185 rue Léon Blum - CS 79032 – 34967 Montpellier Cedex 2, devra prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- Pour l'appartement R+1 droit : procéder à la mise en place d'étaisements pour maintenir le plancher haut R+1.
- Pour le local commercial en RDC : procéder à la mise en place d'étaisements pour assurer la continuité d'étaisements du confortement du plancher haut du R+1 et soutenir le plancher haut du RDC. Aucun client n'est admis dans le local tant que la mise en étaisements ne sera pas réalisée et contrôlée par la maîtrise d'oeuvre.
- Faire réaliser par un bureau d'études structures une note de calcul du système d'étaisements à réaliser, et suivre et contrôler sa mise en oeuvre par une entreprise qualifiée.
- L'appartement en R+2 inhabité et inhabitable en l'état, le restera tant qu'il n'aura pas été procédé à la réalisation des travaux des ouvrages sinistrés.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

Faire réaliser par un bureau d'études structures une étude diagnostique, afin de déterminer la nature des ouvrages destinés à être confortés, démolis, puis à faire rénover par une entreprise qualifiée selon les modalités suivantes :

- Assurer une mission de direction de l'exécution des travaux, afin de contrôler l'état des existants lors des travaux de confortation ou de remplacement, selon les règles de l'art ;
- Réaliser une note de calcul du système d'étaisements à réaliser, et suivre sa mise en oeuvre par une entreprise qualifiée.
- Utiliser un mode opératoire de recherche des éléments structurels par démontage des sols et plafonds suspendus en R+1 et R+2, contrôles visuels et photographiques de l'ensemble des éléments constitutifs, descriptif des opérations de consolidation.
- Faire réaliser par une entreprise qualifiée les travaux d'étaisements, de sondages, de réparations et mise en conformité des installations sinistrées.
- Faire réparer l'ensemble du réseau EC EF de l'appartement en R+2, avec essais de mise en pression et contrôles de l'état avant tout usage.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **tous les logements de l'immeuble doivent être entièrement évacués de leurs occupants immédiatement. L'accès et l'usage de tous locaux ne seront autorisés qu'après la terminaison complète des travaux de confortation.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4

Les copropriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour le les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des copropriétaires.

ARTICLE 5

Le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

A compter de la notification de l'arrêté de péril, en application de l'article L511-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, les locaux vacants ne peuvent être ni loués ni mis à disposition pour quelque usage que ce soit

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6

Si le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 26 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le : 04 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 11 rue des Ecoles Laïques
Parcelle HP 132

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Christian SALVADOR, expert désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 14/04/20, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- VU l'avertissement envoyé à FONCIA Montpellier demeurant à 185 rue Léon Blum à Montpellier (34000) ;
- VU le courrier de FONCIA Montpellier en date du 03/04/2020 informant être venu aux droits du Syndic ABL Administration de Biens Laborde et indiquant la vacance de syndic depuis le 09/01/20, suite à l'impossibilité de procéder à la désignation du nouveau syndic lors de l'assemblée générale de copropriété du 19/12/19 ;

- VU la requête de Montpellier Méditerranée Métropole prise en la personne de son Président en date du 27/04/20, déposée auprès de Madame la Présidente du Tribunal Judiciaire en vue de procéder à la désignation d'un syndic provisoire ;

- VU l'ordonnance de Monsieur le Vice-Président du Tribunal Judiciaire de Montpellier, désignant SAS FONCIA MONTPELLIER dont le siège est situé 185 rue Léon Blum CS 79032, à Montpellier (34967), syndic de la copropriété 11 rue des Ecoles Laïques à Montpellier (34000) ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il ressort du rapport de M. Christian SALVADOR, qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 11 rue des Ecoles Laïques et notamment l'appartement RDC de Mme Chantal Bellanger ainsi que les parties communes telles que stipulées dans le rapport d'expertise.

ARRETE

ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété SAS FONCIA MONTPELLIER demeurant 185 rue Léon Blum CS 79032, à MONTPELLIER (34967) devra prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

Premières mesures urgentes :

- L'accès aux caves doit être condamné (sauf accès pour étalement et travaux) jusqu'à la fin des travaux de confortement.
- Etalement de l'ensemble du plancher haut des caves situées depuis le secteur central de la construction jusqu'à la façade sur cour intérieure correspondant au plancher de la pièce de séjour cuisine de l'appartement de Madame Chantal Bellanger.
- Etalement du plancher haut du RDC de l'appartement de Mme Chantal Bellanger, correspondant au séjour, augmenté de l'espace cuisine situé au chant de la façade sur cour.
- Faire réaliser une note de calcul du système d'étaisements et suivre par une entreprise qualifiée.

Deuxièmes mesures urgentes :

- Faire réaliser une étude diagnostique par un bureau d'études structures, afin de déterminer la nature des ouvrages destinés à être confortés, démolis, puis à faire rénover par une entreprise qualifiée ;
- Faire réaliser une note de calcul des reprises structurelles à réaliser et suivre la mise en oeuvre par une entreprise qualifiée ;
- Assurer une mission de direction de l'exécution des travaux, afin de contrôler l'état des existants lors des travaux de confortation ou de remplacement, selon les règles de l'art :
 - avec mode opératoire de recherche des éléments structurels, descriptif des opérations de consolidation ;
 - par réalisation par une entreprise qualifiée les travaux d'étaisements, de sondages, de réparations et de mise en conformité des installations sinistrées.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, l'usage de l'appartement en RDC de Mme Chantal Bellanger n'est autorisé que dans le secteur sur rue. Le secteur sur cour arrière devra rester inhabité et son accès interdit jusqu'à la terminaison complète des travaux de mise en étaie. L'accès aux caves devra être condamné jusqu'à la terminaison complète des travaux de réparation. Cette interdiction est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4

Le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 5

Si le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le

26 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Notifié le : 04 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent
n° MAI 2019-0149
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 38 route de Lodève parcelle
KZ 27

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 22 novembre 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur Sidi Mohamed HAMZAOUI demeurant au 29 route de Lodève à Montpellier (34000), propriétaire de l'immeuble parcelle cadastrée KZ 27 sis 38 route de Lodève à Montpellier (34000) ;

- VU le rapport dressé par le bureau d'études BET OSSATURE, chemin de la Tuilerie Haute à COURNONTERRAL (34660), en la personne de Monsieur Ronan PONS le 21 février 2020, attestant de la conformité des travaux réalisés ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base du rapport de BET OSSATURE, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI 2019-0149 pris le 29 novembre 2019, pour l'immeuble sis 38 route de Lodève (parcelle KZ 27) dont le propriétaire est Monsieur Sidi Mohamed HAMZAOUI demeurant au 29 route de Lodève à Montpellier (34000).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAMURÇU



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Notifié le :

04 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent
n° MAI 2019-0149
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 38 route de Lodève parcelle
KZ 22

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 22 novembre 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur Stefano BORGHI demeurant au 38 route de Lodève à Montpellier (34000), propriétaire de la parcelle KZ 22 ;
- VU le constat des services de la Métropole de l'installation d'une signalétique conforme dans les escaliers de la parcelle KZ 22, dont le propriétaire est Monsieur Stefano BORGHI, demeurant 38 route de Lodève à Montpellier (34000) ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur constat des services de la Métropole de la réalisation de la signalétique des escaliers de la parcelle KZ 22, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI 2019-0149 pris le 29 novembre 2019, pour l'immeuble sis 38 route de Lodève parcelle KZ 22.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président

Philippe SATUREL



Publiée le : 05 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Notifié le : **05 JUIN 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

